

Université de Montréal

Les effets de la violence organisée sur le processus d'intégration des réfugiés :
le cas des Colombiens au Québec

Par :
Roxana Cledon

École de criminologie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de
maître ès sciences (M.Sc.) en criminologie

Juin 2011

©Copyrigh Roxana Cledon 2011

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Les effets de la violence organisée sur le processus d'intégration des
refugiés : le cas des Colombiens au Québec

Par :
Roxana Cledon

a été évalué(e) par un jury composé des personnes suivantes

Estibaliz Jimenez
Présidente rapporteuse
Mylène Jaccoud
Directrice de recherche
Michèle Vatz-Laaroussi
Co-directrice de recherche
Stéphanie Arsenault
Examinatrice externe

RÉSUMÉ DE LA RECHERCHE

Le conflit armé en Colombie est le troisième conflit le plus long du monde, après le problème entre la Palestine et l'Israël et celui entre l'Inde et le Pakistan.

La violence organisée qui caractérise ce conflit a des conséquences sur le plan individuel (souffrance psychologique, etc.) et sur le plan collectif (démobilisation sociale par la terreur, modification de la pensée critique, augmentation de la violence commune).

Cette violence a poussé des milliers de Colombiens à l'exil. Certaines de ces personnes arrivent au Québec en tant que réfugiés.

La présente étude décrit et analyse les effets de la violence organisée subie en Colombie par ces personnes. Elle fait le lien entre ces conséquences et le processus d'intégration des réfugiés colombiens dans une région du Québec, la Haute-Yamaska. Le principal objectif de ce mémoire est de répondre à cette question : selon l'expérience des immigrants réfugiés colombiens victimes de violence organisée, quels sont les effets de cette violence sur leur vie actuelle au Québec?

Douze récits d'expériences ont été recueillis et analysés à partir d'entrevues semi dirigées auprès des réfugiés colombiens. Les résultats de cette étude montrent la nécessité, pour les réfugiés, d'un travail d'élaboration autour de leur propre identité à travers l'expérience vécue; la présence du retrait et de l'isolement comme mécanismes de protection qui se manifestent en terre d'accueil; la reproduction, par un groupe minoritaire, de certains des comportements qui sont jugés violents en terre d'accueil et qui dans le contexte de la terre d'origine avaient un autre sens. Cette différence de sens est accompagnée d'une tolérance différente à la violence dans un groupe de réfugiés et la société d'accueil. L'attitude personnelle positive face aux difficultés ainsi que le soutien du réseau familial ou des nouveaux amis sont des facilitateurs de l'intégration. Finalement, on constate que les effets d'un deuil prolongé freinent l'investissement affectif et personnel en terre d'accueil.

SOMMAIRE

Mots clés : violence organisée, réfugié, Colombie, intégration, Haute-Yamaska, Québec, Canada

ABSTRACT

The armed conflict in Colombia is the third longest conflict in the world after the problem between Palestine and Israel and the one between India and Pakistan. Organized violence that characterizes this conflict has consequences at the individual level (psychological distress, etc.) and the collective (social demobilization by terror, modification of critical thinking, increased common violence). This kind of violence has forced thousands of Colombians into exile. Some of these people come to Quebec as refugees.

This study describes and analyzes the effects of organized violence suffered by these persons in Colombia. It links these consequences and the integration of Colombian refugees in a region of Quebec, Haute-Yamaska. The main objective of this master's thesis is to answer this question: According to the experiences of refugee Colombian victims of organized violence, what are the effects of this experience on their lives today in Quebec? Twelve stories were collected and analyzed based on interviews with Colombian refugees.

The results of this study show that refugees need to work out their own identity through these particular experiences; the presence of withdrawal and isolation as protective mechanisms that occur in their host country; the reproduction, for a minority, of some behaviors that are considered violent in their host country but, in the context of their land of origin, had another meaning. This difference is accompanied by a different tolerance for violence for refugees and the host society. A personal positive attitude in face of difficulties and the support of a family network or friends are enablers of integration. Finally, the effects of a long-term bereavement slow emotional and personal investment in the new country.

SUMMARY

Keywords : organized violence, refugee, Colombia, integration, Haute-Yamaska, Quebec, Canada

RESUMEN DE LA INVESTIGACION

El conflicto armado en Colombia es el tercero más largo del mundo después del problema entre Palestina e Israel y entre la India y Pakistán. La violencia organizada que caracteriza este conflicto causa consecuencias a nivel individual (problemas psicológicos, etc.) y colectivo (inmovilización social por terror, modificación del pensamiento crítico, aumento de la violencia común). Esa violencia ha obligado a miles de colombianos a partir al exilio. Algunas de estas personas llegan a Quebec como refugiados.

Este estudio describe y analiza los efectos de la violencia organizada que sufren estas personas en Colombia y sus consecuencias sobre su integración en una región de Quebec, la Haute Yamaska.

El principal objetivo de esta tesis de maestría es de responder a la siguiente pregunta: según la experiencia de los refugiados colombianos ¿Cuáles son los efectos de la violencia organizada en sus vidas hoy en Quebec?

Doce relatos fueron recogidos y analizados a partir de entrevistas semidirigidas con refugiados colombianos.

Los resultados de este estudio muestran diversos procesos de integración donde se observa la necesidad, para los refugiados, de un trabajo de elaboración de la propia identidad a través la experiencia vivida; la retirada y el aislamiento como mecanismos de protección que se reproducen en el país de acogida; la reproducción de conductas violentas que no son percibidas de la misma manera en Colombia y Quebec, teniendo diferente sentido en ambos contextos, los límites de tolerancia a la violencia son diferentes; la actitud personal positiva y una red de apoyo de familiares o amigos son facilitadores de la integración; finalmente los efectos del duelo no resuelto hacen mas lenta la implicación personal y afectiva en el nuevo país.

SUMARIO

PALABRAS CLAVE : violencia organizada, refugiado, Colombia, integracion, Haute-Yamaska, Quebec, Canada

TABLE DES MATIÈRES

Résumé de la recherche.....	i
Sommaire.....	ii
Abstract.....	iii
Summary.....	iv
Resumen de la investigacion.....	v
Sumario.....	vi
Remerciements.....	x
Introduction.....	1
CHAPITRE I	
RECENSION DES ÉCRITS	
Introduction.....	4
1.1. Contexte historique de la Colombie.....	4
1.2. La violence organisée.....	7
1.2.1 Définitions de la violence organisée.....	7
1.2.2. Objectifs et effets de la violence organisée.....	8
1.2.3. Processus d'installation de la violence organisée à partir de l'État.....	8
1.2.4. Les méthodes.....	9
1.2.5. La doctrine de la violence organisée ou le discours qui la soutient et la justifie (une forme de contrôle social).....	10
1.3. Conséquences de la violence organisée.....	10
1.3.1. Conséquences de la violence organisée sur le plan individuel.....	10
1.3.2. Les effets de la violence organisée transmis de génération en génération.....	11
1.3.3. Un effet des violences : le traumatisme.....	12
1.3.4. Discussion du modèle d'interprétation médical du traumatisme.....	13
1.3.5. Conséquences de la violence organisée sur le plan collectif.....	14
1.4. La violence organisée et la violence commune.....	15
1.5. L'exil.....	18
1.6. Être réfugié.....	19
1.7. Le processus migratoire.....	20
1.7.1. Le processus migratoire des familles réfugiées.....	22
1.7.2. Deux façons de voir le processus d'intégration.....	23
1.8. La dynamique des familles.....	24
1.9. Langage et culture de la famille.....	25
1.10. Identité et reconnaissance.....	26
1.10.1. Absence de reconnaissance et déstabilisation de l'identité : effets sur le processus d'intégration.....	26
1.10.2. La reconstruction de l'identité. L'histoire et le projet familial.....	27
1.10.3. Mémoire familiale.....	29
1.10.4. Les réfugiés et la terre d'accueil: rencontre de deux discours et malentendu.....	30

1.10.5. La perspective de l'ethnopsychiatrie : une analyse du discours.....	31
1.11. Culture publique, culture privée et le langage du multiculturalisme.	
Le contexte de la terre d'accueil.....	32
1.11.1. Les familles immigrantes et leurs stratégies d'intégration dans le contexte du multiculturalisme.....	35
1.12. Les réfugiés, la réunification familiale, les transformations et les jumelages.....	36
1.13. Le cas particulier des Colombiens.....	37
Conclusion.....	40
CHAPITRE II	
MÉTHODOLOGIE.....	43
2.1. L'objet d'étude.....	43
2.2. Le cadre théorique.....	43
2.3. Démarche méthodologique.....	44
2.4. Outil de cueillette de données.....	45
2.5. Présentation de la consigne de prise de contact.....	47
2.6. Critères d'échantillonnage.....	48
2.7. Mode de recrutement et déroulement du terrain.....	53
2.8. Fiche signalétique.....	54
2.9. Analyse de données.....	55
2.10. Limites de l'étude.....	57
CHAPITRE III	
LES PARTICIPANTS À LA RECHERCHE.....	58
3.1. Participants ayant eu un rôle politique ou communautaire en Colombie.....	59
3.2. Participants qui étaient des citoyens communs.....	62
3.3. Participants adolescents et mineurs au moment du départ de la Colombie.....	65
Synthèse.....	67
CHAPITRE IV	
L'EXPÉRIENCE DE VIOLENCE.....	69
4.1. La signification de la violence pour celui qui l'a vécue.....	69
4.2. Le contexte, un milieu de vie violent.....	71
4.3. La méfiance comme mécanisme d'autoprotection.....	73
4.4. La victimisation.....	76
4.5. Le déplacement.....	80
Synthèse.....	82
CHAPITRE V	
LES CONSÉQUENCES DE LA VIOLENCE ORGANISÉE.....	84
5.1. Modification et adaptation des habitudes de vie.....	84
5.2. Fragilisation de l'équilibre émotionnel.....	85
5.3. Les Pertes.....	88
5.4. Le départ : la décision de quitter la Colombie.....	91
Synthèse.....	92

CHAPITRE VI	
LES EFFETS DE LA VIOLENCE ORGANISÉE SUR LE PROCESSUS D'INTÉGRATION DES REFUGIÉS COLOMBIENS AU QUÉBEC.....	94
6.1. Des symptômes physiques et psychologiques.....	95
6.2. Des changements dans la dynamique familiale.....	96
6.3. La violence à l'intérieur de la famille.....	97
6.4. Les conflits à l'intérieur de la communauté colombienne: Une source de malentendu avec la société d'accueil.....	100
6.5. Le retrait comme mécanisme d'autoprotection.....	102
6.6. Les retards de la scolarité des enfants.....	103
6.7. L'ambivalence face au sentiment de liberté.....	104
6.8. L'identité.....	105
6.9. La demande d'aide.....	109
6.10. La spiritualité.....	111
6.11. Les relations sociales au Québec avec les Colombiens, avec les Latino- américains et avec les Québécois.....	112
Synthèse.....	114
CHAPITRE VII	
LES PROJETS D'AVENIR.....	117
Synthèse.....	119
CONCLUSION.....	121
BIBLIOGRAPHIE.....	130
ANNEXE 1 Guide de l'entrevue.....	i
ANNEXE 2 Consentement des participants.....	iii

REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier ma mère Irma, mon mari José et mes filles Julieta et Tamara pour leur soutien, leur encouragement, leur confiance et leur patience.

Je suis reconnaissante à la directrice et à l'intervenant d'aide à l'intégration scolaire de l'organisme SERY, Johanne et Frey, qui se sont intéressés à cette recherche et ont participé avec un esprit ouvert à la démarche d'exploration.

Merci à mes directrices Mylène Jaccoud et Michèle Vatz-Laaroussi qui m'ont guidée dans ce travail et m'ont transmis leurs connaissances avec passion.

Un grand merci à Richard Gagné, psychologue, pour sa collaboration désintéressée et sa critique constructive.

Finalement j'exprime mon admiration et mon respect aux réfugiés colombiens qui ont accepté de me partager leur expérience même si leurs récits en entrevue les ont parfois fait revivre la douleur. Je les remercie chaleureusement de leur ouverture d'esprit, leur franchise et leur courage.

Merci énormément

Muchas gracias

INTRODUCTION

Le choix de réaliser une recherche portant sur la violence organisée en Colombie et ses effets sur le processus d'intégration des réfugiés colombiens au Québec a été motivé par certains constats faits par la chercheuse par rapport à la relation entre la communauté d'accueil d'une région du Québec et plusieurs personnes de la communauté colombienne de cette région pendant quelques années.

Les intervenants scolaires et psychosociaux de la région qui ont été appelés à intervenir auprès de certains réfugiés colombiens ont remarqué des comportements violents récurrents de certains jeunes, dont des bagarres, menaces et intimidations. Ces actes se produisent à l'intérieur de groupes de jeunes colombiens mais aussi entre des jeunes colombiens et des jeunes québécois. Il y a eu des cas de violence familiale à l'intérieur de la communauté colombienne. La préoccupation de la collectivité colombienne pour leur propre réputation a aussi été observée à cause d'actes perpétrés par un sous-groupe d'entre eux.

Nous avons consulté des jeunes colombiens à travers des focus groupes. Nous avons aussi consulté des intervenants d'aide à l'intégration, dont un d'origine colombienne, dans le but d'explorer la situation avant de commencer la recherche.

Les faits saillants que nous retenons de cette exploration sont les suivants : il y a présence de bagarres et d'actes de vandalisme à l'intérieur de la communauté colombienne. Quelques adultes se retrouvent impliqués dans des bagarres à l'occasion d'activités sociales. Les jeunes participent à des batailles quand ils se sentent discriminés. Quand ils ne connaissent personne à leur arrivée, ils risquent de vivre plus de discrimination. Des jeunes colombiens menaceraient d'autres jeunes colombiens pour les démotiver à entrer en relation avec des jeunes québécois.

Dans un autre ordre d'idées, autant les jeunes que les intervenants d'aide à l'intégration qui travaillent auprès d'eux ont souligné que les jeunes colombiens apprécient leur présence au Québec. Cependant certains jeunes n'avaient pas reçu d'explication de leurs parents sur la raison du départ de la Colombie. Dans la majorité des cas la décision avait été prise rapidement à cause de la situation de danger. Ces jeunes vivent l'exil plus difficilement. Pour eux les pertes vécues ont un autre sens parce qu'ils n'ont pas participé à la décision du départ.

Certains jeunes ont des difficultés d'apprentissage du français, ce qui est vécu comme une frustration. Cette difficulté a par effet un déclassement scolaire et des problèmes d'intégration sociale.

Certains jeunes apprennent plus rapidement le français que leurs parents. Dans ces cas, les jeunes jouent souvent le rôle d'interprètes ce qui a un effet d'infantilisation des parents et une certaine perte d'autorité de leur part.

Les jeunes colombiens cherchent une façon de démontrer qu'ils viennent d'ailleurs et qu'ils ont déjà connu des choses *«pas mal plus violentes que ce que peuvent vivre les jeunes d'ici, c'est une manière de se faire reconnaître»* (intervenante).

«Ce n'est pas vrai que tous ceux qui ont été victimisés reproduiront la violence. Souvent ils veulent que leur futur soit complètement différent de leur passé» (intervenante). Les actes violents sont le fait d'un sous-groupe à l'intérieur de la communauté.

Finalement les jeunes nous ont parlé de leurs souvenirs. Les groupes armés étaient présents là où ils habitaient. Ces groupes volaient et menaçaient la population. Ces groupes commettaient des assassinats et les assassins n'étaient pas identifiés. Les jeunes se rappellent avoir vu des cadavres à la suite de confrontations entre des groupes armés. Les cadavres pouvaient être jetés au fleuve. Les jeunes expriment qu'ils étaient rendus insensibles à cette violence parce qu'elle faisait partie de la vie quotidienne. En

Colombie, les attentats et les personnes tuées sont à tous les jours présents dans les journaux et dans les nouvelles à la télévision.

Suite à cette exploration nous avons décidé d'approfondir les connaissances au sujet de l'expérience de ces personnes et nous avons entrepris la rédaction de ce mémoire.

Le premier chapitre se compose d'une recension des écrits sur l'histoire du conflit armé en Colombie et son impact sur le peuple colombien, les recherches sur la violence organisée, ses conséquences sur les personnes et les communautés, les études sur les processus migratoires ainsi que sur l'intégration des réfugiés en terre d'accueil. Le deuxième explique la méthodologie de recherche pour la réalisation de ce mémoire. Le troisième décrit un portrait sociodémographique des participants à la recherche et un résumé de leur expérience en relation à la violence organisée. Finalement, les chapitres quatre, cinq, six et sept présentent l'analyse des données recueillies sur le terrain.

CHAPITRE I

RECENSION DES ÉCRITS

Introduction

Le conflit armé en Colombie est le troisième conflit le plus long du monde, après celui entre la Palestine et Israël et celui entre l'Inde et le Pakistan (PNUD, 2003). Il commença en 1964 avec la formation des Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie (FARC), lesquelles se constituèrent en guérilla visant la révolution socialiste et défendant les droits des paysans. La guérilla dispute à l'État le pouvoir politique central. À la lutte des FARC répond la répression de l'État par l'armée et la police (Lazzeri, Du Bois ; 2005). La violence engendrée par ce conflit a poussé des milliers de Colombiens à l'exil.

Certaines de ces personnes arrivent au Québec en tant que réfugiés. Nous nous interrogeons sur les effets de leur vécu de violence organisée sur leur processus d'intégration à la société d'accueil. Notre recherche commence par une recension des écrits. Celle-ci débute par la situation de la Colombie et son contexte historique, en continuant par la relation entre la violence organisée et la violence commune. Une section est réservée à l'exil et au statut de réfugié. Des études sur les problèmes vécus par les réfugiés en général dans la terre d'accueil sont présentées. Nous faisons état aussi d'une recension des travaux réalisés sur les particularités du Canada et du Québec comme terres d'accueil. Finalement nous citons certains auteurs qui ont fait des recherches sur le cas particulier des Colombiens.

1.1. Contexte historique de la Colombie

Sanchez et Meerteens (1983) analysent la situation spécifique de la Colombie où, durant la deuxième moitié du XXe siècle, s'est développé «un processus complexe où se mêlèrent la terreur d'État, l'anarchie et l'insurrection paysanne dans une profonde remise en question des relations sociales et politiques». La période de violence née à cette époque perdure encore aujourd'hui. On a observé un processus d'affaiblissement graduel du pouvoir de l'État qui s'est mué en terrorisme d'État, en même temps que croissait le pouvoir du crime organisé. Au centre de cette lutte de pouvoir, la population

colombienne, surtout dans les milieux ruraux, se trouve victime d'abus et d'atteintes aux droits de la personne (Ortiz, 1990).

Durant les années 1980, des groupes armés, les «Forces armées révolutionnaires de la Colombie » (FARC), ont graduellement exercé un contrôle sur les populations et se sont lancés dans le commerce de drogues comme la cocaïne et l'héroïne pour renforcer leur capacité économique et d'armement afin d'étendre leur influence (Rubio, 1999). Dans les milieux ruraux, l'État n'arrivait plus à contrôler les actions armées de cette guérilla.

Des groupes d'autodéfense nommés paramilitaires se sont formés en réaction aux actions des FARC. Ces forces paramilitaires, avec leurs approches répressives et illégales, sont toujours actives. Elles sont constituées de milices privées qui coopèrent étroitement avec les forces gouvernementales (Lazzari, Du Bois ; 2005). Elles commettent des assassinats, des massacres, des enlèvements et des déportations en masse. Leurs victimes sont souvent des dirigeants de gauche, des journalistes, des intellectuels progressistes et des dirigeants syndicaux. Les paramilitaires servent à défendre les intérêts et la sécurité des grands propriétaires terriens (Lazzari, Du Bois ; 2005). Les paramilitaires ont été définis comme étant «la manifestation la plus dangereuse de l'incapacité institutionnelle à résoudre les difficultés internes et établir un contrôle social permettant la création de formes para-institutionnelles de violence, encouragées, organisées et protégées par les organismes mêmes de l'État et financées par les groupes économiques » (Medina 1990). Ce «contre-terrorisme» ajoute au déchaînement de la violence.

Les FARC et plusieurs autres guérillas qui se sont développés pendant les dernières années ainsi que les groupes paramilitaires se disputent de façon permanente le pouvoir de régulation de la vie des populations. Ils s'affrontent aussi pour le contrôle des ressources économiques et des territoires stratégiques facilitant le commerce de la drogue. Leur capacité de réguler la vie des communautés est liée à leur capacité de s'imposer militairement sur le groupe ennemi (Rubio, 1999). Cet état de crise politique permanente a conduit au maintien d'un ordre social injuste sur lequel l'État terroriste s'est installé.

Dans ce contexte, les groupes armés jugent les communautés comme étant soit des collaborateurs soit des ennemis. Le conflit persistant entre les paramilitaires appuyés par l'armée et les guérillas a donné lieu à de graves atteintes aux droits humains, particulièrement dans les zones rurales. Le nombre de personnes contraintes de quitter leur foyer en raison du conflit armé n'a cessé d'augmenter (Amnesty International, 2008 ; Betancourt et Garcia, 1991). Les défenseurs des droits de l'homme sont considérés par les forces de sécurité de l'État comme des ennemis et comme des collaborateurs de la guérilla (Lazzeri, Du Bois ; 2005). Les personnes considérées ennemies sont punies par des actions terroristes dont la fonction est de persuader l'ensemble de la communauté à collaborer avec le groupe armé et à suivre les règles qui leur sont imposées (PNUD, 2003). Les crimes les plus fréquemment commis sont les extorsions, les meurtres, les massacres, la violence sexuelle envers les femmes, le déplacement forcé, les disparitions et la torture. La dégradation du conflit a entraîné une crise humanitaire qui se traduit par la violation des droits humains de millions de personnes.

Beaucoup de Colombiens menacés dans leur vie ont été poussés à l'exil (Lazzeri, Du Bois ; 2005). Les FARC ont été tenues responsables de la plupart des assassinats des candidats aux dernières élections d'octobre 2008. Récemment, des sources judiciaires portant sur les liens présumés entre les représentants de l'État et les groupes paramilitaires ont démontré qu'une quarantaine de membres du Congrès auraient été impliqués dans des crimes. En échange d'une réduction de leur peine, plusieurs chefs paramilitaires, prétendument démobilisés, ont fourni des preuves de leur participation aux atteintes aux droits humains et de leurs liens avec les forces de sécurité gouvernementales. L'impunité judiciaire demeure une préoccupation majeure (Amnesty International ; 2008). Les Nations-Unies ont dénoncé les menaces récurrentes ainsi que les assassinats en Colombie de défenseurs des droits de l'homme, des syndicalistes et des journalistes. L'ONU a exigé du gouvernement colombien de respecter l'indépendance du pouvoir judiciaire. Plusieurs États ont recommandé à la Colombie de ratifier la Convention contre les disparitions forcées et contre la torture (Commission colombienne de juristes, 2008).

1.2. La violence organisée

1.2.1 Définitions de la violence organisée

Nous avons recensé des définitions du concept de violence organisée, abus de pouvoir et violence politique. Ces définitions sont comparables, elles s'entrecroisent. Dans tous les cas on retrouve l'usage abusif de la force pour obtenir ou conserver le pouvoir.

La violence organisée, selon Kane (1995), est l'utilisation délibérée et systématique de la terreur afin de contrôler ou détruire une communauté, un groupe ethnique ou un groupe d'opposition. La violence organisée est considérée comme une forme d'abus de pouvoir. Selon la définition générale de l'abus de pouvoir de Morosawa (1997), elle est une transgression à la limite standard de l'usage de la force qui résulte en dommages contre une personne en particulier ou un groupe. Ces dommages peuvent être physiques, émotionnels, économiques ou de l'ordre de la violation des droits de ces personnes. Ces dommages sont des conséquences intentionnelles de la mauvaise application de la force. Selon Lima (1997), l'abus de pouvoir serait une action, une omission ou la manifestation de pratiques discriminatoires commises par un individu, par un groupe ou par une organisation qui a pour but de s'approprier injustement du pouvoir qui devrait lui être attribué par la loi ou par les coutumes, pour parvenir à soumettre des victimes à sa volonté.

Par violence politique, on entend l'utilisation de la force physique pour produire ou empêcher un changement politique ou économique (Encyclopédie Canadienne, 2009). Cette violence n'a pas pour base que des aspects d'ordre politique ; elle a pour effet d'imposer le point de vue de celui qui l'exerce ou de dissuader l'expression d'autres points de vue.

Dans certains cas c'est l'État qui exerce la violence. L'affaiblissement de la limite du pouvoir de l'État produirait une forme d'abus de pouvoir, soit le terrorisme d'État (Duhalde 1987).

Dans ce mémoire, nous utilisons le terme *violence organisée* parce que plus englobant. Les termes *abus de pouvoir*, *violence politique* et *terrorisme d'État* y sont compris. Dans le cas de la Colombie, la violence organisée est le produit de la convergence du terrorisme d'État, de la violence de la guérilla et de la violence produite pour les groupes de

narcotrafiquants, tous cherchant à contrôler la population au moyen de la terreur et gagner le pouvoir par la force.

1.2.2. Objectifs et effets de la violence organisée :

La terreur agirait comme dissuasion et génèrerait des mécanismes de démobilisation sociale à travers la destruction physique des opposants au pouvoir et à la destruction des organisations politiques, sociales et communautaires (Duhalde, 1987). La violence organisée a aussi comme objectif la destruction des liens sociaux (Rousseau, 2000). Dans certains cas elle imposerait le silence par la terreur. Elle s'attaquerait à la mémoire collective et imposerait la méfiance comme méthode de survie, ce qui endommagerait encore plus le tissu social (Duhalde 1983; Kordon 1992; Rousseau, 1998; Taussig, 1992; Vinar, 1989). Elle provoquerait une impression d'absurdité tant chez les individus que dans les communautés. Selon le discours de l'État, le but de ces groupes de violence organisée serait l'élimination des crimes politiques ou terroristes et ils chercheraient à détruire des composantes des situations de crise à leur source. Le terrorisme d'État coexisterait avec la démocratie parlementaire (Duhalde, 1987).

1.2.3. Processus d'installation de la violence organisée à partir de l'État

Comment la violence organisée arrive-t-elle à s'établir ? Certains auteurs (Duhalde, 1987 ; Lima, 1997) ont interprété le rôle joué par l'État des pays en crise dans l'établissement de la violence organisée comme la conséquence d'une histoire d'injustice sociale, conduisant à l'abus de pouvoir soutenu par la terreur. Un processus croissant de pratiques illégales à partir de l'État génèrerait les conditions adéquates pour instaurer un modèle antidémocratique. L'usage systématique de la terreur ferait de cet État un État terroriste (Duhalde, 1987).

Le terrorisme d'État apparaîtrait graduellement comme « un remède exceptionnel » choisi par un État « démocratique » en crise de pouvoir. Ce choix témoigne d'une faiblesse face à son modèle démocratique. Dans chaque pays où ce type de transformation s'est produit,

nous pouvons en observer les étapes graduelles qui y ont conduit, notamment par l'apparition sous différentes formes de négation des droits humains ou des principes de légalité des structures démocratiques (Duhalde, 1983).

La violation des principes étatiques et juridiques par l'État démocratique et parlementaire détériore ce qu'il prétendait vouloir justement défendre. L'État deviendrait sa propre victime.

Le monopole de la force et l'instrumentalisation de la coercition légale sont des attributs de l'État. Le pouvoir législatif établit le champ de ce qui est permis et de ce qui est interdit. Le pouvoir de juger les violations de la loi ainsi que l'utilisation de la force policière font partie de l'activité de l'État. L'État démocratique devrait s'ajuster lui-même à la loi. Cet ajustement constituerait une limite à son autorité politique dans l'exercice d'un pouvoir qui reconnaîtrait comme source, son propre peuple. La question qui soumet cette limite de l'exercice du pouvoir à une épreuve difficile est l'augmentation du niveau de contestation et de désobéissance des citoyens à la norme imposée. Cette désobéissance peut prendre deux formes spécifiques : la première est la crise et l'agitation sociales et la deuxième est la violence exercée par des groupes spécifiques contre les personnes, les institutions de l'État et la société civile (Duhalde, 1987 ; Duhalde, 1983 ; Carter, 1980). Ces formes peuvent avoir des combinaisons et des nuances. L'affaiblissement de la limite du pouvoir de l'État produirait une forme d'abus de pouvoir, le terrorisme d'État.

1.2.4. Les méthodes

Dans les cas où l'appareil répressif de l'État se retrouve incapable de mettre fin à la contestation sociale et où le conflit s'accroît, certains États commencent à recourir à certains moyens plus « efficaces » et glissent vers l'abus de pouvoir et le contrôle par la terreur (Duhalde, 1987). Sous prétexte de défendre la démocratie, la loi, la justice et les droits humains, l'État propose des procédures antidémocratiques. Il en vient à violer les lois et les droits humains et à appliquer des méthodes clandestines de violence.

La pratique systématique de la torture, le recours à l'assassinat en lieu et place de la détention, les répressions brutales des groupes sociaux, les crimes politiques et l'organisation d'«opérations illégales spéciales» font partie de la spirale ascendante du terrorisme d'État et nécessitent un certain niveau de légitimation sociale (CELS, 1982).

1.2.5. La doctrine de la violence organisée ou le discours qui la soutient et la justifie (une forme de contrôle social)

L'exercice du terrorisme d'État ne se limiterait pas à la violation de sa propre normativité, mais il se constituerait en une philosophie, en une doctrine politique qui signalerait le niveau de crise du modèle social. La naissance de ce discours justificatif du terrorisme d'État serait souvent liée à certains modèles économiques et sociaux basés sur l'exploitation de la majorité par un groupe minoritaire. Des modèles économiques producteurs d'injustice dans la distribution des ressources génèreraient la contestation sociale. L'État énoncerait que son propre respect de la loi, la publicité de ses actes et son propre contrôle judiciaire le rendraient incapable de défendre les intérêts de la société. Voilà la raison par laquelle l'État soutiendrait qu'il est nécessaire d'avoir recours aux moyens « non conventionnels » et violents pour lutter contre «le terrorisme» (Duhalde, 1983). Ce type de discours cherche à acquérir une certaine légitimité.

1.3. Conséquences de la violence organisée

La violence organisée amène des conséquences sur le plan individuel et collectif. Elle conduit à une augmentation de la violence commune et de la violence à l'intérieur des familles. Parmi les conséquences identifiées on retrouve le stress post-traumatique, concept autour duquel une discussion s'est établie. Cette discussion démontre l'enchevêtrement entre des conséquences individuelles et des conséquences collectives. Finalement la violence organisée pousse les personnes à l'exil. Certaines de ces personnes se retrouvent au Canada en tant que réfugiés

1.3.1. Conséquences de la violence organisée sur le plan individuel

Rousseau, Corin et Renaud (1989) soutiennent que les réfugiés portent une souffrance psychologique causée par la violence organisée dans leur pays d'origine. Dans la recherche réalisée auprès des enfants réfugiés latino- américains, à Montréal en 1989, les chercheurs ont démontré, dans une perspective psychiatrique, que plus l'enfant est jeune au moment du trauma, plus les dommages subséquents sont importants. Les enfants ayant subi des traumatismes en bas âge présenteraient plus de signes d'introversión

(humeur dépressive et régression sociale), alors que les plus âgés au moment du trauma manifesteraient plutôt des troubles du comportement, de l'irritabilité et de l'agressivité, soit davantage des signes d'extroversion.

Les enfants ayant vécu dans des sociétés de post-guerre ne seraient pas affectés seulement par l'exposition à la violence organisée qui forme le cadre dans lequel se déroule leur histoire de vie, mais aussi par la famille de facteurs de stress liés comme la violence à l'intérieur du foyer ou l'abus des substances toxiques de la part des parents (Catani, 2008). Il y aurait une association entre l'expérience de vie à l'intérieur d'une société marquée par la violence organisée et l'augmentation des comportements violents infligés aux enfants à l'intérieur des familles. Le taux élevé de syndrome de stress post traumatique trouvé chez les enfants serait fortement lié au montant d'exposition des enfants à la violence organisée et à la violence familiale, ce qui mettrait en évidence les effets dévastateurs de l'accumulation d'expériences de stress sur la santé mentale des enfants (Catani, 2008).

Un groupe de chercheurs (Plante et al., 2005) s'est penché sur l'impact de la violence organisée sur l'intégration des femmes réfugiées. Les femmes qui ont participé à l'étude étaient d'origine africaine. Ces femmes portaient des séquelles physiques et psychologiques de la victimisation. Elles ont exprimé vivre un sentiment de culpabilité d'avoir survécu, accompagné d'une profonde solitude.

Le fait d'avoir subi une force écrasante dans son pays d'origine entraînerait chez les victimes des émotions de peur et un sentiment d'impuissance qu'elles rapatrient dans le pays où elles se réfugient (Kane, 1995).

1.3.2. Les effets de la violence organisée transmis de génération en génération

La souffrance causée par la violence organisée peut être transmise de génération en génération (Weingarten, 2004). Cette violence peut avoir des impacts sur ceux qui ne l'ont pas vécu directement, mais qui ont été témoins de la souffrance des membres de leur famille. La transmission de l'impact de ces souffrances peut avoir comme effet de

produire certaines vulnérabilités chez le témoin ou au contraire de faciliter le développement de certaines capacités d'adaptation ou résilience (Novac et Hubert-Shneider, 1998).

Le silence est un mécanisme efficace de transmission de l'effet de la violence organisée à l'intérieur d'une famille (Danieli, 1998). Les parents qui ont été victimisés ont souvent de la difficulté à parler à leurs enfants de ce qu'ils ont vécu. Les enfants qui ont grandi à l'intérieur de ces familles ont tendance à se construire des fantaisies pour combler le vide du passé non divulgué (Weingarten, 2003).

Le silence est imposé par des règles implicites ou explicites. Ces règles opèrent au niveau individuel, familial ou communautaire. Ce silence a plusieurs facettes. Le silence coexiste avec la honte. Si le premier incube la peur, la deuxième incube la violence qui cherche des représailles (Gilligan, 1997). Cette honte qui occupe un rôle central dans la transmission des effets de la violence, est consécutive de l'humiliation construite à l'intérieur d'une structure de relations sociales et institutionnelles. Ainsi l'humiliation et le trauma, effets de la violence, peuvent être liés à l'identité individuelle et communautaire (Weingarten, 2004). Quand un groupe entier est humilié et se voit obligé à en souffrir, le désir de vengeance commence à se construire. Les enfants qui ont été témoins de l'humiliation de leurs parents et grands-parents sont particulièrement vulnérables à la construction de fantaisies de vengeance. Si une génération échoue à établir la justice, cet échec détermine l'héritage de la génération suivante (Weingarten, 2004).

1.3.3. Un effet des violences : le traumatisme

Rousseau (2000) propose de se questionner sur le traumatisme. Le traumatisme qui serait une conséquence de la violence subie, serait soumis à l'interprétation d'une tierce partie, la partie qui écoute le récit de la victime. Selon l'auteure, le traumatisme pourrait être défini à l'intérieur d'un processus qui pourrait générer, potentiellement, des forces et des difficultés autant sur le plan affectif et personnel que sur le plan collectif. Rousseau (2000) nous amène à réfléchir au concept de traumatisme ainsi qu'à son lien direct avec un handicap psychologique comme conséquence. L'auteure propose de considérer le traumatisme produit par la violence organisée comme l'irruption du «non-sens», de

l'absurdité, de la désorganisation de l'univers symbolique et d'analyser l'empreinte du traumatisme à trois niveaux : personnel, familial et communautaire. Sur le plan individuel, les différents mécanismes de répétition réactualiseraient l'expérience traumatique comme une blessure impossible à guérir. À la répétition, s'opposerait l'évitement, l'oubli, la distance émotionnelle, le bris du lien social. Tous ces symptômes devraient être, selon l'auteure, interprétés comme des construits dans un contexte culturel spécifique. Ce qui rendrait un sens au passé pourrait donner des formes d'expression particulières à la souffrance et, éventuellement, ouvrir la porte à une voie de reconstruction.

1.3.4. Discussion du modèle d'interprétation médical du traumatisme

La souffrance psychologique des réfugiés est souvent interprétée, dans le pays d'accueil, à travers le modèle médical, sous le nom de syndrome de stress post-traumatique.

Ce regard aurait comme effet une normalisation de la pathologie sociale. L'individu deviendrait le porteur du poids de cette pathologie sociale. Ses réponses physiologiques et psychologiques à la terreur seraient interprétées comme la manifestation de cette pathologie (Rousseau, 2000). L'auteure se questionne sur l'interprétation que les professionnels du pays hôte se font des effets de ce type de violence. Cette interprétation aurait un impact dissociatif des aspects personnels et collectifs qui augmenterait la fragmentation des liens sociaux. Le diagnostic médical du syndrome de stress post-traumatique efface la distinction entre victimes et agresseurs et limite le traumatisme à une signification de maladie, en le vidant de son sens historique et social.

Rousseau (2000) questionne le discours de la société d'accueil. La construction du sens centré sur l'individu accompagné du clivage victime-agresseur aurait un effet déterminant. Tous veulent aider les victimes. Mais comment déterminer qui est victime et qui est agresseur quand le sujet émerge d'un contexte de violence organisée ? Il faudrait se questionner sur les divers intérêts qui ont interagi au moment de l'éclatement du conflit et considérer qu'une fois la violence internalisée dans la société, les limites entre victime et agresseur deviennent floues. Marotte (1999) laisse entendre que les programmes d'aide aux victimes de la violence organisée ne peuvent échapper à une vision idéologique. Ces

programmes pourraient renforcer les clivages discursifs sur la scène internationale, mais aussi les clivages entre les acteurs du conflit.

1.3.5. Conséquences de la violence organisée sur le plan collectif

Le discours du pouvoir, transmis par les médias, a des effets sur la pensée critique des individus. Ce discours arriverait à s'installer comme discours des groupes sociaux : «Personne ne peut demander la protection des droits et des lois pour les violer» (...) «il n'y a pas de protection de la loi pour ceux qui sont hors de la loi» (Duhalde, 1987). C'est dans ce cadre que commencent les activités illégales et clandestines et l'utilisation de la terreur comme méthode de contrôle (Duhalde, 1987). La violence organisée se reflète dans le discours social, à travers des déclarations comme : « *il faut tuer les terroristes* », sans que la peine de mort fasse partie du système, ce qui renforce le terrorisme d'État (Duhalde ,1987).

Le discours qui cherche à accorder une certaine légitimité au terrorisme d'État, légitimerait ainsi les autres formes de violence, même celles que l'État veut combattre. En effet, le discours violent, le crime comme façon de résoudre les conflits politiques, la perte de la cohésion légale, de la valeur du code pénal et de la justice paraissent, dans ce contexte, socialement acceptables (Ulloa, 1983).

Ainsi quand le discours justifiant le recours à la mort, avec ses différentes composantes idéologiques, est assumé par l'État, il s'internalise dans le corps social. L'ajustement des conduites individuelles aux normes juridiques et à l'organisation sociale ne se fait plus et il devient très difficile de le recomposer (Duhalde, 1983). La violence politique en vient à détériorer le système judiciaire de l'État, à créer une situation d'impunité et à augmenter la probabilité que les personnes recourent à la violence interpersonnelle comme moyen de résolution de conflits (Rubio, 1999).

1.4. La violence organisée et la violence commune

La violence politique structurerait l'apprentissage de comportements agressifs et violents par les enfants et les jeunes qui vivent dans ce contexte (Chaux, 2003). Les études empiriques montrent une relation entre la violence structurelle (ou d'État) et la violence interpersonnelle (Rojas Viger, 2000). L'auteur explique que dans la vie quotidienne des familles, comme c'est le cas entre le politique et les habitants, se reproduit un jeu de pouvoir asymétrique, cette fois entre l'homme et la femme ainsi qu'entre les parents et leurs enfants. Ce que l'auteur nomme «l'intériorisation de la domination», s'installe dans l'espace psychique et fait apparaître la violence comme un comportement normal et les valeurs d'équité dans les relations humaines et de solidarité s'estompent graduellement.

Des sociologues et de psychologues ont réalisé des études qui démontrent le lien entre la violence présente dans le milieu et la violence développée par l'individu :

Freud (1920) a explicité un lien entre la frustration et l'agression. Selon cet auteur il y aurait frustration si l'énergie qui pousserait un organisme vers son but serait bloquée. L'organisme chercherait à réduire sa frustration en montrant un comportement agressif.

Si la source de la frustration n'est pas accessible ou trop dangereuse, il pourrait y avoir un déplacement du comportement agressif vers une cible de substitution. D'autres auteurs (Buss, 1961 ; Gentry, 1970) ont poursuivi la recherche sur le lien entre la frustration et l'agression. Ils ont confirmé la validité du modèle freudien.

Pour Bandura (1973), l'interprétation d'une situation jouerait un rôle fondamental dans la genèse d'un comportement agressif. Selon cet auteur, l'interprétation possible d'une situation est déterminée par l'histoire d'apprentissage du sujet agressif. L'interprétation cognitive d'une situation de frustration constituerait un modérateur du lien frustration-agression. Si une situation est perçue comme arbitraire, elle aurait plus de probabilités de causer une réaction agressive que si la même frustration est perçue comme légitime.

Selon Buss (1961), la fréquence et l'intensité du comportement agressif d'un sujet seraient déterminées par l'histoire d'apprentissage de ce comportement.

Des théoriciens de l'interactionnisme social (Tedeschi et Felson, 1994) considèrent que les agressions sont des modes d'influence sociale. Ces auteurs utilisent le terme *action coercitive* au lieu d'agression pour souligner le caractère interactionniste du comportement. Selon eux, ce type de comportement serait un moyen d'arriver à une fin, par exemple, au fait de contrôler la victime.

Finalement, selon certains sociologues qui appuient la théorie de la sous-culture de la violence (Wolfgang et Ferracuti, 1967), dans certains milieux, les conduites violentes sont tolérées, même exigées en certaines circonstances. Si un membre d'une telle sous-culture ne réagit pas d'une façon violente attendue par ses pairs il s'exposerait à l'exclusion. Au contraire, en faisant preuve de force et de courage, il gagnerait un statut social élevé. Selon cette théorie, la violence découlerait des valeurs et des normes soutenues dans certains milieux sociaux.

Des recherches portant sur la participation de jeunes colombiens à la violence politique et à la violence commune montrent que les contextes de socialisation primaire et secondaire se caractérisent par des relations autoritaires qui modèlent l'apprentissage de comportements violents. Les situations de violence familiale, d'abandon ou de permissivité exagérée de même que l'obéissance aveugle à l'autorité qui résulte des punitions sévères sans explications, contribueraient à la légitimation des comportements violents. Quant à la socialisation secondaire, même les écoles en viennent à s'organiser en espaces de reproduction des inégalités sociales, du racisme, de l'exclusion, de la violence, de l'imposition des modèles autoritaires ainsi que du manque de reconnaissance de l'altérité. Finalement, les positions de pouvoir des groupes armés dans les communautés et le débordement des crimes violents amèneraient les individus à banaliser la violence, à devenir insensible aux souffrances des victimes et même à voir dans la violence une opportunité d'améliorer son statut social, d'acquérir plus de pouvoir et d'argent (Riaño, 2005).

Cusson et Proulx (1999) précisent que le niveau de violence criminelle dans les pays occidentaux est plus bas actuellement qu'il y a quelques siècles. L'explication de ce déclin serait d'une part l'effet de la monopolisation de la violence légitime par l'État et d'autre part, l'acquisition d'une meilleure maîtrise de soi par l'individu. Les individus se sentiraient mieux protégés par la force publique aujourd'hui que, par exemple, durant le Moyen-Âge. Alors que dans un passé lointain il était bien vu d'avoir une certaine attitude agressive et courageuse pour se défendre, défendre les siens et défendre ses biens, il serait devenu préférable actuellement de faire preuve de politesse et de civilité. Les auteurs soulignent que ces qualités sont praticables seulement dans un espace social pacifié. Si l'individu se sent protégé des attaques par la force publique, il peut se permettre de contrôler sa propre violence. Dans ce contexte, il est opportun pour les parents d'éduquer leurs enfants à la communication non-violente. La société civile renonce graduellement au droit de se défendre par la violence pour laisser la place à la protection de l'autorité publique (Cusson et Proulx, 1999).

En sachant que l'État colombien n'arrive pas à assurer la sécurité des citoyens depuis trois générations, nous comprenons que la violence interpersonnelle ne décline pas en Colombie de la même façon qu'ailleurs.

D'après les données que le gouvernement colombien publie sur l'Internet, la plupart des crimes commis dans ce pays n'ont pas une relation directe avec la guerre interne et 80% des homicides ne se commettraient pas dans le cadre du conflit armé. Ils résulteraient plutôt de la délinquance commune et de la violence interpersonnelle. Toujours selon les sources gouvernementales, depuis 2002, une réduction annuelle importante des homicides s'est opérée, passant de 28 830 en 2002 à 17 200 en 2006 (site web du gouvernement colombien consulté en février 2009).

Amnistie Internationale constate aussi que les paramilitaires ont tué moins de personnes en 2008 que durant les années précédentes mais qu'en même temps le nombre de

meurtres de civils a augmenté. Selon Mosquera Rosero Labbé (2005), la généralisation de l'assassinat, pour règlement de comptes, délinquance commune, nettoyage social et «violence intrafamiliale, devient un mode de solution des conflits et fait plus de victimes que la violence entre les groupes armés.

Les forces de sécurité gouvernementales et les paramilitaires, en continuant à contrôler la population par la terreur, auraient pour effet de créer une interprétation sociale du meurtre comme solution quasi normale à des conflits, ce qui se reflète par un taux d'homicides par délinquance commune toujours élevé, étant à peu près de 50 par 100 000 habitants. Comparativement, selon Statistiques Canada, le Canada a un taux d'homicides d'à peu près 1,70 par 100 000 habitants et a connu 610 homicides en 2009 ce qui constitue le taux d'homicides le plus bas en Amérique, alors que la Colombie continue à avoir le taux d'homicides le plus élevé de l'Amérique Latine.

Ce taux élevé de meurtres produits par la violence commune et par la violence organisée a conduit un grand nombre de Colombiens à vouloir quitter leur pays parce qu'ils craignaient pour leur sécurité.

1.5. L'exil

Les situations qui conduisent à l'exil se produisent dans des sociétés où se produit une rupture des modes de légitimation de l'ordre social, soit que l'État a cessé de détenir le monopole de la violence physique légitime et les interactions sociales prennent une forme extrême, soit que l'État exerce une violence arbitraire et que les citoyens ne se sentent pas protégés devant sa force. Dès lors, devant de telles situations la seule façon de survivre est le départ vers l'exil. Selon Bolzman (2001), l'exil est une forme de migration particulière qui pourrait être définie comme l'obligation de quitter son pays suite à une situation de violence politique afin de trouver refuge pour un temps indéfini dans un autre pays. L'exil est le mode d'émigration caractéristique des immigrants réfugiés.

Une grande partie de la population prend le chemin de la migration pour trouver «la paix». L'immigrant part à la recherche d'un idéal de bien-être (Rojas Viger, 2000).

La décision initiale de quitter son pays constituerait une rupture avec le passé et avec le milieu de socialisation première. Cette rupture serait plus marquante si elle n'est pas faite par un choix libre.

Pour certains immigrants, les motifs du départ du pays d'origine peuvent aller au-delà de la recherche de protection (Mareschal, 2004). Dans certains pays où la population jeune est majoritaire, des difficultés émergent quant aux possibilités de développement et d'épanouissement. Les jeunes trouvent difficile de se trouver un logement, un emploi et des conditions de travail correspondant à leurs attentes. Ils ressentent qu'il n'y a pas de place pour eux dans leur pays et ont l'impression qu'ils ont peu ou rien à perdre à quitter leur pays. Les gens plus âgés, par contre, ont beaucoup à perdre : profession, famille, emploi, statut social, etc. Ces derniers hésiteront donc davantage avant de s'engager dans le processus migratoire. Certains vont décider de partir, mais ils le feront avec un sentiment de culpabilité. Les parents qui décident de partir espèrent un avenir meilleur pour leurs enfants. Dans la majorité des cas, la décision de partir est prise à un moment où est vécu un sentiment de rupture avec la société d'origine. «La personne ne se reconnaît plus au sein de son univers social», elle vit un «détachement » (Mareschal, 2004). Selon l'auteure, la rupture se produit quand le sentiment de culpabilité est remplacé par un autre sentiment... l'impuissance.

Derrière chaque décision de partir se retrouve une évaluation subjective négative des conditions de vie dans son pays. Ce constat serait partiellement compensé par l'espoir d'améliorer ses conditions de vie dans le nouveau pays. Les projets migratoires occulteraient un souhait de retour éventuel si les conditions étaient plus favorables. Ce souhait pourrait s'affermir ou s'affaiblir, mais il ne disparaîtrait pas (Bibeau, 1992 ; Moro, 1993).

1.6. Être réfugié

Divers instruments internationaux ont élaboré une définition du statut de réfugié. Les premiers instruments sont apparus entre les deux guerres mondiales ; ils définissent les

réfugiés par catégories, selon leur origine ethnique ou nationale. Ceux qui ont été adoptés après la deuxième guerre mondiale contiennent des définitions générales. Nous choisissons de citer la définition comprise dans la résolution 428 (V) de l'Assemblée générale du Haut Commissariat pour les Réfugiés du 14 décembre de 1950, selon laquelle «un réfugié est essentiellement toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner». On trouve une définition du statut de réfugié (ou d'un statut juridique analogue, tel que celui d'"asilé") dans la constitution ou dans la législation ordinaire d'un certain nombre de pays. La définition du statut de réfugié du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) occupe une place particulière parmi les instruments internationaux relatifs aux réfugiés, dans la mesure où l'on y trouve une définition de portée universelle. Ce statut, selon cette définition, n'est limité ni dans le temps, ni par les catégories géographiques. Ce serait la seule définition, dûment reconnue par les Nations-Unies, applicable à des personnes se trouvant dans des États non parties de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 (Agence des Nations-Unies pour les réfugiés, 2009).

La Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, dite Convention de Genève, définit les modalités selon lesquelles un État doit accorder le statut de réfugié aux personnes qui en font la demande, ainsi que les droits et les devoirs de ces personnes.

Les réfugiés sont des personnes qui ont vécu un processus de migration, un changement de pays de résidence, et ce dans des situations marquées par la violence. Citoyenneté et Immigration Canada (2008) considère que : « *Les réfugiés et les personnes à protéger sont des personnes qui se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada et qui craignent de retourner dans leur pays d'origine*»

1.7. Le processus migratoire

La personne qui part en exil ne pense ni aux nouveaux défis d'une migration internationale, ni aux souvenirs de la violence directe ou indirecte. Plus tard cependant, ces réminiscences émergeraient et auraient un impact dans le processus d'intégration dans la société d'accueil. Impact qui se ferait plus visible quand les immigrants se retrouvent face à des obstacles comme l'apprentissage d'une nouvelle langue, la non reconnaissance de leur trajectoire passée et de leurs compétences. Cela peut causer des problèmes d'insertion au marché de l'emploi, avec des conséquences problématiques d'intégration dans le réseau social (Rojas Viger, 2000). Aux fins de notre travail, nous adoptons la définition du concept d'intégration suivante :

«Processus d'adaptation à long terme, multidimensionnel et distinct de l'assimilation. Ce processus dans lequel la maîtrise de la langue d'accueil joue un rôle moteur essentiel, n'est achevé que lorsque l'immigrant ou ses descendants participent pleinement à l'ensemble de la vie collective de la société d'accueil et ont développé un sentiment d'appartenance à son égard» (Lafortune et Gaudet, 2000).

Les premiers mois suivant l'arrivée dans le pays d'accueil se caractérisent par une période de surcompensation. Il y aurait apparence d'unité et harmonie. Mais après quelques mois, les difficultés commencent à apparaître. Une phase de deuil et de crise s'installe, se manifestant par des difficultés individuelles d'adaptation et par des conflits. Certains symptômes dépressifs émergent. Ceux qui ont vécu des expériences de guerre ou de persécution peuvent développer un ou plusieurs symptômes physiques ou psychologiques. Les nouveaux arrivés se mettent à réagir à la prise de conscience des pertes encourues. Les incertitudes émergent avec les premiers échecs subis. Ces déceptions amènent à une certaine idéalisation du passé. Ce deuil et ces idéalisations peuvent amener une crise situationnelle alors que la personne se voit confrontée à un problème duquel elle ne peut pas échapper. Les ressources habituelles ne suffisent pas. Cette situation souvent passagère pourrait cependant amener certains intervenants à poser un jugement stigmatisant qui leur ferait voir la personne nouvellement arrivée comme incompétente à s'adapter (Altamirano 1997).

Au fil des ans, le récit des événements qui ont précédé le départ du pays d'origine participe à forger un mythe constitutif de l'identité individuelle et familiale. Graduellement, ce récit se transforme pour répondre aux besoins de la continuité, de la cohérence et de l'estime de soi (Altamirano, 1997).

1.7.1. Le processus migratoire des familles réfugiées

Avant la migration certains événements produisent, dans la famille et dans l'environnement de celle-ci, une rupture de l'équilibre. Si l'événement représente une menace vitale, il pousse la famille à une migration forcée. C'est les cas des familles réfugiées ; si l'événement produit le besoin de chercher d'alternatives au mode de vie connu, la migration est volontaire, c'est le cas des immigrants qui ne sont pas des réfugiés. Dans les cas de répression politique, guerre ou catastrophe naturelle, la décision d'émigrer émerge comme un choix de vie ou de mort. Ces familles ont vécu, avant le départ, des expériences extrêmes qui provoqueraient soit des traumatismes directs des membres, soit des ruptures du tissu social qui mettent le système familial à risque d'éclatement. (Badury, 1992). L'exil représenterait, pour ces familles, une tentative de chercher une protection contre la violence, contre l'exclusion et contre l'arbitraire. Elles espèrent récupérer une certaine sécurité ou liberté (Bolzman, 2001). Malgré toutes ces difficultés, de nombreuses familles parviendraient à survivre en tant que famille grâce à la plasticité structurelle de leur système et à la solidarité d'autres groupes sociaux. Pour les familles qui ont émigré de façon forcée, l'expérience d'être accueilli dans un nouveau pays implique un soulagement par l'éloignement des menaces (Badury, 1992).

La migration obligerait les familles à se questionner et à réorganiser leurs systèmes symboliques pour maintenir leur cohésion et leur sentiment d'appartenance au groupe. La migration les pousserait à vivre l'interaction avec la société d'accueil avec ses particularités et différences de la société d'origine (Marturana et Varela, 1988). Vatz-Laaroussi (2001) explique que tout au long du processus migratoire, le « nous familial » se transformerait et le « soi » de l'immigrant se redéfinirait dans une recomposition familiale. Le rôle de la parenté élargie changerait, puisque à la distance réelle créée par l'arrivée à la

terre d'accueil s'ajouterait progressivement une distance symbolique. Dès lors, la famille nucléaire deviendrait «la seule appartenance légitime et actualisable».

1.7.2. Deux façons de voir le processus d'intégration

Vatz-Laaroussi (2001) et Altamirano (1997) décrivent de manière différente la façon dont les familles font face au défi du processus d'intégration.

Selon Vatz-Laaroussi, les familles développeraient différentes dynamiques qui assureraient leur cohésion ainsi que leur relation avec l'espace public. L'auteure décrit trois trajectoires déterminées par ces dynamiques et par les chemins suivis par les membres de la famille. Une trajectoire fusionnelle dans laquelle les membres des familles suivent des parcours similaires tout au long du processus migratoire ; une autre trajectoire, complexe, dans laquelle les membres articulent leurs activités de différentes manières tout au long du processus ; finalement, une trajectoire familiale parallèle où les membres n'ont pas nécessairement des parcours similaires mais maintiennent tout au long des voies parallèles, depuis leur début au pays d'origine jusqu'à leur arrivée et pendant le processus d'intégration. Selon l'auteure, l'analyse de ces dynamiques nous permettrait d'avoir accès à un portrait en mouvement de ces familles. Dans cette perspective, les familles ne porteraient pas, de façon statique, les traits de leur culture d'origine. Les rôles des membres ne seraient pas prédéterminés, ils seraient des «vecteurs de changement» et ils porteraient un potentiel d'intégration. Ce potentiel s'articulerait autour de l'histoire de la famille et de la façon dont elle serait transmise.

Altamirano (1997) estime que durant les premiers mois suivant l'arrivée, chaque membre de la famille investit ses énergies dans les tâches quotidiennes et dans la découverte des aspects pratiques du nouveau pays. Ils sont en pleine adaptation instrumentale. Après quelques mois, les difficultés commenceraient à apparaître. La phase de deuil et de crise se manifestant par des difficultés et par des conflits intrafamiliaux.

Après un certain temps les familles atteindraient une période d'adaptation pratique. Un mélange d'anciens et des nouveaux modes de fonctionnement définirait une autre étape, celle de l'établissement. Dans cette étape, le deuil du pays d'origine ne s'exprimerait que

par de «vagues intentions de retour contrées par des nouveaux attachements». Dans ce modèle nous assisterions à des conflits dus à des différences de rythme dans l'interaction interculturelle entre les adultes et les jeunes d'une même famille (Altamirano, 1997).

Vatz-Laaroussi décrit des dynamiques de relation interne développées par les familles pendant le processus d'intégration et trois trajectoires possibles déterminées par ces dynamiques. Ces dynamiques assurent la cohésion de la famille ainsi que leur relation avec le milieu pendant ce processus. Elle tient compte des rôles des membres des familles en tant que vecteurs de changement. Tandis qu'Altamirano décrit le processus en le divisant par étapes à travers le temps. Il généralise cette division temporelle à l'ensemble des familles en processus d'intégration.

Pour ces deux auteurs, l'intégration des familles serait une responsabilité partagée entre elles et la société d'accueil

1.8. La dynamique des familles

Maturana et Varela (1988) définissent la famille dans une perspective systémique selon différentes dimensions. Selon la dimension biologique, la famille serait un organisme vivant qui cherche à se créer et se reproduire. Si les relations à l'intérieur de la famille changent et empêchent ces fonctions, la famille pourrait se retrouver en crise. Une part importante de l'énergie de la famille serait destinée à se maintenir en tant que telle. Dans sa dimension sociale, la famille serait un système formé par ses membres où ceux-ci interagissent et établissent une «coordination conductuelle»

En observant une famille il serait possible de repérer des comportements qui définissent les rôles des membres (protection, croissance, apprentissage, appartenance au couple, procuration et distribution de nourriture, etc.). En plus, selon ces auteurs, chaque famille a sa propre culture, chaque famille aurait «un ensemble de configurations conductuelles qui resteraient stables à travers les générations» et chaque famille appartient à une culture plus large parce que la culture est un ensemble de discours qui découle de «l'émergence du langage dans un processus évolutif».

Les familles réfugiées transporterait ainsi leurs configurations conductuelles avec elles dans leur changement de pays ainsi que leur appartenance à la culture d'origine. Elles

seraient en contact, dans la terre d'accueil, avec des familles dont les configurations conductuelles sont différentes, mais en plus, dont la culture, dans un sens large est différente aussi. Ce qui poserait un défi particulier.

1.9. Langage et culture de la famille

Les auteurs cités affirment que la singularité humaine est sa capacité de produire des descriptions sémantiques des phénomènes sociaux. Ce qui déterminerait les interactions humaines serait la signification que chacun donne à ses propres comportements et à ceux des autres. Le langage permettrait la symbolisation des expériences et la transmission des idées et croyances qui construisent les modèles culturels des groupes. Ces discours produiraient un sentiment d'appartenance au groupe et donneraient un sens à l'existence. À l'intérieur de chaque famille, il y aurait un partage d'idées qui produirait une identité familiale, un sentiment de sécurité qui permettrait de faire face aux changements du milieu externe.

La personne qui arrive dans un pays d'accueil amènerait avec elle une culture qui modèlerait par exemple ses représentations des rôles familiaux et des normes qui régulent leur socialisation. Cette culture marquerait son rapport au temps et à l'espace, ses croyances et ses valeurs (Cohen-Emerique, 2000). La culture serait un corps complexe de normes, symboles, mythes et images qui pénétrerait l'individu et façonnerait son interprétation du «réel et de l'imaginaire». Cet univers de symboles serait transmis à l'individu par les personnes significatives de son entourage. L'appartenance à une culture, incarnée par les personnes significatives, serait cruciale pour le bien-être de l'individu. Cette culture lui offrirait des balises pour s'orienter dans ses choix de vie et serait à la base de la construction de son estime de soi (Cohen –Emerique, 2000).

Badury (1992) soutient que la culture deviendrait un «enjeu politique» facilitateur de la rencontre inter-familles et intergroupes. Dans le meilleur des cas, cette rencontre élargirait les ressources et les capacités adaptatives des groupes et pourrait améliorer leurs conditions de vie... Mais dans le cas contraire, les groupes pourraient se détruire entre eux ou s'autodétruire au nom de leur culture. L'auteur relate le cas de certaines familles qui, dans leur pays d'origine, avaient une structure stable avec une définition stable des rôles de leurs membres. Ces familles y avaient une façon d'établir des relations avec les

autres systèmes sociaux, ce qui leur permettait le partage de ressources pour assurer leur propre fonctionnement celui de l'ensemble. Ces échanges assuraient l'intégration de la famille dans le tissu social plus large. La famille, ainsi que ses membres, obtiendrait la confirmation de son identité familiale et individuelle dans les représentations du discours social. Chaque famille développerait des mécanismes adaptatifs qui lui permettraient de faire face aux changements internes et externes. Les familles existent dans une dynamique d'équilibre instable en relation à un contexte déterminé.

Selon Marturana et Varela (1984), les perceptions de la réalité «objective» prennent sens au sein d'un consensus social. La «réalité» d'une personne serait sa façon de comprendre les phénomènes qui l'interpellent et il y aurait autant de réalités que de personnes. Certaines définitions obtiendraient une valeur de vérité à travers le consensus des personnes significatives opéré par le langage.

Se redéfinir et retrouver une identité à l'intérieur du nouvel univers symbolique devient un enjeu majeur pour le réfugié et sa famille. Moreau (1999) soutient qu'en arrivant au pays hôte, les réfugiés peuvent se retrouver coincés entre deux discours : celui de l'idéal de l'asile et celui de l'opinion publique méfiante qui s'attend à ce qu'ils démontrent qu'ils ne sont pas des fraudeurs. Ils sont confrontés au possible déni de ce qu'ils ont vécu.

1.10. Identité et reconnaissance

1.10.1. Absence de reconnaissance et déstabilisation de l'identité : effets sur le processus d'intégration

La perception que les personnes du nouveau pays se font des personnes qui arrivent a un effet sur le processus d'intégration de ces dernières à différents niveaux. La législation de la terre d'accueil a aussi une incidence sur ce processus. Bien que les nouveaux arrivants soient supposés avoir le droit de travailler, certains obstacles structurels les empêchent de l'exercer. La non reconnaissance de leurs diplômes et l'exigence d'une expérience de travail canadienne limitent leur insertion dans l'espace collectif et public. Il faut noter l'écart entre la reconnaissance d'un droit formel et la reconnaissance dans les faits (Mareschal, 2004). Cette reconnaissance problématique exerce des effets négatifs sur

l'intégration des personnes réfugiées dans les réseaux sociaux du pays hôte ainsi que sur leur inclusion au marché du travail. Selon les particularités de la rupture au départ du pays d'origine et les caractéristiques des différentes communautés culturelles, cet écart pourrait produire une augmentation de l'isolement individuel ou la formation de communautés fermées sur elles-mêmes (Bolzman, 2001).

Des femmes africaines, victimes de violence organisée, interviewées par un groupe de chercheuses (Plante, Bassole, Hamboyan, Kérisit et Young ; 2005) ont avoué vivre une perte identitaire ajoutée à la perte de leur pays natal et, dans certains cas, à la perte des membres de leur famille. Aux dires des chercheuses qui les ont écoutées, ces femmes se retrouvent à devoir négocier avec le gouvernement une «aide», alors qu'elles auraient «besoin de reprendre le cours de leur vie». Être perçue seulement comme quelqu'un qui a besoin d'aide laisse la personne collée à l'identité de démunie, être perçue comme quelqu'un qui veut reprendre le cours de sa vie ouvrirait les portes au développement de son potentiel. La plupart de ces femmes étaient impliquées dans leurs communautés d'origine et étaient actives sur le plan socioprofessionnel.

Ces femmes manifestent certains symptômes (cauchemars, colère, crises d'angoisse, réminiscences involontaires, troubles du sommeil, migraines, difficultés de concentration, hypertension artérielle, troubles de la mémoire). Ces symptômes peuvent être interprétés, comme il a été mentionné plus haut, comme des manifestations du syndrome de stress post-traumatique ou encore comme des manifestations d'anxiété liées à leurs souvenirs et aux difficultés créées par les conditions de vie dans la société d'accueil, mais ces symptômes nous parleraient, aussi, de la déstabilisation de leur identité reliée à la «non-reconnaissance» soulignée par Rousseau (2000).

1.10.2. La reconstruction de l'identité. L'histoire et le projet familial.

Les familles immigrantes ont un projet. Vatz-Laaroussi (2001) signale que la société d'accueil leur fait porter l'étiquette d'«immigrantes» à leur arrivée, mais leur projet les identifierait mieux puisque celui-ci porte leur motivation, les motifs de leur départ du pays d'origine, les éléments soutenant durant leur parcours et ce qui dessine un horizon, un objectif, à savoir leur intégration. La motivation est souvent reliée à la recherche d'une

meilleure qualité de vie, surtout pour les enfants. L'intégration est le principal moteur de leur effort mais elle est aussi l'expérience la plus incertaine puisqu'elle est attachée et dépend de la «reconnaissance» de l'autre.

La reconnaissance de l'autre qui construit et soutient l'identité serait reliée à l'interprétation que la famille se fait de la «réalité» et l'interprétation que la société d'accueil se fait de la «réalité». Ces interprétations et la définition des rôles des membres de la famille seraient déterminées par l'interaction des deux discours, des deux cultures.

Les familles ne porteraient pas, de façon statique, les traits de leur culture d'origine. Les rôles des membres ne seraient pas prédéterminés, ils seraient des «vecteurs de changement» et ils porteraient un potentiel d'intégration. Ce potentiel s'articulerait autour de l'histoire de la famille et de la façon dont elle serait transmise. Le processus de transmission de l'histoire aux enfants donnerait lieu à un «repérage» spatial et socio-temporel qui permettrait une «construction et reconstruction de l'identité» des membres de la famille. Pour l'auteure «l'altérité est une histoire» et le «parcours migratoire» est fondateur d'insertion». Dans le récit de leurs vécus, les familles immigrantes conjuguaient l'histoire collective, les rapports internationaux, ainsi que les modifications vécues sur le plan personnel et familial. L'histoire de la migration deviendrait histoire familiale. La première étant collective, sociopolitique et structurelle, contiendrait un discours large et l'interprétation des faits déclencheurs du départ ainsi que le récit du parcours et les résultats sociaux de l'immigration. La deuxième serait subjective et socio-affective. Dans le premier cas, le discours serait déterminé socialement et dans le deuxième, il serait co-construit de génération en génération. Ce discours co-construit nous donnerait accès à la «réinterprétation» des changements vécus. Saisir le processus de co-construction et de réinterprétation de cette mémoire familiale nous permettrait de mieux comprendre la production des identités individuelles et leur intégration dans le discours collectif. La transmission quotidienne de la mémoire familiale serait un processus central de la construction. Les enfants interpelleraient les adultes, ceux-ci auraient la responsabilité de raconter l'histoire et de l'argumenter puisque la décision de départ leur appartiendrait. La transmission de l'histoire serait une

responsabilité des parents envers les enfants. La construction de l'identité des enfants serait fondée autant sur la mémoire d'immigration que sur leur expérience de vie dans la société d'accueil. Vatz-Laaroussi (2001) observe que pour donner sens aux changements vécus dans le processus migratoire ainsi qu'aux différences perçues entre les cultures, les modes de vie et les statuts sociaux, les familles se donnent des axes de référence. Ces références leur permettraient de reconstruire l'altérité et de «qualifier les différences», de donner sens au vécu. Pour certaines familles, les trajectoires migratoires s'articuleraient autour des axes de référence temporelle. Elles organiseraient leur discours et leur compréhension de leur «réalité» en fonction de l'opposition entre «l'avant» et le «maintenant». Pour d'autres familles, la référence serait plutôt celle de l'axe spatial où le discours s'organiserait autour de l'«ici» et du «là-bas». Un troisième axe référentiel organiserait leurs expériences selon la différence de valeurs entre les «nôtres» et les «leurs». Dans le cas particulier des familles qui ont vécu une histoire de violence, les trois axes référentiels sont influencés par l'histoire collective de violence. L'auteure souligne la présence d'un processus familial de changement qui «articule finement l'histoire collective d'un pays (...) à l'histoire singulière d'une famille». Les «avant», «après», «ici» et «là-bas» et les valeurs seront posés en relation à la guerre. «Ces références multiples» faciliteront la construction et reconstruction des appartenances et des liens entre la société d'origine et la société d'accueil. La trajectoire familiale serait, ainsi, articulée au sein du destin collectif.

1.10.3. Mémoire familiale

La mémoire familiale jouerait plusieurs fonctions symboliques dont la première serait de légitimer le départ. La décision d'émigrer les couperait de leur histoire passée. Le projet migratoire les marginaliserait de leur société d'origine. L'immigrant, «celui qui a quitté», a pris une décision «hors norme» et la mémoire familiale se doit de la justifier et de lui donner sens. Selon Vatz-Laaroussi (2001), le sens de continuité que la famille donnerait à son histoire dans le parcours de migration serait porté par une mémoire qui se construirait dans le changement et vers l'inconnu. Pour les parents, la mémoire familiale générerait une «catalyse de renaissance», elle assurerait la fonction d'historicité nécessaire à la reconstruction de l'identité. Pour les jeunes et pour les générations suivantes, elle

permettrait d'établir le rapport au passé et «les bases de la construction de l'estime de soi comme être social ayant des racines» implantées dans la nouvelle terre. La mémoire familiale représenterait, pour les parents, une forme de «cordon ombilical élastique» qui offre aux enfants une possibilité d'ancrage dans leurs origines et dans l'histoire. Elle leur permettrait, en même temps, de vivre des transformations, de construire une vie au présent ainsi que de se projeter dans l'avenir. La mémoire familiale permettrait la construction de «racines identitaires» et le développement de celles-ci (Vatz-Laaroussi, 2007). La mémoire familiale de migration représenterait un «métissage» des histoires collectives et individuelles. Chaque récit aurait des ancrages dans des dates et des événements qui marquent l'histoire nationale et internationale (Vatz-Laaroussi, 2001).

La socialisation des membres de la famille, spécialement celle des enfants, serait facilitée par ce processus. Même si les conditions de vie dans le pays d'origine sont condamnées par la majorité des familles immigrantes, ces familles identifient des éléments positifs appris pendant les périodes difficiles, comme des «stratégies de solidarité» dans les situations extrêmes. Ces situations ont mis à l'épreuve leur identité, c'est pourquoi les parents désirent transmettre leur expérience aux enfants, leurs origines et les raisons de l'exil. L'exil est signifié comme fondamentalement altruiste. Il est expliqué comme une décision des parents ayant pour objectif premier le bien-être des enfants (Vatz Laaroussi, 2001).

1.10.4. Les réfugiés et la terre d'accueil: rencontre de deux discours et malentendu

Vatz-Laaroussi (2003) explique que la promotion sociale des enfants et leur bien-être sont une motivation fondamentale pour les parents et que l'école est un milieu identifié pour eux comme l'espace privilégié pour développer cette promotion.

L'intégration des familles immigrantes est souvent analysée à partir de ce que les représentants de la société d'accueil observent dans le rapport de ces familles avec les institutions scolaires et les services de santé.

Les malentendus entre les intervenants de ces institutions et les familles se produisent souvent à partir de la représentation différente que les institutions scolaires et que le milieu familial se font des enfants. La «non connaissance» du parcours migratoire de la famille, des changements qu'il impliquerait ainsi que de leur histoire, seraient des sources de malentendus de la part des représentants de la société d'accueil et de leurs interlocuteurs. Une lecture dissociée des conséquences individuelles et collectives de la violence pourrait avoir un impact négatif sur les possibilités de reconstruction des liens sociaux pour le réfugié liée à l'attribution de l'étiquette de «malade» à la personne victimisée et exilée (Rousseau, 2000).

Vatz-Laaroussi (2003) souligne qu'une interprétation «culturaliste» du discours renvoie toujours à l'interprétation des problèmes qu'une personne immigrante vivrait au fait de sa condition d'immigrante, sans tenir compte de la dimension historique et du projet d'intégration. Bien que la culture d'origine puisse influencer entre autres choses les stratégies d'éducation des enfants, souvent un terrain d'incompréhension dans la société d'accueil, elle agirait toujours en interaction avec la dynamique familiale, les trajectoires parcourues et les projets d'intégration au groupe.

1.10.5. La perspective de l'ethnopsychiatrie : une analyse du discours

Certains auteurs (Pocreau et Martins Borges, 2006) présentent la perspective ethnopsychiatrique comme cadre théorique pour travailler la reconstruction du sens et de l'identité des réfugiés à partir du récit de leur histoire, ce qui permettrait au réfugié de «s'affilier à ses origines» et de se retrouver dans «une certaine continuité existentielle». S'attarder à l'identité de la personne, selon les auteurs, n'impliquerait pas de se renfermer dans la culture d'origine du réfugié, même si elle est «fondatrice de la personne par la langue maternelle». La langue maternelle serait celle dans laquelle les pensées et les premiers attachements se construisent. Interpréter le discours du réfugié, selon sa seule culture d'origine serait adopter une perspective temporelle centrée sur le passé. L'identité de chaque personne serait énoncée à l'intérieur d'un discours et en relation à l'autre. L'identité n'est pas objective, elle n'est pas substantielle, elle se construit en relation à l'autre (Pocreau et Martins Borges, 2006). Selon ces auteurs, le mouvement

identificatoire est mis à l'épreuve dans le processus migratoire. L'Autre, les autres, rien n'est plus ce qu'il était. Il n'y a plus de reconnaissance dans le regard de l'Autre. Tout est à refaire. Le réfugié doit se réinventer. «Le narcissisme» blessé par les pertes «se complique de l'humiliation sociale». Le réfugié est désormais minoritaire et protégé. Il se vit comme inférieur dans la communauté d'accueil. Penser l'identité de la personne réfugiée serait penser sa continuité, sa singularité, la cohérence de ses représentations de soi à l'intérieur de son univers symbolique. Faire du sens, en plus, serait une expérience de cohérence avec soi-même et avec le monde extérieur.

Le réfugié serait confronté au défi d'une activité restitutive du sens de son vécu. Comme Rousseau (2000) le souligne, le vécu de violence introduirait le non-sens, l'incohérence. La reconstruction du sens serait progressive et en relation à l'Autre. En même temps, une co-construction du sens par le vécu de situations présentes serait possible (Pocreau et Martins Borges ; 2006). Ces auteurs abordent aussi le concept de réparation. La réparation a besoin de la «reconnaissance» de l'Autre et de la «reconnaissance» du groupe social par rapport aux blessures et à la souffrance. Par cette voie, la réparation apaiserait la revendication comme expression de cette souffrance et ouvrirait la porte au pardon.

1.11. Culture publique, culture privée et le langage du multiculturalisme et de l'interculturalisme. Le contexte de la terre d'accueil

Citoyenneté et Immigration Canada (2008) publie la définition de la relation formelle du Canada par rapport aux réfugiés comme suit :

«Bien décidé à maintenir sa tradition humanitaire et à respecter ses obligations internationales, le Canada accorde sa protection à des milliers de personnes chaque année. Le Canada offre une protection aux personnes se trouvant au Canada qui craignent la persécution ou dont le renvoi du Canada les exposerait au risque d'être soumis à la torture, à des menaces à leur vie ou au risque de faire l'objet de peines ou traitements cruels et inusités.»

Dans ce texte nous observons une interprétation de la relation entre les réfugiés et la société d'accueil comme une relation protecteur-protégé ce qui aurait un impact sur l'interaction entre les nouveaux arrivants et les membres de la société d'accueil.

Le statut de réfugié octroie à ces personnes la résidence permanente au Canada depuis le pays d'origine. Ce qui leur permet d'accéder à des services d'aide dès leur entrée, services auxquels ils n'auraient pas accès autrement. Lorsque les réfugiés arrivent au Canada, ils sont identifiés par les organismes chargés des les recevoir. Ceci impliquerait de se construire une nouvelle identité de «réfugié» qui corresponde à une nouvelle réalité objective et à la perte de statut social conséquente de l'exil (Riano Alcala, Colorado, Diaz et Osorio, 2008). C'est le cas des réfugiés qui arrivent au Québec aussi.

Lanphier (1981) se questionne sur la relation entre l'obtention du statut de réfugié et l'expérience même du migrant du point de vue de l'expérience subjective. Il soutient que les relations internationales entre le Canada et le pays d'origine, ainsi que les conditions d'emploi et les quotas annuels d'immigration, ont un effet déterminant sur l'obtention du statut. Ce qui fait en sorte que les raisons et les conditions du départ seraient très diverses.

L'État récepteur d'immigrants, selon Bolzman (2001), détermine les règles du jeu dans le nouveau contexte. Il aurait une grande influence sur le processus d'intégration des personnes réfugiées.

Le Canada est devenu un pays multiculturel depuis le début du vingtième siècle mais au début, le multiculturalisme était surtout européen. Au cours des 30 dernières années, l'étendue du pluralisme ethnique s'est accentuée, puisque le Canada a reçu des immigrants plus visibles, non européens, dont entre autres, les Latino-américains en général et les Colombiens. Ceci a posé les problèmes du racisme et de l'intégration aux valeurs communes. Dans une telle société, apparaissent des critiques des différents groupes à des transformations de la culture publique commune ainsi que des revendications de justice des groupes minoritaires, parce qu'une association trop étroite de la culture commune à la culture majoritaire peut nuire à l'épanouissement des membres des groupes minoritaires (Houle, 1999).

Le discours public aurait une influence sur la vie privée. La culture publique commune ne se réduirait pas aux droits libéraux. Certaines valeurs partagées auraient une influence sur l'estime de soi des individus (Honneth, 1995a). Les qualités d'un individu ou celles de son groupe d'appartenance seraient évaluées positivement ou négativement selon les valeurs partagées à la sphère publique. L'estime de soi des individus serait liée à cette évaluation (Honneth, 1995b).

Avec la modernité, l'identité sociale et l'identité individuelle ont été séparées. Les différences entre l'échelle de valeurs du groupe majoritaire et du groupe minoritaire influenceraient les chemins pour la réalisation de soi (Houle, 1999).

Comment la politique canadienne de multiculturalisme contribue-t-elle à une participation plus égalitaire et à une ouverture du point de vue des valeurs ? L'objectif des politiques canadiennes de multiculturalisme a été de favoriser l'intégration plus que l'assimilation. Les gouvernements ont considéré différentes manières d'y parvenir selon les époques. Dans les années 1970, la préservation du patrimoine culturel des groupes ethniques était prioritaire. Dans les années 1980, le but principal était la lutte contre le racisme et à partir des années 1990, les gouvernements ont cherché à réaffirmer des valeurs que tous les Canadiens devraient partager. La citoyenneté n'est plus une question de droits mais une question de devoirs et de responsabilités (Houle, 1999).

Au Québec., particulièrement, la politique d'immigration est l'interculturalisme. L'interculturalisme reconnaît la diversité comme caractéristique du peuple québécois, une société francophone qui affirme sa langue comme publique, commune et de citoyenneté. L'interculturalisme favorise le rapprochement et l'acceptation des différences dans le respect mutuel par le dialogue, la sensibilisation et le rappel de que le Québec est une société démocratique. Cette politique vise à éliminer la discrimination directe et systémique (Rocher et al. 2007).

De l'avis de Vatz-Lauroussi (2001), la politique québécoise en matière d'immigration est récente et elle a des particularités. Dans le contexte québécois, le concept d'immigration

«réussie» fluctuerait entre une «intégration socioculturelle», la «représentation ethnique» et «l'investissement économique rentable».

Le Québec aurait un discours qui basculerait du multiculturalisme à la convergence culturelle selon les particularités du contexte politique. Les stratégies d'intégration des familles s'inscriraient dans ce contexte ambigu.

1.11.1. Les familles immigrantes et leurs stratégies d'intégration dans le contexte québécois

Vatz-Laaroussi (2001) décrit quatre stratégies d'intégration développées par les familles immigrantes.

La stratégie de convergence serait l'une d'entre elles. Les programmes de jumelage entre familles immigrantes et familles québécoises d'origine s'inscriraient dans un discours de convergence. Dans ce même discours s'enlignent les activités interculturelles dans les municipalités, celles organisées par les organismes communautaires et toutes celles qui impliquent une conception de l'implication sociale selon l'interprétation québécoise. Selon l'auteure, les familles immigrantes qu'y participeraient n'auraient pas cette convergence culturelle comme seul objectif. Elles viseraient aussi la convergence par le développement des réseaux économiques et sociaux.

Les «stratégies familiales de compétition», en contexte québécois, valoriseraient plus la confrontation et le partenariat que l'implication. Elles feraient ressortir plus les compétences que les liens sociaux. Elles permettraient une intégration selon le modèle du néo-libéralisme économique nord-américain. Les familles qui participent à ce mode d'intégration sont plus présentes dans les réunions à «visée socio-économique».

Les stratégies familiales d'intégration collectivistes seraient présentes dans le système ethnique de représentation, particulièrement à Montréal. Dans ce cas, certains programmes de multiculturalisme risqueraient de renforcer l'isolement parce que favorisant un déséquilibre de représentation entre le collectif famille et le collectif ethnique au bénéfice de ce dernier.

Finalement l'auteure décrit la stratégie familiale d'intégration par la différence comme une stratégie «d'insertion - assimilation» qui contient des paradoxes. Si les immigrants sont recrutés en région pour leurs différences, ils seraient, par la suite, évalués et appréciés pour leurs ressemblances avec la population de la région. Alors, selon l'auteure, ce type de stratégie serait développé par une minorité parmi les minorités, par certaines familles aisées et par certaines couples mixtes. Elle serait une manière de se situer dans l'ambiguïté du discours québécois.

1.12. Les réfugiés, la réunification familiale, les transformations et les jumelages

Le processus d'intégration des personnes réfugiées est aussi influencé par le vécu de leurs familles. Moreau et al. (1999) ont mené une réflexion au sujet des politiques de réunification familiale. Ces chercheurs nous présentent l'impact de la séparation des familles sur la santé mentale des réfugiés. Les périodes d'attente pour la réunification familiale, dans la majorité des cas présentés par ces auteurs, ont duré quelques années. Ces années ont fragilisé les relations familiales. Quelques couples n'ont pas survécu à l'attente. Les retrouvailles entre parents et enfants ont été semées de conflits. Les périodes d'attente ne sont pas décrites comme des états de «crise perpétuelle» mais comme des périodes de «mise en parenthèse de sa propre vie» avec les conséquentes difficultés d'adaptation. En plus, les réfugiés séparés de leur famille doivent faire face simultanément au processus d'intégration, au deuil de la séparation et à la planification de la réunification.

Les données recueillies par ces chercheurs ont montré les différentes stratégies de survie mises en place par les réfugiés face à la lenteur du système officiel de traitement des demandes de réunification. Certaines personnes auraient fait venir leurs familles en utilisant d'autres canaux que les canaux officiels mais tout en demeurant dans la légalité.

En ce qui concerne le soutien émotionnel, les personnes réfugiées auraient recours à des réseaux communautaires et religieux pour s'aider à reconstruire un univers signifiant qui leur permettrait de faire un lien entre l'histoire vécue au pays d'origine et l'expérience au pays hôte. En même temps, ces réseaux fonctionneraient comme substituts temporaires de leurs réseaux familiaux.

Le jumelage avec des familles natives de la terre d'accueil, favoriserait la création de liens familiaux substituts. Vatz-Laaroussi (2001) aurait observé que des membres de familles immigrantes s'intégreraient aux familles natives de la terre d'accueil en recomposant des liens dans le parcours migratoire. Ce jumelage favoriserait encore plus la transformation des familles immigrantes. Des nouveaux liens «quasi familiaux» émergeraient de ces interactions. La motivation qui amènerait les familles natives à participer à des expériences de jumelage serait liée à la recherche d'amitié, au désir de combler le vide laissé par les enfants qui ont grandi et quitté le foyer ainsi que par un intérêt à donner de l'aide aux personnes «démunies». Les familles immigrantes qui participent à ces programmes le feraient de manière un peu plus inconsciente. Elles viennent de quitter leur pays d'origine et, dans le cas des réfugiés, ont vécu des expériences de guerre et de fuite. Elles arrivent dans certaines localités du Québec où elles ne connaissent personne et ne parlent pas la langue locale. On les informe qu'elles seront jumelées à une famille qui veut les aider. Les familles immigrantes n'ont pas demandé cette aide. Le jumelage ne survient pas suite à leur demande mais suite à une demande formulée par un «expert» d'un organisme de la société d'accueil. Dans ce cas, les besoins de la famille immigrante seraient définis selon l'interprétation que s'en fait cet «expert» et non pas selon le discours des familles immigrantes. Dès lors, le concept du jumelage serait perçu par les immigrants comme caractéristique de l'accueil québécois. L'expérience du jumelage serait aussi parfois «gênante» pour les familles immigrantes parce qu'elle les situe en position asymétrique et «porteuse de dépendance». La gratuité de l'aide et la dépendance marquent les règles du jeu. Recevoir n'est pas facile quand le récepteur n'est pas en mesure de rendre à son tour (Vatz-Laaroussi et Charboneau, 2001).

1.13. Le cas particulier des Colombiens

Dans le cas des familles réfugiées colombiennes, la mémoire familiale, au lieu de dévoiler l'histoire et d'y inscrire les acteurs, fonctionnerait plutôt comme un écran qui agit comme filtre d'une histoire sociale et politique taboue (Vatz-Laaroussi, 2007b).

L'histoire taboue serait portée par des populations qui subissent dans leurs pays d'origine des violences dont il leur serait impossible de témoigner. Ces populations migrantes entretiennent des liens de méfiance et d'anxiété à l'égard de leur propre communauté ethnique, c'est le cas par exemple des Colombiens (Vatz-Laaroussi, 2009).

L'histoire nationale de la Colombie serait menaçante pour les propres Colombiens. Elle révélerait des responsabilités, des trahisons et les atrocités commises entre personnes de même nationalité, les uns contre les autres. La violence et la trahison seraient instituées dans cette société. La confusion serait spécifique à la dynamique sociopolitique de ce pays et continuerait à exercer des effets sur la vie quotidienne en terre d'accueil. Dans leur histoire «chaotique», la légitimité n'est pas possible. Les Colombiens marqués par cette histoire seraient méfiants. Ils soupçonneraient les autres constamment. Les autres Colombiens seraient potentiellement des ennemis, même dans la terre d'accueil.

Les changements sont très rapides à l'intérieur de l'histoire colombienne. L'ennemi est alors difficile à reconnaître. Leur histoire taboue ne devrait pas circuler. Elle devrait être cachée parce que dangereuse. Les Colombiens auraient l'impression que leur histoire pourrait se retourner contre eux. Le réseau colombien transnational serait menaçant parce qu'il porterait l'histoire (Vatz-Laaroussi, 2007b).

La confusion serait particulière à ce pays, les violences y seraient instituées et toujours emmêlées. Les Colombiens transporterait dans leurs bagages symboliques la méfiance qui se refléterait dans leurs relations entre eux en terre d'accueil ainsi que dans leurs relations avec les Québécois et avec les personnes d'autres nationalités. Seule la composante familiale serait investie de manière très importante. Le réseau familial jouerait un rôle de soutien et permettrait l'invisibilité de certaines traces de l'histoire taboue (Vatz-Laaroussi, 2009).

Riano Alcala, Colorado, Diaz et Osorio (2008) ont réalisé une recherche auprès des Colombiens établis dans différentes villes du Canada. Selon ces auteures, la méfiance et la précaution face aux autres en général constitueraient un obstacle à leur intégration.

Cette méfiance ne serait pas seulement liée aux soupçons quant à l'affiliation politique des gens qu'ils rencontrent mais aussi à la hiérarchie de classes.

Certains Colombiens affirmeraient que la communauté d'accueil a une mauvaise image d'eux dont la propre collectivité colombienne aurait participé à construire. Des fragmentations internes de leur communauté auraient comme résultat la création de tensions entre eux. La construction identitaire de cette communauté serait liée non seulement à l'interaction avec la communauté québécoise mais aussi à l'interaction entre les Colombiens de différentes classes sociales, différents genres et différents âges. Certaines images qu'ils se font les uns des autres et qu'ils projettent aussi, feraient référence à certains aspects politiques et sociaux de leur terre d'origine et de leur histoire nationale (Riano Alcala, Colorado, Diaz et Osorio, 2008).

Les longues périodes de danger externe vécues avant le départ de la Colombie provoqueraient de l'anxiété et un état d'alerte chez les Colombiens. Cet état se prolongerait une fois arrivés en terre d'accueil sous la forme d'un sentiment de menace permanent (Riano Alcala, Colorado, Diaz et Osorio, 2008).

Les chercheuses ont constaté que la peur apparaît dans tous les récits des réfugiés de cette nationalité. Cette peur les accompagne tout au long de leur parcours migratoire.

La peur latente générée par les événements vécus en Colombie persisterait et se transformerait en peur ancrée. Elle se réactiverait face aux rumeurs qui circuleraient sur l'arrivée de personnes plus ou moins liées au conflit armé en Colombie. La persistance de cette peur et des souvenirs de la violence ferait obstacle à la reconstruction de l'univers dans le présent. Les chercheuses nous parlent d'un certain «état de congélation» rapporté dans le récit des réfugiés colombiens ce qui ne leur permettrait pas la réparation ni la réinterprétation de leurs souvenirs.

Les mêmes auteures signalent que «la méfiance, l'hétérogénéité de la population colombienne, la persistance de la violence politique en Colombie et le maintien d'une

culture politique de méfiance à l'égard des institutions expliqueraient» certaines difficultés d'intégration des Colombiens.

Les Colombiens ne pourraient espérer aucune possibilité de réparation pour les pertes subies sur le plan individuel ou collectif considérant le degré d'impunité qui règne en Colombie (Riano Alcala, Colorado, Diaz et Osorio, 2008).

Finalement, la mémoire familiale transmise aux enfants serait vidée de son sens tabou. Les Colombiens voudraient transmettre aux enfants des valeurs protectrices d'entraide familiale. Ces valeurs reliées à la culture, aux traditions et à la langue amoindriraient les «mauvaises choses de la Colombie». Ces valeurs constitueraient à la place de l'historicité, une forme de mémoire familiale protectrice et réparatrice. La mémoire familiale se transmettrait, mais elle serait confrontée à l'oubli d'une partie du vécu (Vatz-Laaroussi, 2007b).

Conclusion

La violence organisée est un moyen de contrôler les populations à travers l'usage de la force abusive et l'installation de la terreur (Kane, 1995 ; Morosawa, 1997 ; Lima, 1997). Les États dont le pouvoir légitime s'est affaibli à cause d'une histoire d'injustice, l'utilisent pour garder le pouvoir ou laissent la voie libre à la croissance de groupes criminels qui utilisent cette méthode de contrôle pour leur propre bénéfice (Duhalde 1983,1987 ; Ulloa, 1987 ; Rubio, 1999). Plusieurs auteurs ont étudié les méthodes et les effets de cette forme de violence. Les personnes qui ont vécu dans un contexte de ce type souffrent des conséquences psychologiques (Kane, 1995 ; Rousseau, 2000 ; Catani, 2008). Les familles groupes et communautés voient leurs formes d'interaction affectées et leurs liens brisés. La peur démobilise les communautés. La confiance à la loi et à la justice garantie par l'état disparaît, en laissant place à la violence commune comme forme de règlement des conflits (Rojas Viquer ; Chaux, 2003 ; Riaño, 2005). Les individus auraient tendance à reproduire la violence suite à une histoire de victimisation. La sensibilité à la violence diminuerait, la tolérance aux comportements violents

augmenterait. La violence à l'intérieur des groupes et des familles augmente parce que les personnes auraient tendance à développer un désir de vengeance (Weingarten, 2004). La violence serait apprise et acceptée dans ce contexte (Riaño, 2005). Ces personnes, groupes et communautés développent des stratégies de survie comme la loi du silence et la méfiance (Riano Alcala, Colorado, Diaz et Osorio, 2008 ; Vatz -Laaroussi, 2009).

Les pays dont la violence organisée s'est installée depuis des années, comme dans le cas de la Colombie, poussent des milliers de leurs citoyens à l'exil, une forme de migration forcée dont l'objectif principal est d'assurer sa propre sécurité ou de sauver la vie. Cette forme de migration contient au départ la survie comme seul projet. Les immigrants qui arrivent au Canada suite à une telle histoire sont ceux de la catégorie de réfugiés (Rojas Viger, 2000 ; Bolzman, 2001 ; Riano Alcala, Colorado, Diaz et Osorio, 2008).

Les réfugiés Colombiens ont constitué une des vagues migratoires les plus importantes au Canada depuis l'année 2000 (Riano Alcala, Colorado, Diaz et Osorio 2008). Ce qui est le cas, aussi, dans la région de la Haute-Yamaska où notre recherche a eu lieu.

Plusieurs auteurs cités dans notre texte ont étudié à partir de différentes perspectives et dans différents contextes, le processus d'intégration qui suit l'arrivée des réfugiés en terre d'accueil. Les chercheurs qui ont travaillé sur le processus d'intégration des immigrants ont souligné l'importance de l'interaction entre les citoyens de la terre d'accueil et les immigrants réfugiés dans un contexte politique déterminé en nommant la reconnaissance de la personne réfugiée, son histoire et sa souffrance comme des éléments fortement importants pour la reconstruction de leur identité dans le nouveau contexte. Le langage et la culture sont des éléments majeurs pour faciliter et compliquer cette interaction (Marturana et Varela, 1989 ; Badury, 1992 ; Altamirano, 1999 ; Rojas Viger, 2000 ; Rousseau 2000 ; Bolzman, 2001 ; Vatz Laaroussi 2000, 2001, 2003, 2007b ; Pocreau et Martins Borges 2006).

La place occupée par la violence dans le processus d'intégration de ces personnes dans la terre d'accueil n'a pas suscité beaucoup d'intérêt de la communauté scientifique. La

participation active dans les différents aspects de la vie collective et le développement du sentiment d'appartenance à cette la terre (Lafortune et Gaudet, 2000) nous intéresse pour mieux comprendre le processus d'intégration. Nous explorerons certaines questions qui n'ont pas été approfondies dans la littérature scientifique existante telles que le lien entre une histoire de vie marquée par la violence organisée et l'intégration actuelle dans un milieu démocratique et pacifié en tenant compte du différent degré de sensibilité et de tolérance à la violence.

L'exil et l'immigration mettent à l'épreuve l'identité des personnes. Cette identité doit être reconstruite dans un nouveau contexte et en relation à un Autre. Nous explorerons la place occupée par la violence à l'intérieur de ce processus de reconstruction.

Finalement nous explorerons l'influence de ces aspects sur la participation des réfugiés colombiens aux différents aspects de la vie collective du Québec.

Afin d'expliquer dans quel contexte s'est déroulée cette étude et dans quel esprit d'analyse les résultats ont été interprétés, la méthodologie est présentée au chapitre suivant.

CHAPITRE II

MÉTHODOLOGIE

2.1. L'objet d'étude

Notre projet de recherche cible les effets de la violence organisée sur le processus d'intégration des réfugiés colombiens installés au Québec. Plus spécifiquement, nous portons notre attention sur l'expérience des réfugiés d'origine colombienne en relation à la violence et leur vécu depuis leur arrivée au Québec.

Nos objectifs spécifiques sont de :

- 1) Décrire et comprendre l'expérience de vie en contexte de violence organisée en Colombie.
- 2) Décrire et comprendre leur expérience de vie depuis leur arrivée au Québec en lien avec la violence vécue en Colombie.

2.2. Le cadre théorique

Nous nous sommes inspirés des perspectives épistémologiques subjectiviste et constructiviste pour aborder notre recherche. Nous nous sommes intéressés à connaître le point de vue des acteurs. La subjectivité des acteurs est un élément majeur qui pèse sur leur interprétation de « la réalité ». Nous avons cherché à comprendre les significations des rapports interactifs des acteurs suivant la perspective d'un groupe en particulier, les réfugiés colombiens établis au Québec (Poupart, 1993).

La démarche suivie a été celle qui est préconisée par la « théorisation ancrée ». Cette approche, à la fois théorique et méthodologique, vise comme objectif l'élaboration d'une théorie qui s'appuie sur des éléments de la réalité empirique. Les instigateurs de la « théorisation ancrée » soulignent l'importance d'enraciner la théorie dans la réalité et de laisser les phénomènes parler d'eux-mêmes (Laperrière, 1997). Cette démarche a une perspective de découverte et non pas de vérification des hypothèses. C'est une démarche inductive.

La perspective épistémologique qui correspond à la démarche de la « théorisation ancrée » est le constructivisme. Selon cette perspective, le monde social n'est pas donné sinon qu'il est construit par les acteurs sociaux (Poupart, 1993). La théorisation ancrée insiste sur l'importance de la perspective des acteurs sociaux dans la définition de leur univers. Les catégories de notre analyse sont considérées comme des co-constructions produites par l'interaction entre les interviewés et le chercheur.

La chercheuse est latino-américaine, non colombienne et parle la même langue que les interviewés. Nous avons tenu compte de cette condition lors de l'analyse en sachant que la langue maternelle est porteuse de sens et de culture. L'univers symbolique de chaque personne se construit en base à sa langue maternelle et sa culture (Pocreau et Martins Borges, 2006). Le récit de l'histoire vécue ainsi que l'introspection ont atteint un niveau de profondeur plus élevé en étant élaborés dans la langue maternelle des interviewés. Ces éléments ont été accessibles à un interlocuteur qui partage la même langue maternelle.

2.3. Démarche méthodologique

La méthodologie qualitative est la plus appropriée par rapport à notre objet d'étude étant donné que nous voulons rendre compte de l'expérience, des représentations et du vécu des réfugiés. Cette démarche méthodologique nous permet de tenir compte du point de vue des acteurs (Deslauriers et Kérisit, 1997). Nous adhérons à ce que Michèle Vatz-Laaroussi (2007) a appelé «la méthodologie du sens» dans la recherche qualitative interculturelle. Nous avons cherché à mettre en action un processus qui nous permet d'aborder «la réalité construite et son sens au plus près des acteurs». Cette démarche vise «à mettre en dialogue les acteurs autour du sens qu'ils donnent à leur réalité» (Vatz-Laaroussi, 2007a).

Cette méthodologie nous permet aussi de décrire et d'analyser le rôle joué par le chercheur dans la production du discours. La méthodologie qualitative, dans une perspective constructiviste et interculturelle nous permet de penser le discours produit par les acteurs comme co-construit et interactif dans un contexte déterminé.

Dans le processus de notre recherche nous sommes restés ouverts à l'ajustement de certains objectifs en fonction des discours produits par les acteurs et de l'analyse faite par la chercheuse à fur et à mesure que la démarche a progressé. La méthodologie qualitative nous offre cette possibilité parce qu'elle est une démarche itérative et rétroactive (Deslauriers et Kérisit, 1997). Nous avons procédé par induction, à partir des données empiriques.

Nous avons choisi de faire une analyse en profondeur en sachant que la capacité de généralisation de nos résultats est déterminée par le niveau de saturation de nos données. Ces résultats ne sont pas généralisables à n'importe quel contexte mais seulement à celui où la recherche a eu lieu (Pires, 1997).

2.4. Outil de cueillette de données: le choix du récit de vie

Dans le récit de vie, la personne interviewée raconte sa propre histoire. Le récit de vie nous permet d'avoir accès à la représentation d'au moins un événement de la vie d'une personne à travers le discours. Le ou les événements sont rapportés à l'interlocuteur par la personne qui les a vécus. Ces événements sont doublement construits, d'abord dans l'interprétation que la personne leur donne, dans le processus de la narration ensuite. Le récit raconte des événements qui se sont déroulés dans le temps, il comporte une chronologie. Le récit est configurationnel ce qui veut dire que le tout s'organise en donnant sens à ses parties, il est auto-cohérent. Finalement, il se construit dans l'interaction entre les deux interlocuteurs et dans un contexte déterminé (Bertaux, 2005 ; Adam, 1991). Nous avons choisi de réaliser des entrevues qui favorisent la production de récits de vie pour avoir accès à la narration que les réfugiés colombiens font de leur expérience en Colombie et au Québec.

Nous avons cherché à saisir le point de vue des acteurs. Nous nous sommes intéressés à explorer certaines dimensions en particulier. C'est pourquoi nous avons choisi de réaliser des entretiens qualitatifs semi-directifs. « *L'entretien de type qualitatif s'imposerait parmi les outils d'information susceptibles d'éclairer les réalités sociales, mais, surtout comme instrument privilégié d'accès à l'expérience des acteurs* » (Poupart, 1997).

Nous avons favorisé la production des récits de vie à l'intérieur des entrevues pour stimuler l'exploration de la mémoire et avoir accès à l'expérience de vie.

Le récit de vie nous ouvre la porte à la construction subjective de l'expérience vécue. La possibilité de réaliser un récit de vie comme description narrative de l'expérience vécue apporte une dimension diachronique ; ce qui nous permettrait de comprendre les logiques d'action dans les développements des biographies et les conformations des relations sociales dans le tissu historique (Bertaux, 2005).

Michelat (1975) affirme que la liberté laissée au participant lors des entretiens facilite la « production d'information symptomatique ». Il mentionne qu'il existe un lien entre le niveau de profondeur qu'il est possible d'atteindre lors d'un entretien et la quantité de matériel que l'on obtient par cet entretien. Selon cet auteur, tout ce qui est *« d'ordre affectif est plus profond, plus significatif et plus déterminant des comportements que ce qui n'est qu'intellectualisé »*. L'intérêt d'explorer certaines grandes dimensions détermine le besoin de semi-directivité dans nos entretiens. Néanmoins nous sommes restés ouverts et avons laissé aux interviewés le plus de liberté possible pour s'exprimer. Cette liberté nous a facilité l'exploration et la découverte.

Puisque nous sommes intéressés à l'expérience de violence organisée des réfugiés colombiens et ses effets sur leur processus d'intégration à la société québécoise, nous avons choisi ce type d'entretien. Il nous ouvre la porte aux interprétations de la réalité que nos interviewés se font. Nous avons commencé avec une question ouverte. Ensuite nous avons demandé aux interviewés de nous faire un récit de leur vécu dans leur pays d'origine pour terminer sur un récit de leur processus migratoire. Nous avons inclus des questions concernant l'aspect émotionnel, les relations interpersonnelles, leur opinion sur la société d'origine et sur la société d'accueil. Nous avons fait des relances en fonction du discours de l'interviewé. Ces relances ont cherché à ce que l'interviewé développe le discours pour nous permettre d'explorer en profondeur ces dimensions. L'intérêt d'explorer ces dimensions et la nécessité de faire des relances sélectivement justifient la semi-directivité de nos entretiens.

2.5. Présentation de la consigne de prise de contact :

Nous avons appelé les réfugiés pour leur demander s'ils seraient intéressés à participer en tant que répondants d'un entretien à une recherche universitaire. Nous avons spécifié le caractère confidentiel de l'entretien. Nous avons expliqué que l'entretien exigerait environ une heure et demie de leur temps et qu'il serait enregistré. Considérant nos disponibilités, nous les avons laissé choisir le moment et l'endroit de l'entretien afin de faciliter leur collaboration.

Voici la façon dont nous les avons contactés : «Bonjour, mon nom est..... Je suis une étudiante de maîtrise de l'Université de Montréal, j'ai obtenu votre téléphone (ou adresse courriel) grâce à M..... Mon projet de recherche porte sur la violence en Colombie et son lien avec la vie des réfugiés Colombiens au Québec. Je sais que vous êtes réfugié et que vous êtes originaire de la Colombie. Est-ce que vous accepteriez de me parler de votre expérience en entrevue? Cela devrait prendre environ une heure et demie. J'aimerais enregistrer l'entretien pour rester fidèle à vos propos. Soyez assuré qu'en aucun cas votre nom ne figurera dans l'étude et l'anonymat sera respecté. Accepteriez-vous de participer à cette entrevue ?»

Si oui : «Quel serait le moment le plus opportun pour vous ?»

Pour commencer nous avons demandé aux interviewés de nous parler de leur expérience par rapport à la violence en Colombie. Par la suite, nous avons cherché à explorer le processus qui les a amenés à prendre la décision quitter leur pays.

Nous avons cherché, ensuite, à connaître leur expérience dans le nouveau pays ainsi que le lien que les personnes peuvent établir entre ce qu'ils ont vécu en Colombie et ce qu'ils vivent actuellement au Québec.

Nous avons laissé les personnes s'exprimer en gardant la non directivité pour favoriser l'auto exploration chez les interviewés. Cependant nos relances ont cherché à explorer qu'est ce que la personne a fui et comment l'expérience passée influence l'expérience de vie aujourd'hui.

Nous cherchions à connaître quelles sont les attentes de nos interviewés par rapport à sa vie au Québec et comment vivent leur expérience d'intégration.

Nous avons exploré la présence ou non de stéréotypes, l'impact des traumatismes, la reproduction ou non de la violence, les comportements problématiques, la relation avec les institutions, la participation à la vie collective.

Nous avons présenté aux interviewés un bref questionnaire à la fin de l'entretien. Ce questionnaire servait à compléter la fiche signalétique. La fiche signalétique nous permet de recueillir des données sociodémographiques des participants ainsi que des données stratégiques. Ces dernières sont directement liées à notre sujet de recherche. Ces informations nous ont permis de contraster les différents discours et d'enrichir l'analyse.

2.6. Critères d'échantillonnage :

Pour commencer, nous présentons un bref portrait de la population immigrante dans la région où la recherche a eu lieu, ainsi qu'un portrait général de la communauté colombienne. Cela sert à mettre en contexte notre échantillon.

Selon Riano Alcala, Colorado, Diaz et Osorio (2008) une hausse significative de la vague migratoire colombienne vers le Canada est remarquée depuis l'an 2000, particulièrement dans la catégorie des réfugiés. Cette vague est différente des autres vagues migratoires latino-américaines à cause de l'hétérogénéité des motifs et des modalités de l'immigration ainsi que du profil des immigrants. De toutes les vagues migratoires latino-américaines, la colombienne est celle qui a connu le rythme le plus accéléré de croissance. D'après ces auteurs, le Canada aurait reçu en 2003 près de 70000 réfugiés et demandeurs d'asile. Dès 2001 la Colombie est un des principaux pays source de demandes d'asile. Ce pays a été la principale source de réfugiés vers le Canada en 2005.

Dans la région où la recherche a lieu, il y a un total de 85405 habitants. Le total d'immigrants dans la région est de 2845 dont 970 sont arrivés entre 2001 et 2006 (Statistique Canada 2010). Selon les données recueillies auprès de l'organisme d'accueil

d'immigrants dans la région¹, les Colombiens sont arrivés à partir de l'année 2000 et ils totalisent 700 personnes, ce qui représente approximativement 72% de l'immigration accueillie à l'intérieur des 5 ans dont les données sont disponibles et 24 % du total d'immigrants arrivés dans la région. Statistique Canada (2010) indique que 1 265 immigrants sont arrivés avant 1991 et 605 entre 1991 et 2000.

Notre critère d'homogénéisation a été que les interviewés soient des réfugiés colombiens installés en région depuis au moins un an. Les réfugiés étant des personnes qui ont quitté leur pays pour leur propre sécurité nous savons qu'ils ont une expérience de violence organisée. Ayant déjà vécu un certain temps en terre d'accueil, ils ont une certaine expérience du Québec ce qui nous permet de faire le lien entre leur vécu en Colombie et leur expérience au Québec.

Nous avons procédé à un échantillonnage typique. Douze réfugiés colombiens différents ont été interviewés.

Nous avons diversifié à l'interne pour atteindre une probabilité de généralisation à l'intérieur du groupe par saturation selon les critères suivants :

- l'âge : 14-18 ans, adolescents ; 18 et plus, adultes. Ce critère nous intéresse parce que l'exposition à la violence directe et indirecte varie selon l'âge. Les effets de cette violence varient aussi selon l'âge (Catani 2008; et Weingarten, 2004).
- le genre : Des 27 millions des personnes déplacées et réfugiées dans le monde, 80% sont des femmes et des enfants. Entre les années 1992 et 2001, 116709 femmes ont demandé l'asile au Canada (Lacroix et Sabbah, 2007). C'est pourquoi nous avons décidé de diversifier selon le genre.
- la date d'arrivée : d'un an à cinq ans et plus de cinq ans. Cette division est intéressante parce que les adultes ont accès, à l'intérieur d'un an, à un programme de francisation financé par le Ministère de l'Immigration et des Communautés Culturelles. Les services de l'organisme d'accueil et d'aide à l'intégration sont

¹ Solidarité Ethnique et Régionale de la Yamaska, SERY <http://www.sery-granby.org/>

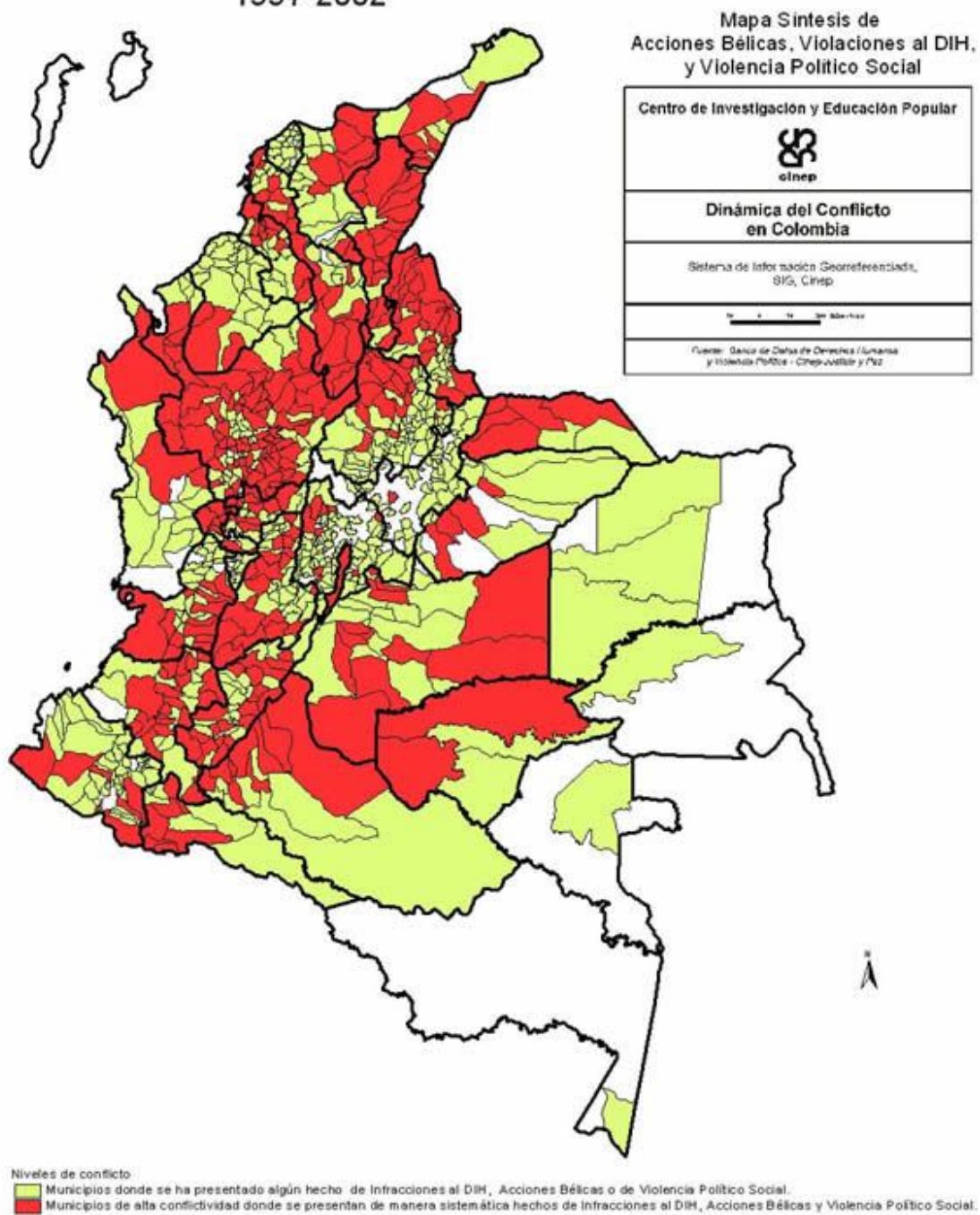
financés pendant les premiers cinq ans qui suivent à l'arrivée. Finalement, à fur et à mesure que le temps passe, les personnes accumulent plus d'expérience dans le nouveau contexte. Les personnes arrivées depuis un an auront moins de temps passé au Québec et seront plus près de leur vécu en Colombie du point de vue temporel.

- La région d'origine en Colombie : selon les informations recueillies lors de consultations exploratoires auprès de réfugiés colombiens, l'intensité de la violence est différente selon la région. La Région de Paisa, de la Côte Nord, de Putumayo et de Caqueta sont les plus violentes. La région de Paisa regroupe les départements de Caldas, Antioquia, Risaralda et Quindio. Dans cette région les narcotrafiquants sont très présents, dans la région de la Côte Nord la violence des paramilitaires est plus forte. En Putumayo et Caqueta, la violence des guérillas et des paramilitaires est intense. Nous chercherons à avoir des représentants de ces régions.



1. Carte politique de la Colombie (Institut Géographique Agustín Codazzi, 2005)

CONFLICTO ARMADO EN COLOMBIA 1997-2002



2. Carte du conflit armé en Colombie de 1997 à 2002 (CINEP, Centre de recherche et d'éducation populaire, 2002)

La couleur rouge, représente les régions où la violence organisée est plus intense. Ce sont les régions où il y a des violations aux droits humains de manière systématique.

La couleur jaune représente les régions où il y a eu quelques faits de violence organisée.

La distribution de notre échantillon est la suivante : le groupe est formé de quatre hommes et de huit femmes.

Parmi les hommes il y a un adolescent et parmi les femmes il y a une jeune qui était adolescente au moment où la famille a quitté la Colombie.

Deux hommes et deux femmes sont originaires de la région de Cauqueta. Un homme et trois femmes sont originaires de la région de Paisa. Un homme et une femme proviennent de la région de la Côte Nord et Santander. Une femme est originaire de Putumayo et une autre du Valle del Cauca.

Un des hommes et trois femmes sont au Québec depuis moins de cinq ans, les autres habitent la province depuis plus de cinq ans.

Nous cherchons à avoir un portrait global à l'intérieur d'un groupe restreint (Pires, 1997). Cette démarche de diversification interne de notre groupe vise la saturation empirique. La saturation empirique est atteinte lorsque le chercheur juge que les dernières entrevues n'apportent plus d'informations suffisamment nouvelles pour justifier l'augmentation du matériel empirique. Il s'agit d'une étude en profondeur du groupe choisi.

«En règle générale, les recherches qui recourent à l'échantillon par homogénéisation permettent de décrire la diversité interne d'un groupe et autorisent la généralisation empirique par saturation ». (Pires, 1997)

2.7. Mode de recrutement et déroulement du terrain

Deux sources de recrutement ont été utilisées : les organismes et institutions chargées d'intervenir auprès des réfugiés dans la région et notre propre réseau. Nous avons contacté des organismes et des institutions susceptibles d'intervenir auprès des réfugiés colombiens afin de leur faire part de la recherche. Nous avons alors résumé les objectifs

de la recherche. Ces organismes ont accepté de nous référer des réfugiés d'origine colombienne. Dans le cas du jeune interviewé nous avons demandé l'autorisation de ses parents pour l'inviter à participer à la recherche. En plus, la chercheuse ayant été intervenante d'accueil et d'intégration dans le passé, elle connaît plusieurs réfugiés colombiens résidents dans la région qui ont accepté de participer.

2.8. Fiche signalétique :

La fiche signalétique qui a été complétée à la fin de chaque entretien contient les informations suivantes :

- Coordonnées de l'entretien : date, lieu, durée de l'entretien, matériel, intervieweur. Cette information nous permet de préciser le contexte de l'entretien et en tenir compte, dans l'analyse, des éventuelles différences.
- Caractéristiques considérées dans l'échantillonnage : l'âge, le genre, la date d'arrivée au Québec, la région d'origine en Colombie. Nous avons, ainsi ces données précises pour décrire le groupe selon ses caractéristiques sociodémographiques. Nous utilisons l'information pour contraster les discours lors de l'analyse.
- Composition de la famille. Cette information est importante pour contraster l'expérience des personnes seules et l'expérience de ceux qui ont immigré accompagnés, selon la composition du groupe familial.
- Expérience de déplacement antérieur à l'immigration. Cette information sert à contraster l'expérience de ceux qui ont vécu le déplacement avant l'émigration.
- Expérience d'implication sociale communautaire ou politique en Colombie. Cette information nous sert à contraster les points de vue des personnes qui étaient impliquées activement et des personnes qui ne l'étaient pas.
- Délai de traitement de la demande de statut réfugié. Selon le délai de traitement de la demande, la période d'attente pour le départ est différente, ce qui pourrait influencer la perception du processus migratoire.
- Vie au Québec seul ou avec sa famille. L'expérience serait différente dans les deux cas. Nous avons cherché à la contraster.

- Activité principale au Québec. L'information nous sert à comparer dans les grandes lignes, les activités réalisées par ces personnes depuis leur arrivée et les activités qu'ils réalisaient avant l'émigration et vérifier l'effet éventuel du changement de pays.
- Expérience de victimisation personnelle ou dans la famille et l'entourage. L'information nous permet de tenir compte des expériences directes et indirectes.
- Scolarité. L'information nous permet de vérifier comment cet élément influencerait sur l'expérience.
- L'expérience professionnelle dans le pays d'origine. L'information nous permet comparer les différents parcours dans ce sens et vérifier l'expérience de la violence et ses effets aussi selon la profession de la personne dans son pays d'origine.
- Religion. Nous cherchons à savoir si les croyances religieuses influent sur cette expérience.
- Recours aux services d'aide au Québec ou ailleurs. Nous cherchons de l'information à contraster par rapport à la demande d'aide.

2.9. Analyse de données

Nous avons choisi de faire une analyse en profondeur en sachant que la capacité de généralisation de nos résultats est déterminée par le niveau de saturation de nos données. Ces résultats ne sont pas généralisables à n'importe quel contexte sinon à celui où la recherche a eu lieu (Pires, 1997).

L'analyse qualitative des entretiens a été effectuée par « théorisation ancrée ». Paillé (1994) explique que cette forme d'analyse vise à générer de manière inductive une théorie au sujet d'un phénomène en procédant à la conceptualisation et la mise en relation progressivement valides de données empiriques qualitatives. Le terme « théorisation » permet de désigner à la fois le processus et le résultat, tout en indiquant que le résultat est l'état dans lequel se trouve à un moment donné une construction théorique. Le produit de

la théorisation doit être ancré dans les données empiriques. Il faut comparer constamment les données de l'analyse et les données du terrain.

L'analyse débute en même temps que la cueillette de données. L'analyse progresse par le jeu des approximations successives vers la conceptualisation de son objet.

Puisque notre étude est descriptive et exploratoire, nous avons suivi les quatre premières de six étapes qui caractérisent l'analyse qualitative de théorisation selon Paillé (1994). Ces six étapes sont : la codification, la catégorisation, la mise en relation, l'intégration, la modélisation et la théorisation.

La codification vise à cerner l'essentiel de ce qui est exprimé dans le témoignage. Pour faire cela, nous avons écrit des mots dans la marge du verbatim. Les mots ou expressions retenus pour résumer les propos recueillis sont très près du témoignage livré.

La catégorisation représente un niveau plus élevé d'abstraction. Les mots ou expressions sont très précis. Ils définissent, dégagent des propriétés, isolent des éléments constitutifs, spécifient des conditions d'existence des phénomènes.

La mise en relation des catégories est la troisième opération de l'analyse. Ici nous cherchons à systématiser. Nous avons travaillé à deux niveaux, le premier est limité par le matériel empirique. Le deuxième niveau permet de postuler provisoirement des liens entre phénomènes au-delà des liens observés.

Finalement, l'intégration est l'intersection d'une analyse de plus en plus complexe et la nécessité d'un objet qui demande d'être cerné définitivement. Nous cherchons le phénomène principal qui est «l'intrigue» de la recherche.

Les chapitres suivants contiennent les résultats de notre analyse. D'abord nous présentons les participants à la recherche. Ensuite, nous abordons l'analyse des récits que nous donne accès à leur expérience en contexte de violence organisée. Nous continuons avec l'analyse des conséquences de la violence vécue. Nous abordons les effets de cette violence sur le processus d'intégration des réfugiés colombiens au Québec. Finalement, nous décrivons leurs projets d'avenir.

2.10 Limites de l'étude :

L'une des limites inhérentes à toutes les recherches du genre, est la mémoire des participants. En plus, selon ce qui a été recueilli comme information dans notre recension des écrits, les événements traumatiques produisent plusieurs effets psychologiques, dont la perte partielle des souvenirs (Rousseau, 2000).

Les personnes dont la violence est plus présente dans leur vie actuelle sont probablement sous représentées parce qu'elles sont plus difficiles à recruter.

La taille de l'échantillon étant réduite, certaines données ne sont pas complètement saturées.

Les résultats ne sont généralisables qu'au contexte québécois, régional et qu'à la présente époque.

Par des raisons de faisabilité, l'étude a été réalisée seulement dans une région de la province du Québec.

CHAPITRE III LES PARTICIPANTS À LA RECHERCHE

Ce chapitre présente les douze réfugiés colombiens qui composent notre groupe de participants. Pour que le lecteur fasse connaissance avec eux, nous présentons quelques données sociodémographiques, accompagnées d'une brève description de leur expérience de victimisation et de leur parcours. Une analyse plus approfondie des formes de la violence subie, de ses conséquences ainsi que du processus d'intégration depuis leur arrivée au Québec, sera présentée dans les chapitres suivants.

La présentation des participants a été divisée en trois grands sous-groupes. Nous avons choisi de créer ces trois sous-groupes parce que nous avons identifié différentes manières de donner sens à l'expérience vécue selon le rôle politique et social que les personnes occupaient dans la société d'origine.

Cette division nous permet de comparer le matériel recueilli et de mieux décrire les expériences de violence organisée vécue ainsi que ses effets sur le processus d'intégration dans la société d'accueil.

Les réfugiés composant le premier groupe avaient, en Colombie, un rôle politique ou de leadership communautaire. Ces personnes pouvaient compter avec l'appui du gouvernement pour assurer leur protection et celle de leur famille. Les personnes du deuxième groupe étaient des citoyens ordinaires, des travailleurs de la campagne ou des entrepreneurs de la ville. Ils ne bénéficiaient d'aucune protection des institutions gouvernementales. Les participants du troisième groupe sont des adolescents ou étaient mineurs au moment du départ de la Colombie. Ils dépendaient de leurs parents. Ils n'ont pas participé à la décision de quitter le pays d'origine.

Presque toutes les personnes interviewées ont vécu un ou plusieurs déplacements. Tous ont vécu à Bogota avant d'obtenir le statut de réfugié qui leur a permis d'immigrer au Québec.

Nous avons utilisé des noms fictifs et avons changé certains détails des récits pour garder la confidentialité des identités des participants. Les participants proviennent des régions de Santander, Paisa, Caqueta, Putumayo et Valle del Cauca

3.1.Participants ayant eu un rôle politique ou communautaire en Colombie :

Ursula est une femme adulte célibataire. Dans sa région d'origine la violence des paramilitaires est très présente.

Une partie de sa famille est au Québec et une autre est toujours en Colombie. Elle détient un diplôme universitaire obtenu en Colombie et travaille dans le domaine financier au Québec après avoir suivi des études en terre d'accueil. Son arrivée au Québec en tant que réfugiée date de plus de cinq ans.

Elle a occupé différents postes politiques en Colombie au niveau municipal et a été sous la protection du gouvernement pendant son mandat.

Elle avait un statut socio économique élevé et la reconnaissance d'un certain pouvoir. Ursula a reçu des menaces de mort. Certains de ses collègues ont disparu et ont été retrouvés morts. Elle pense qu'elle est encore en vie grâce à la protection du gouvernement colombien. Elle n'a pas vécu de déplacement.

Ursula a dû quitter la Colombie à cause des menaces contre sa vie et celle de sa famille suite à des décisions qu'elle a prises et qui étaient à l'encontre des intérêts des groupes armés. Le gouvernement ne pouvait plus assurer sa sécurité quand son mandat arrivait à la fin. Cette situation l'a obligée à émigrer.

Conseillée par un haut fonctionnaire de la police, elle a demandé l'aide de la Commission des Droits Humains du Sénat de la Colombie. Elle est entrée en contact avec l'Ambassade du Canada et a obtenu le statut de réfugié rapidement. Elle est catholique de tradition.

Oscar est un homme adulte. La violence de la guérilla est très présente dans sa région d'origine.

Oscar est au Québec depuis plus de cinq ans avec sa famille. Ayant un diplôme universitaire obtenu en Colombie et un autre obtenu au Québec, il travaille comme employé de production d'une grande entreprise.

Il avait un poste de responsabilité politique au niveau municipal en Colombie. L'appui de la police nationale pour la réalisation de plusieurs projets pour sa ville lui a valu des menaces de la guérilla et une séquestration plusieurs mois. Il s'est enfui du camp où il a été séquestré.

Suite à cette expérience, il a fait des dénonciations contre la guérilla et a collaboré au développement d'une opération qui visait à récupérer les prisonniers qui se retrouvaient avec lui au camp. Sa fuite du camp et sa collaboration avec les militaires feraient que la guérilla le pourchasserait pour le tuer. Le gouvernement assurait sa protection. Avec l'augmentation du danger, la protection risquait de ne pas être suffisante. Il s'est fait conseiller de quitter le pays.

Homme croyant, catholique, il croit qu'il est en vie grâce à Dieu.

Luis est un homme adulte marié, père de famille. La violence de la guérilla est forte dans sa région d'origine.

Il a complété ses études secondaires. Habitant au Québec depuis plus de cinq ans, il occupe un emploi dans une usine.

Il a occupé un poste de responsabilité au niveau municipal dans son village d'origine. Commerçant et homme d'affaires, son manque de collaboration avec la guérilla et l'appui qu'il manifestait à la police lui ont causé plusieurs souffrances : des menaces, des blessures physiques, des attaques à sa maison ainsi que la séquestration et l'assassinat d'un membre de sa famille. Il a été témoin de massacres dans son village.

Il est resté dans son village malgré la violence et les menaces pendant plusieurs années parce qu'il avait une source de revenus qui lui permettait de vivre et de soutenir les études

de ses enfants. Il pensait que quitter était un choix incertain et que la pauvreté était une expérience possible suite au départ. Il a décidé de quitter quand il s'est aperçu que lui-même était en train de s'armer et de devenir violent en voulant protéger sa famille.

Luis a vécu deux déplacements. La première fois, il a quitté sa région pendant quelques années et y est retourné. La deuxième fois, il s'est déplacé à Bogota. À partir de là, il a fait une demande de refuge avec l'aide d'une O.N.G. nationale et une autre internationale.

En se définissant comme un homme très croyant, il dit qu'il est en vie grâce à Dieu. Il est de religion évangélique.

Teresa est une femme adulte mariée et mère de famille. Habitant au Québec depuis plus de cinq ans, elle a obtenu un diplôme québécois.

Elle était impliquée dans l'action communautaire de son quartier. L'objectif de son travail était d'améliorer la qualité de vie des citoyens du quartier. Les milices liées à la guérilla l'ont menacée, parce qu'ils jugeaient que ce travail allait à l'encontre de leurs intérêts.

Pour fuir les menaces, elle a déménagé de quartier d'abord et de ville ensuite. Elle a vécu à Bogota quelques mois en attendant d'obtenir le visa de réfugiée pour quitter vers le Québec. Pendant ce temps, elle et sa famille se déplaçaient avec des gardes du corps.

Elle a un diplôme d'études secondaires et un diplôme tertiaire obtenus en Colombie.

Son implication en action communautaire lui a permis d'avoir des contacts avec une O.N.G. internationale, ce qui lui a facilité les démarches pour la demande de refuge.

Elle est catholique, croyante.

Elle se définit comme quelqu'un de très sociable et positive. Elle nomme l'appui affectif de sa famille comme un élément de grande importance dans son parcours.

3.2.Participants qui étaient des citoyens ordinaires

Ariana est une femme adulte et mère monoparentale. Elle est au Québec depuis plus de cinq ans. Elle était fermière en Colombie. Actuellement, elle est étudiante.

Les paramilitaires ont tué un membre de sa famille. Ils l'accusaient d'être un informateur. Elle et ses enfants ont été témoins du meurtre. Elle n'a rien dit, elle n'a pas demandé d'aide ni fait des dénonciations, par peur de représailles. Elle a été victime de menaces de mort à plusieurs reprises. Suite à la violence vécue elle s'est déplacée à Bogota où elle est restée quelques mois avant son départ au Canada.

En Colombie, elle avait demandé de l'aide seulement à sa famille. Au Québec, elle a eu de l'aide de l'organisme d'accueil des immigrants dans la région, pour son installation. En arrivant, elle a subi un traitement à cause d'un problème de santé. Elle a eu de l'aide des personnes de l'église où elle participe. Ces personnes l'ont soutenue et ont pris soin de ses enfants pendant la convalescence. Les aides reçues lui ont été offertes mais elle ne les a pas demandées. Elle se sent gênée de demander de l'aide.

Elle est une femme croyante de religion évangélique.

Irene est une femme adulte mère de famille. Elle a complété l'école primaire. En Colombie, elle était fermière. Ça fait moins de cinq ans qu'elle est arrivée au Québec. Actuellement, elle est étudiante.

La guérilla cherchait à obtenir la soumission des paysans par la terreur dans sa région. Elle a été témoin de l'assassinat de plusieurs voisins et des personnes du village près de sa ferme. Elle et sa famille ont été menacées. Un membre de la famille de son conjoint a été assassiné.

Elle et sa famille ont quitté la ferme, le village et tout ce qu'ils avaient pour fuir la guérilla qui était à la recherche de son conjoint qu'ils soupçonnaient d'être un informateur

du gouvernement. Ils ont vécu comme déplacés à Bogotá avant d'obtenir le statut de réfugiés.

Irène explique qu'il y avait de l'entraide entre déplacés pendant la période passée à Bogotá. Elle a demandé de l'aide pour la subsistance de sa famille à une institution publique et l'a obtenue.

Depuis son arrivée au Québec, elle et sa famille ont vécu plusieurs difficultés d'intégration. Ils reçoivent de l'aide psychosociale d'une équipe multidisciplinaire.

Elle est une femme croyante de religion catholique.

Francisco est un homme adulte, père de famille. Il a un diplôme universitaire obtenu en Colombie. Il était propriétaire d'une entreprise. Ça fait plus que cinq ans qu'il est arrivé dans la région. Aujourd'hui, il occupe un emploi qui le satisfait.

Les groupes armés l'extorquaient pour obtenir de l'argent. Une fois, il n'a pas voulu payer. Il a souffert leurs représailles. Il a dû fuir sa région et vivre comme déplacé, sans emploi et caché avec sa famille pendant plusieurs mois.

Peu de temps après avoir quitté sa région, il a déposé une demande d'asile à l'ambassade du Canada. La demande a été traitée rapidement.

Après son arrivée au Canada, il a fait un grand effort pour s'intégrer. Après sa francisation, il a occupé différents emplois au bas de l'échelle. Il s'est impliqué comme bénévole dans sa communauté. Finalement, il s'est trouvé un emploi stable.

Son couple a été confronté à des difficultés dues au changement de statut économique et social. Ses enfants ont vécu certains problèmes de discrimination à cause de la couleur de leur peau.

Il est catholique de tradition.

Sofia est une femme adulte mariée et mère de famille. Elle a un diplôme d'études secondaires. En Colombie, elle administrait leurs terres et leur bétail avec son père. Ça fait plus de cinq ans qu'elle et sa famille sont au Québec. Elle travaille mais son emploi n'est pas stable.

Une nuit, dans sa ville natale, un groupe d'hommes masqués est entré à la maison par la force. Après avoir torturé et menacé elle et sa famille, ils sont partis avec son père à qui on a trouvé mort plus tard. Les assassins ont aussi détruit la maison et volé le bétail.

Toute sa famille d'origine a quitté la région et s'est déplacée d'une ville à une autre. Elle a voulu savoir qui étaient les assassins de son père, alors, elle a été menacée et persécutée. Finalement, après plusieurs années de déplacement, avec sa propre famille, elle a décidé de quitter la Colombie pour éviter que son enfant vive la même violence.

Elle n'a jamais oublié ce qu'elle a vécu cette nuit là. Souvent, elle faisait des cauchemars et se réveillait à la même heure où les assassins étaient entrés dans la maison. Elle a suivi un traitement psychologique. Elle n'a pas encore accepté le deuil de la perte de son père même après plusieurs années. L'assassinat est demeuré impuni. Elle vit constamment avec ce souvenir.

Elle est catholique pratiquante.

Patricia est une femme mariée et mère de famille. Elle a un diplôme d'études secondaires et travaillait dans le domaine de la promotion en Colombie. Depuis son arrivée, elle a fait la francisation et a un emploi précaire.

Son conjoint était entrepreneur. Il s'est fait extorquer par la guérilla qui lui demandait de l'argent en échange de protection. Une fois, il a refusé de payer. Ils ont été menacés de mort. Un membre de la famille a été assassiné. Ils ont quitté leur milieu de vie et se sont rendus à Bogota où ils ont demandé le refuge à l'ambassade du Canada. Ils ont obtenu leur visa quelques mois plus tard.

Les conséquences de cette expérience pour Patricia sont la peur, des cauchemars, le renfermement et le stress. Elle est devenue méfiante à cause des menaces.

Depuis son arrivée, elle est plus tranquille. Un de ses enfants, par contre, a eu besoin d'aide à cause de crises d'angoisse, des difficultés à dormir et la peur pour la sécurité d'une personne de la famille, qui est restée en Colombie.

Patricia n'a jamais fait le deuil de la séparation de sa mère et de ses sœurs.

Elle est catholique pratiquante

Juan est un homme adulte marié et père de famille. Il conduisait un taxi en Colombie. Il travaille comme employé d'usine au Québec.

Témoin de plusieurs assassinats, menacé de mort et victime de trois attentats contre sa vie, il explique qu'il était déjà habitué à vivre dans cette violence. Il y a eu deux assassinats et deux séquestrations dans sa famille.

Les assassins étaient des personnes connues. Dans sa ville, il y a des groupes de milices formés par des jeunes connus de la communauté. Ces groupes sont soutenus par la guérilla. Ils demandent de l'argent aux gens en échange de protection. L'argent sert à acheter des armes.

Il explique qu'être témoin d'assassinat est dangereux. Les personnes connaissent souvent les assassins mais personne ne porte plainte et personne ne témoigne parce que le système est corrompu et témoigner est dangereux par sa propre vie et celle de sa famille.

Il ne voulait pas quitter la Colombie parce qu'il était attaché à sa terre et à ses parents.

Mais sa femme qui avait aussi été victime de violence a décidé de quitter. Il a voulu l'accompagner pour le bien-être de sa famille. Il ne voulait pas que ses enfants vivent au milieu cette violence.

Il est catholique de tradition.

3.3. Participants adolescents et mineurs au moment du départ de la Colombie

Eduardo est un adolescent qui vit au Québec avec ses parents et ses frères depuis moins de cinq ans. Il habitait une ferme. Il allait à l'école primaire mais sa scolarité en Colombie a été interrompue à plusieurs reprises à cause de la violence.

Il a été témoin de massacres. Il s'est retrouvé plusieurs fois au milieu d'une confrontation armée entre la guérilla et l'armée colombienne. Un membre de sa famille a été assassiné et le reste a été menacé. Il a vécu le déplacement à l'intérieur de la Colombie et à Bogota avant d'obtenir la documentation pour immigrer au Québec. Eduardo est arrivé au Québec avec un retard scolaire. Il étudie à l'école secondaire.

Il a reçu l'aide psychosociale d'une équipe multidisciplinaire suite à certaines difficultés familiales.

Il est catholique de tradition.

Mariana était adolescente quand elle et sa famille ont quitté sa terre natale à cause de la violence. Elle a vécu son enfance et une partie de l'adolescence dans une région où la violence de la guérilla est forte. La période où elle a vécu le plus de violence a été entre ses 13 ans et ses 15 ans. Elle a été témoin de l'assassinat de personnes de son village qu'elle connaissait, surtout des policiers. Souvent, il y avait des affrontements entre la police et les FARC dans son village. Elle et sa famille se cachaient sous les lits et sous les matelas pour se protéger des tirs et des grenades que s'échangeaient la police et la guérilla. Mariana nous confie que même si elle avait peur, elle n'était pas vraiment consciente du degré de danger auquel elle était exposée. Elle trouvait que son père exagérait. Souvent elle sentait des douleurs à la poitrine, elle avait l'impression de pressentir quelque chose de mauvais et le rythme des battements de son cœur s'accélérait. Elle comprend aujourd'hui qu'il s'agissait d'une tachycardie due à la peur et à l'anxiété.

Elle ne veut jamais revivre une expérience semblable. Mariana apprécie beaucoup la tranquillité et la paix au Québec.

Elle n'a pas beaucoup d'amis au Québec et ses amis de la Colombie lui manquent. Elle trouve que, entre les valeurs des jeunes du Québec et les valeurs que sa famille lui a transmises, il y a une grande différence. La différence est surtout au niveau du matérialisme et de l'individualisme. Pour elle, sa famille et ses parents sont très importants.

Elle rêve de pouvoir retourner en Colombie un jour si la violence se termine.

Mariana est de religion évangélique.

Synthèse : Nous avons trois groupes de participants dont deux groupes d'adultes et un groupe de jeunes. Les jeunes ont manifesté que, pendant les années qu'ils ont vécues dans un contexte de violence, ils n'étaient pas vraiment conscients du danger, ils en étaient habitués. Ils ont quitté la Colombie avec leurs parents. Ils n'ont pas participé à la décision du départ. Parmi les adultes, hommes et femmes originaires de différentes régions, nous avons interviewé des personnes peu scolarisées et des personnes très scolarisées. Nous avons aussi interviewé des personnes originaires de milieux ruraux et de milieux urbains. La moitié sont catholiques pratiquants, trois sont catholiques de tradition et trois sont évangéliques. Dans neuf cas sur douze, ils attribuent une grande importance à leur vie spirituelle dans leur parcours.

Quatre adultes étaient impliqués dans la vie politique ou communautaire de la Colombie.

Ils ont reçu la protection du gouvernement avant de quitter le pays. Les autres participants n'avaient pas de protection du gouvernement.

CHAPITRE IV

L'EXPÉRIENCE DE VIOLENCE

Nous aborderons, dans ce chapitre, l'analyse du contenu des récits concernant l'expérience de violence organisée des personnes interviewées : la signification de cette violence pour eux, la description du contexte de violence, les mécanismes que ces personnes ont développés pour se protéger, la victimisation et le départ.

4.1 La signification de la violence pour celui qui l'a vécue

Au début des entretiens, plusieurs interviewés ont donné leur définition de la violence en Colombie d'une façon spontanée. Nous avons recueilli ces définitions en vue de les analyser parce que nous identifions, chez eux, un besoin de donner sens à ce qu'ils ont vécu : « *En Colombie il y a deux groupes armés, les paramilitaires et la guérilla. Il y a une grande insécurité* » (Ariana, femme adulte mère de famille, fermière,).

Pour certains il y existe une différence entre la violence exercée par le gouvernement et la guérilla et la violence exercée par les groupes comme les paramilitaires ou les narcotrafiquants, identifiant les premiers comme des acteurs d'un conflit armé qui dure depuis de décennies et ayant une base politique et les deuxièmes, comme des groupes du crime organisé :

«...la guérilla et le gouvernement de la Colombie sont deux acteurs du conflit armé, mais pas des acteurs de la violence organisée(...) la violence organisée est la violence exercée par les narcotrafiquants et les sicaires paramilitaires » (Oscar, homme adulte père de famille. Il était impliqué en politique en Colombie,).

D'autres indiquent que la violence organisée est celle exercée par les groupes qui opèrent en dehors de la loi et qui veulent soumettre les citoyens à leur pouvoir par la force allant jusqu'à les tuer s'ils refusent de collaborer : «*La violence organisée est la violence des*

groupes armés en dehors de la loi, comme la guérilla, qui tuent les personnes qui ne veulent pas collaborer avec eux » (Irene, femme adulte mère de famille, fermière).

Notons que parmi les personnes interviewées, aucune n'a nommé le gouvernement comme son agresseur, mais plutôt la guérilla ou les paramilitaires selon le cas, même si l'intervention du gouvernement se faisait souvent à travers des confrontations armées qui avaient des conséquences directes sur la vie des citoyens :

«Il y avait des batailles à tous les jours entre la guérilla et l'armée. Il y avait à tous les jours des morts parmi les gens innocents. Les uns ou les autres endommageaient les maisons avec les bombes et les grenades qu'ils se tiraient entre eux. Ils tuaient aussi les animaux des fermes » (Irene).

*«Pendant la bataille, deux policiers sont venus se cacher chez nous. Ils se sont couchés par terre et ont commencé à tirer sur les guérilleros (...)
La guérilla allait penser que c'était moi. J'ai été inquiet des gens qui voyaient que chez nous il y avait du monde qui tirait... j'avais peur (...)
J'ai été blessé par des grenades et des douilles lors d'un combat entre la police et la guérilla » (Luis, homme adulte père de famille homme d'affaires en Colombie).*

Les personnes interviewées identifient donc les groupes armés tels que la guérilla et les paramilitaires comme des agresseurs et le gouvernement et ses institutions comme des défenseurs. Cependant, ceux qui n'avaient pas de rôle politique ne dénonçaient ni ne demandaient de l'aide. Nous aborderons les causes de ce silence plus tard dans ce chapitre.

Certains ont exprimé qu'au début, le mouvement de la guérilla était né pour défendre les droits des paysans. Ce groupe était animé d'une idéologie de gauche et avait le respect de la population. Avec le temps, cela a changé. Les personnes interviewées qui ont abordé ce sujet nous ont dit que le changement est relié à l'arrivée de la drogue comme méthode de financement et la terreur chez les paysans, comme mode de recrutement. Ces affirmations sont coïncidentes avec l'historique de ce conflit rapporté par Sanchez et Meerteens (1983) et Rubio (1999) :

«La guérilla avait un idéal auparavant. Tout a changé quand ils sont devenus des narcotrafiquants. La population ne les reconnaissait plus. Ils ont commencé à vouloir contrôler les paysans avec la terreur» (Luis).

«Pendant que j'étais séquestré j'ai observé les guérilleros. J'ai parlé avec eux. J'ai été déçu. Je croyais qu'ils le faisaient par idéal...Plusieurs étaient des jeunes recrutés par la force. Certains y restaient pour posséder une arme. Ils ne savaient pas pourquoi vraiment» (Oscar).

La majorité des interviewés identifient la guérilla et les paramilitaires comme les principaux responsables de la violence organisée. Pour eux la violence organisée est le résultat du conflit entre ces groupes et le gouvernement.

4.2 Le contexte, un milieu de vie violent

Les personnes qui habitaient à la campagne se retrouvaient souvent au milieu des confrontations armées :

«Une fois, je suis allée à un magasin du village avec l'épouse du neveu de P, ses enfants et mes enfants. Tout à coup la guérilla et l'armée se sont mis à se battre, à se tirer et à se jeter des grenades. Nous nous sommes cachés sous une table. La bataille a duré près d'une heure et demie» (Irene).

Plusieurs de ces personnes ont vécu la violence indirecte avant de l'avoir subie directement : des voisins se sont fait tuer. Elles ont été témoins d'incendies, de tueries ou ont été obligées à participer à des réunions visant à les contrôler à travers l'intimidation :

«Ils nous ont crié de nous jeter par terre. Ils ont tué sept personnes. (...)Ils ont tué un autre voisin qui vivait face à nous (...). La fille de ce voisin les avait suivis en suppliant qu'ils ne tuent pas son père. Les guérilleros lui disaient que si elle ne retournait pas à la maison ils allaient la tuer elle aussi. Comme elle ne les a pas quittés les guérilleros sont retournés à la maison du voisin, ont tué le père devant toute sa famille et ont incendié sa maison» (Irene).

Ces expériences augmentaient la peur dans la vie quotidienne. Cette peur les obligeait à limiter leurs déplacements et à communiquer de moins en moins avec leurs voisins. Ce

qui avait comme conséquence la coupure des liens sociaux et facilitait le contrôle des populations par le groupe armé présent dans chaque région, comme l'expliquent Rubio (1999) et Kane (1995).

La présence de milices dans les grandes villes nous a été rapportée. Ce sont des groupes qui proposent la protection en échange d'argent. Les milices sont souvent en contact avec la guérilla. Ils possèdent des armes. Ils utilisent les menaces pour contrôler les citoyens des différents quartiers. Il y a des affrontements entre groupes de milices pour le contrôle du territoire des différents quartiers.

Dans les grandes villes comme Medellin, il y a progression de la délinquance commune. Les voisins ne communiquent pas beaucoup entre eux. Les gens ne sortent pas, par peur. Les maisons sont sécurisées. Donc, dans les grands centres, la coupure des liens sociaux à cause de la peur est aussi une réalité. L'augmentation de la violence commune en contexte de violence organisée a été constatée par des chercheurs comme Rubio (1999), Rojas Viger (2000), Cusson et Proulx (1999) :

«Les milices étaient très présentes dans le quartier. Ils demandaient de l'argent aux gens en échange de les protéger, ils abusaient des personnes(...)

Les personnes ne sortaient pas par peur des délinquants. Les voisins ne se connaissaient pas entre eux. Je ne me sentais pas en sécurité. Il y avait beaucoup de délinquance, des vols avec violence» (Teresa, femme adulte, mère de famille, impliquée en action communautaire).

La présence de violence dans le milieu de vie autant dans la campagne que dans la ville a par conséquent l'augmentation de la peur, la diminution des déplacements des gens et la coupure des liens sociaux.

4.3 La méfiance comme mécanisme d'autoprotection

Les personnes interviewées appartenant au groupe de citoyens ordinaires, les adultes qui n'avaient pas reçu de protection du gouvernement, font référence à la méfiance qu'ils ont ressentie. Les jeunes n'ont pas mentionné ce sentiment.

Ces adultes et ces jeunes ont été témoins de la violence ou ils l'ont vécue directement. Les adultes qui ne comptaient pas sur la protection gouvernementale, au moment de l'expérience de violence, ont évité d'en parler. Ils n'ont pas fait des dénonciations. Ils n'ont cherché ni protection ni aide de personne. Plusieurs ont indiqué ne pas l'avoir fait parce qu'ils ne savaient pas qui était vraiment leur interlocuteur. Ils s'en doutaient si le fait de parler de ce qu'ils avaient vu ou vécu ne leur causerait pas des représailles. Ils craignaient qu'à l'intérieur des institutions, à l'intérieur du voisinage ou de leur entourage, il y ait un membre d'un groupe armé infiltré qui agirait comme informateur. Cette situation permet de comprendre que pour eux, dans ce contexte, parler risquait de mettre sa propre vie ou celle de sa famille en danger. La coupure de communication et l'isolement brisent les liens sociaux et augmentent le sentiment d'impuissance, ce qui facilite le contrôle des populations par les groupes au pouvoir (Duhalde 1982 et 1987; Kordon 1992; Rousseau, 1998 et 2000; Taussig, 1992; Vinar, 1989). Deux mères de famille, fermières de profession et qui n'ont reçu aucune protection gouvernementale témoignent de ce sentiment de méfiance :

« On ne pouvait parler à personne. Ils nous vigilaient » (Irene)

« La police m'a appelée pour faire une déclaration, ils m'ont demandé ce que j'avais vu et si j'étais capable de reconnaître les assassins. J'ai dit que je n'avais rien vu (...) Tu ne sais jamais qui est qui (...) Ils (les paramilitaires) sont partout... » (Ariana).

Les jeunes ne décidaient pas de dénoncer ou non. Ils étaient sous la responsabilité des parents. Ces décisions étaient prises par les adultes.

Les personnes qui avaient l'appui des institutions gouvernementales osaient faire des dénonciations parce qu'ils bénéficiaient de protection. Dans le cas suivant, l'interviewé nous rapporte une probable fuite d'information à l'intérieur d'une institution

gouvernementale : *«Quand ils sont arrivés, le camp avait été évacué. Il n'y avait personne, les prisonniers n'étaient plus là. Quelqu'un aurait averti la guérilla de leur arrivée. Il y aurait un informateur à l'intérieur de la police»* (Oscar).

Les deux fermières du groupes de citoyens ordinaires, sans implication politique, nous expliquent comment le silence s'installe par peur des représailles : *«En Colombie quand on voit tuer quelqu'un on ne doit rien dire. Parce que sinon ils te tuent toi aussi»*. (Irene)
«Tu ne peux rien dire ni pour ni contre, tu ne sais jamais qui est ton voisin. Tu ne peux faire confiance à personne» (Ariana).

Les personnes qui, par leur rôle politique, bénéficiaient de la protection gouvernementale ont osé faire des dénonciations. Cependant, les cas d'infiltrés à l'intérieur des institutions justifiaient une certaine méfiance.

Dans le cas des personnes qui ne bénéficiaient pas de cette protection, le silence fondé sur la méfiance et par peur des représailles les a isolées. Ce silence, en plus de fragiliser leurs liens sociaux, a augmenté l'impunité des agresseurs.

Il existe donc une différence par rapport à la liberté de parole, selon le pouvoir de la personne victime dans un contexte déterminé. Les personnes qui, par leur rôle politique en Colombie, avaient du pouvoir et comptaient sur la protection du gouvernement, se trouvaient en meilleure posture pour dénoncer les violences. Elles en prenaient le risque. D'une certaine façon, avoir ce pouvoir est aussi faire partie d'un des groupes acteurs du conflit, soit le gouvernement. Le gouvernement leur assurait une protection qui n'était pas accessible à l'ensemble des citoyens :

«Une fois à Bogota j'ai contacté le général et j'ai fait une conférence de presse pour dénoncer les kidnappeurs. J'ai participé à une opération militaire pour récupérer les autres personnes séquestrées au camp»
(Oscar)

*«Je faisais des dénonciations et prenais des décisions qui allaient à l'encontre de leurs intérêts (...)
Je me sentais privilégiée de pouvoir avoir la protection du gouvernement. Sans ça je serais une femme morte»* (Ursula).

Toutefois, le fait d'avoir dénoncé a produit une augmentation du danger qui les menaçait. La protection est devenue insuffisante et ils sont partis en l'exil :

«Ma collaboration avec les militaires et les dénonciations que j'ai faites ont fait que la guérilla me pourchassait pour me tuer. Le général a mis quatre gardes du corps pour me protéger. Je me déplaçais dans une voiture blindée. (...)Le général m'a dit que même avec les gardes du corps c'était trop dangereux pour moi et m'a conseillée de quitter pour le Canada» (Oscar).

«Quand la fin de mon mandat s'approchait, les menaces ont augmenté. Une fois mon mandat terminé, le gouvernement ne continuerait pas à assurer ma protection et celle de ma famille» (Ursula).

Les citoyens ordinaires sans pouvoir n'étaient pas protégés. Leur sentiment d'impuissance se conjugait à l'humiliation, à la soumission par la peur ainsi qu'à un sentiment d'absurdité. Ces constats ont été faits aussi par des chercheurs comme Mareschal (2000), Kane (1995), Gilligan (1997) et Weingarten (2003). Ce sentiment se construisait parce qu'ils ne faisaient partie d'aucun groupe armé participant au conflit mais en étaient des victimes :

«On se sent impuissant comme un vers de terre. On devait être toujours au milieu et ne pas s'impliquer ni avec un ni avec l'autre parce qu'à cause de ça ils pourraient te faire tuer» (Ariana).

«Nous ne voulions pas nous mêler de ce conflit. Nous voulions vivre et travailler notre terre»(Irene).

«Les enfants avaient peur. Ils me demandaient pourquoi il y avait cette guerre-là. Je ne savais pas quoi répondre»(Irene).

Ce rôle favorise l'irruption du «non-sens» (Rousseau, 2000). Ces expériences sont devenues traumatisantes parce que le manque de sens, le sentiment d'absurdité, empêchent l'élaboration de la souffrance extrême ressentie (Pocreau et Martins Borges, 2006). Nous retrouvons ces éléments entre les interviewés du groupe des citoyens ordinaires ayant vécu une victimisation directe.

Nous aborderons plus en profondeur dans la section dédiée aux conséquences de la violence organisée, l'impact que la méfiance, ainsi que les sentiments d'impuissance, d'humiliation et d'absurdité ont dans la vie des personnes et des communautés.

4.4 La victimisation

La majorité des personnes interviewées ont été victimes de violence directe. Elles nous ont confié des expériences de séquestration, des menaces, d'extorsion ou de l'assassinat d'un proche devant leurs yeux.

Les groupes armés cherchaient la soumission des citoyens. Souvent le discours utilisé par ces groupes était que le manque de collaboration signifiait une alliance avec l'ennemi. Ainsi, par exemple, une de nos interviewées s'est vue obligée d'héberger des membres d'un groupe armé sous prétexte que son refus signifiait une collaboration avec le groupe ennemi. Son mari a été recherché par un groupe pour le recruter comme informateur. Son refus lui a valu des représailles : la persécution, les menaces de mort, son frère a été assassiné, il a été pourchassé de sa terre :

«Ils lui ont demandé d'observer tous les mouvements de l'armée et de les tenir informés. P. n'a pas accepté. Quelques jours après la guérilla est venue le chercher»

(...)Un jour ils m'ont obligé à les héberger à la maison, je leur ai dit non. Je leur ai dit que j'avais peur pour moi et pour mes enfants, qu'ils nous mettaient en danger, qu'arriverait-il de nous si l'armée arrivait...Ils m'ont obligé. Ils ont dit que si je n'acceptais pas, c'était parce que je collaborais avec le gouvernement» (Irene).

Des assassinats ont été commis sous prétexte que la victime était supposée avoir collaboré avec l'ennemi. Les proches des victimes, sachant que ce n'était pas vrai, étaient terrorisés et dévastés face à l'homicide. L'impact de ces actions sur l'entourage de la victime de meurtre servait à répandre la terreur et à renforcer le silence et la soumission des communautés. La terreur serait entretenue par des menaces de mort réitérées.

«Les paramilitaires sont entrés dans la maison pour sortir mon mari et l'ont tué. Je les ai vus, les enfants aussi. Je connaissais certains d'entre eux, ils m'ont menacée, j'avais peur, je croyais qu'ils allaient me tuer moi aussi. Je pensais à mes enfants...J'étais enceinte et j'avais quatre enfants. Les paramilitaires accusaient mon mari d'être un informateur du gouvernement, ce qui n'était pas vrai(...) J'ai reçu de messages de menace plusieurs fois à l'intérieur de l'année suivant l'assassinat de mon mari. J'avais tellement peur que je ne sortais presque pas de la maison» (Ariana).

Les habitants de la campagne voient leurs enfants se faire recruter par la force par ces groupes ou quittent leurs terres pour fuir cette possibilité de recrutement :

«Nous avons peur qu'un jour ils obligent nos enfants à les suivre (...) La guérilla voulait amener mes frères avec eux (...) Mes frères avaient fait le service militaire pour le gouvernement. La guérilla voulait qu'ils les servent eux aussi. Ils ont dit à ma mère qu'ils tueraient mes frères (...). Ma mère et mes frères vivent comme déplacés à Bogota» (Irene).

Ces expériences et les émotions qui accompagnent ces récits sont différentes de celles exprimées par des réfugiés qui étaient impliqués au niveau politique et qui avaient un certain pouvoir.

L'expérience de violence change selon la place que les personnes occupent dans l'échelle du pouvoir à l'intérieur de la société colombienne. Ceux qui ont du pouvoir vivent cette expérience d'une manière différente de ceux qui n'en ont pas. La violence peut être vécue directement ou indirectement dans les deux cas, mais son impact émotionnel et son impact sur les relations interpersonnelles sont différents. Les personnes sans pouvoir vivent l'impuissance et voient leurs réseaux communautaires se rompre. Le sentiment d'absurdité produit par l'irruption de la violence cause une irruption d'angoisse. Le sentiment d'impuissance et d'humiliation s'empare d'eux. (Plante et al. 2005 ; Kane, 1995 ; Mareschal, 2000). Ces personnes ont raconté leur expérience en pleurant. Le récit leur faisait revivre les sentiments.

Parmi les six citoyens ordinaires interviewés, deux étaient des femmes fermières avec des études primaires et quatre étaient soit entrepreneurs ou propriétaires terriens et de bétail. De ces quatre personnes, deux femmes et un homme avaient fait des études secondaires l'autre homme avait fait des études universitaires. Les six étaient d'un statut

socioéconomique différent et d'un niveau d'études différent, cependant leur expérience et les émotions ressenties pendant le récit se ressemblent. L'impuissance, l'angoisse, le deuil de la séparation de la famille se répètent. L'angoisse est plus envahissante dans le cas où des êtres chers ont été séquestrés ou assassinés sous leurs yeux.

Par contre, ceux qui avaient un rôle politique ont dû adapter leur mode de vie et celui de leurs familles à la situation de risque. Ces personnes avaient accès à un réseau qui se mobilisait pour les protéger. Pour elles, la violence pouvait être intégrée dans un univers symbolique parce qu'elles avaient une autre compréhension de la dynamique politique propre à leur société. Alors, pour les personnes qui avaient du pouvoir, l'impact de la violence ne produisait pas une irruption du non-sens comme le décrivent Rousseau (2000) et Pocreau et Martins Borges (2006). La possibilité de donner un sens à l'expérience vécue atténue l'angoisse :

«La violence, je l'ai vécue directement par exemple à travers l'attentat contre ma vie et la perte de liberté (...). Tous dans ma famille ont été déclarés des objectifs militaires. (...) Je prenais des décisions qui allaient à l'encontre des intérêts des groupes armés illégaux. J'étais menacée à cause de ma fonction. J'étais impliquée politiquement (...) Le gouvernement de la Colombie assurait la mise en place de mesures de sécurité pour me protéger» (Ursula).

Tandis que pour la majorité des citoyens ordinaires interviewés, l'impossibilité d'intégrer l'expérience de violence dans un univers symbolique produit une augmentation de l'angoisse. Ce qui se manifeste avec irruption de larmes dans leurs récits de vie.

Nous avons interviewé aussi des adolescents. Ils ont vécu en contexte de violence organisée pendant leur enfance. Le récit de leurs expériences de violence peut laisser croire qu'ils parlaient de l'expérience d'une autre personne, sans émotivité. L'histoire racontée est détachée d'émotions. Ce détachement pourrait être interprété comme un mécanisme de défense pour éviter d'être envahi par l'angoisse (Rousseau, 1989).

La violence faisait partie de leur vie quotidienne. Les jeunes expliquent qu'ils étaient habitués à vivre dans ce contexte. Ils avaient appris à se comporter devant ces situations.

Certains récits prennent des allures fantastiques ou ludiques. La couleur des balles dans la nuit, par exemple, est une image qui ressort de l'ordinaire: *«Tout ça ne m'importait pas... J'étais déjà habitué à ça (sourire). La nuit les balles étaient rouges, on devait se coucher par terre»* (Eduardo).

Aujourd'hui, en réfléchissant à leur vécu, ils s'aperçoivent qu'ils n'étaient pas conscients du danger : *«Un des guérilleros était connu. On connaissait son nom. Il passait souvent près de la maison. Je lui parlais. Je croyais qu'il était bon. Il était tout le temps armé (il sourit)»* (Eduardo).

Un de ces jeunes nous a raconté que ses parents lui ont dit qu'il fallait quitter leur demeure. Il s'est réjoui parce qu'il aimait faire ses bagages et aller en ville... Tandis que jusqu'alors quitter la maison signifiait aller se promener en ville, cette fois, ses parents parlaient de quitter pour fuir le danger. Il a compris plus tard ce que ce départ signifiait.

Entre les interviewés il y a quatre personnes originaires de la région de Caqueta, quatre de la région de Paisa, deux de la région de Santander, une de la région de Putumayo et une du Valle del Cauca. Toutes les personnes dont la région d'origine est Caqueta ont été témoins de l'assassinat d'un proche de la famille. La violence de la guérilla dans le secteur rural de Caqueta semble être plus significative que dans les autres régions. Trois des quatre personnes originaires de la région de Paisa avaient un rôle de leadership politique et communautaire. Ces trois personnes n'ont pas perdu des membres de la famille par assassinat mais ils ont du quitter à cause des menaces. La quatrième personne n'a pas perdu aucun membre de la famille non plus.

Entre les deux personnes originaires de Santander, une avait un rôle politique et l'autre non. Celle qui a perdu un proche par assassinat n'avait pas de rôle politique.

Les personnes originaires de Putumayo et du Valle del Cauca étaient des citoyens ordinaires. Les deux ont perdu des membres de la famille par assassinat.

Selon l'information que nos interviewés nous ont apporté, la guérilla, les paramilitaires et les narcotrafiquants ont le contrôle de différentes régions. Les méthodes violentes utilisées par ces groupes pour contrôler les populations par la terreur se ressemblent.

Cependant l'ampleur de l'impact de la violence sur la vie de la personne a une relation avec l'accès à la protection du gouvernement. Seulement une des personnes ayant un rôle politique a perdu un membre de sa famille par assassinat c'est la personne originaire de la région de Caqueta.

La description de l'expérience de victimisation nous permet de différencier les trois groupes selon la signification que les personnes lui attribuent.

Nous comparons comme suit l'impact de la victimisation sur les personnes des trois groupes selon la présence d'émotivité dans les récits de vie: les personnes qui, par leur rôle d'acteurs politiques, pouvaient attribuer un sens aux événements dont elles étaient victimes, étaient capables d'élaborer sur la souffrance, en parler à d'autres personnes, faire des dénonciations et trouver de la protection, ce qui a diminué l'angoisse dans leur expérience. Les personnes appartenant au groupe des citoyens ordinaires ont vécu ces expériences comme n'ayant aucun sens et avec un sentiment d'absurdité, ce qui leur a fait vivre un degré d'angoisse élevé. Pour quatre de ces cas, le récit de leur expérience les a fait revivre l'angoisse ce qui a surgi avec des larmes.

Les deux adolescents rencontrés ont été témoins de violence. Leur récit est détaché des émotions et ils ont manifesté s'être habitués à ce milieu violent. Aujourd'hui seulement, à distance, de façon rétroactive, ils prennent conscience des dangers auxquels ils ont été exposés.

4.5 Le déplacement

Suite à des assassinats de proches et des menaces reçues, la majorité des personnes interviewées ont fui leur milieu de vie.

Les personnes forcées de laisser leurs maisons et qui ont fui les menaces de mort sont des déplacés. Ceux qui appartenaient à des groupes qui n'ont pas de pouvoir se sont retrouvés cachés vivant des conditions de vie précaires dans une autre région de la Colombie ou à Bogota, capitale du pays.

La vie des déplacés est marquée par la peur d'être retrouvé, le déracinement, le regard méfiant des autres et des difficultés financières. Les personnes interviewées nous ont confié que pendant la période vécue comme déplacés, ils vivaient entassés parce qu'ils n'avaient pas assez d'argent pour payer un loyer. Ils avaient beaucoup de difficulté à travailler parce que les employeurs étaient méfiants des déplacés. Des membres des groupes armés illégaux se faisaient passer pour des déplacés dans le but de retrouver des personnes persécutées. La société en général était méfiante devant ces personnes ce qui a conduit à de la discrimination. Les parents apeurés cessaient d'envoyer les enfants à l'école pour les garder bien à la vue et pour éviter d'être retrouvés par les agresseurs. La méfiance de la société et la précarisation des conditions de vie augmenteraient la marginalisation de ces groupes :

«Il est difficile de se trouver un emploi en étant un déplacé. Nous étions rejetés. Les gens étaient méfiants parce qu'il y a beaucoup de corruption. Certains se font passer pour des déplacés pour retrouver les vrais déplacés. Les gens craignaient qu'on soit des guérilleros ou des paramilitaires» (Irene).

La situation de pauvreté et marginalisation des populations déplacées les rendaient plus vulnérables à la violence commune : *«Ma mère est encore là (...) Elle a été attaquée trois fois dernièrement pour se faire voler » (Irene).*

Par contre, les personnes déplacées demeurent très solidaires. Par exemple, pendant que certains font des petits travaux, les autres gardent les enfants. Des amis ou des parents offrent de l'hébergement à d'autres membres de leur réseau et partagent ce qu'ils ont à manger :

«Après nous sommes allés dans une autre région, dans une ville, chez une autre tante(...).Nous avons vécu aussi une année dans la région de X, à la ferme d'un autre parent. Mon père a beaucoup de famille. Nous sommes restés là. Ma mère était employée à la maison de la ferme. Moi aussi je travaillais (...) Deux tantes sont venues au Canada et nous ont aidés par la suite, pour faire les démarches pour venir» (Eduardo).

Synthèse :

Les personnes interviewées ont été des victimes directes ou indirectes de la violence organisée. Elles ont vécu des séquestrations, des persécutions, des menaces de mort. La plupart ont été témoins d'assassinats et de massacres. Ces derniers identifient les groupes armés tels que la guérilla et les paramilitaires comme des agresseurs et le gouvernement et ses institutions comme des défenseurs. Cependant, ceux qui n'avaient pas de pouvoir ne dénonçaient pas et ne demandaient de aucune aide.

La majorité a indiqué ne pas l'avoir fait parce qu'ils craignaient la présence d'informateurs infiltrés dans les différentes institutions. Cette situation laisse comprendre que pour eux, dans ce contexte, parler était mettre sa propre vie ou celle de sa famille en danger. Ce silence a contribué à briser les liens sociaux des victimes et à augmenter l'impunité des agresseurs (Mareschal, 2000 ; Kane, 1995 ; Gilligan, 1997).

Les personnes qui, par leur rôle politique, comptaient sur la protection du gouvernement, ont eu plus tendance à dénoncer les actes de violence. D'une certaine façon, ce rôle les amenait à faire partie d'un des groupes qui, selon eux, était un des acteurs du conflit, soit le gouvernement. Ce dernier leur assurait une protection qui n'était pas accessible à l'ensemble des citoyens. Cependant, procéder à ces dénonciations a augmenté le danger et les a obligés à partir.

Des actes de violence incluant des assassinats ont été commis sous prétexte que la victime était supposée avoir collaboré avec l'ennemi. Plusieurs personnes en étaient témoins. Ces actions et leurs impact sur l'entourage de la victime servaient à répandre la terreur qui renforce le silence et la soumission des communautés (Gilligan, 1997 ; Duhalde, 1982).

Selon l'information que nos interviewés nous ont apporté, la guérilla, les paramilitaires et les narcotrafiquants ont le contrôle dans différentes régions. Les méthodes violentes utilisées par ces groupes pour contrôler les populations par la terreur se ressemblent. L'ampleur de l'impact de la violence sur la vie de la personne a une relation avec l'accès à la protection du gouvernement. Seulement une des personnes ayant un rôle politique a

perdu un membre de sa famille par assassinat c'est la personne originaire de la région de Caqueta.

Suite à ces actes de violence la majorité des personnes interviewées ont fui leur milieu de vie (Badury, 1992 ; Bolzman ; 2001). Elles se sont déplacées dans une autre région ou à Bogota. Ceux qui n'avaient pas de protection du gouvernement vivaient cachés dans des conditions de vie précaires, les autres ont adapté leur vie aux mesures de sécurité disponibles.

Nous avons repéré dans les récits des différences dans les trois groupes, selon la signification attribuée à la violence vécue. Le rôle des personnes dans le contexte politique et social exerce une influence sur la possibilité d'attribuer un sens à l'expérience.

Les citoyens ayant un rôle politique avaient une compréhension des faits, ils avaient pris des décisions allant à l'encontre des intérêts groupes armés, ils s'attendaient à des réactions, ils recevaient, en plus, la protection du gouvernement.

Les citoyens ordinaires vivaient cette violence comme une irruption de non-sens. Ils n'avaient aucune emprise sur les événements. Ils étaient souvent obligés d'obéir à leurs agresseurs, en silence sous peine de subir des représailles.

Les jeunes interviewés ont appris à survivre dans ce milieu, ils ont toujours été témoins de cette violence, ils s'y sont habitués. Ils n'ont participé à aucune décision par rapport au départ. Ils ont compris de façon rétroactive la signification du départ et du degré de danger.

La présence d'angoisse est plus visible dans les récits des citoyens ordinaires. Elle se manifeste à travers des larmes à certains moments des entrevues. La possibilité de comprendre et d'élaborer l'expérience de souffrance a un impact sur le niveau d'angoisse vécue.

CHAPITRE V

LES CONSÉQUENCES DE LA VIOLENCE ORGANISÉE

Les conséquences de la violence nommées par les personnes interviewées sont les suivantes : la modification des habitudes de vie, la fragilisation de l'équilibre émotionnel, les pertes psychologiques, matérielles et autres, l'influence de la peur sur la perception de la réalité.

Nous vous présentons une description de ces conséquences.

5.1. Modification et adaptation des habitudes de vie

La majorité des personnes interviewées ont fait part de changements dans leurs habitudes de vie.

Le groupe qui bénéficiait de la protection du gouvernement a dû adapter leur vie aux mesures de sécurité organisées par ceux qui les protégeaient, ce qui a été vécu comme une limitation de leur vie personnelle et de leur liberté ainsi qu'une perte identitaire :

Le risque encouru à cause de mon rôle politique et les menaces contre ma vie de la part des groupes armés a suscité la mise en place de plusieurs mesures de sécurité qui ont eu comme effet une modification et adaptation de ma vie et celle de ma famille. Nous devons observer une discipline de sécurité. Les relations sociales ont été encadrées par ces mesures. Cela a été vraiment une perte de liberté et une perte d'identité (Ursula, femme adulte, ayant eu un rôle politique).

Ce changement a été teinté par un renforcement de l'isolement et de la méfiance, surtout dans le cas des citoyens ordinaires :

« J'ai changé, maintenant je prends le temps de bien connaître les personnes et savoir si elles sont sincères avant d'entrer en relation. (...) Je suis devenue prudente et méfiante. J'évite de dire ce que je pense pour ne pas avoir de problèmes avec personne » (Ariana, femme adulte mère de famille, fermière).

Dans le même groupe de citoyens nous observons que la présence de violence dans le milieu a imposé des changements de comportements, ces changements sont imposés par

des normes implicites propres à la dynamique de violence organisée (Gilligan, 1997 ; Weingarten, 2004). Ces changements, des essais d'assurer sa propre sécurité et celle des proches, facilitaient le contrôle des communautés par les groupes armés.

«Nous ne pouvions plus sortir. Nous avons peur. Si on sortait, on rentrait vite. On ne pouvait parler à personne. Ils nous surveillaient» (Irene, femme adulte mère de famille, fermière).

Un des jeunes nous a rapporté que la violence présente dans son milieu l'a obligé à interrompre la fréquentation scolaire. Cette interruption aura comme effet de retarder son parcours scolaire. En plus de l'impact émotionnel, la violence vécue produit des difficultés d'apprentissage :

«On arrivait toujours en retard parce qu'on allait lentement, des fois on n'y allait même pas. Une fois on était à l'école quand la guérilla s'est battue avec l'armée. L'enseignante a sorti un drapeau blanc et un drapeau de la Colombie. Nous sommes sortis tous dans la cour. On voulait qu'ils voient qu'il y avait des enfants pour qu'ils ne tirent pas dans l'école. C'était difficile d'aller à l'école. Je ne pouvais pas me concentrer pour apprendre» (Eduardo, adolescent).

Les habitudes de vie sont perturbées dans les trois groupes de participants. Ces modifications ont eu un impact sur la liberté personnelle dans le cas du premier groupe. Ces changements ont influencé la façon d'entrer en contact avec les autres et ont augmenté l'isolement dans le deuxième groupe. Finalement, ils ont eu un impact sur la scolarisation des jeunes interviewés.

5.2. Fragilisation de l'équilibre émotionnel.

Nous avons repéré dans les récits des sentiments vécus lors de l'expérience de violence qui, par leur intensité, ont produit des impacts émotionnels à long terme. C'est le cas, surtout, de la peur et de la rage refoulées (Kane, 1995 ; Gilligan, 1997 ; Weingarten, 2003). Nous avons identifié aussi l'importance de la nostalgie dans les récits de nos interviewés (Pocreau et Matins Borges, 2006). La peur est un sentiment qui apparaît dans tous les récits: La peur constante amène les personnes à un état d'alerte sans relâche. Kane(1995) ainsi que Riano Alcala, Colorado, Diaz et Osorio (2008) expliquent que cet

état est l'effet de la force écrasante subie. Cette force qui provoque et alimente la peur contribue aussi à développer un sentiment d'impuissance chez les victimes, ce qui les paralyse et les isole. Cette situation renforce le pouvoir de contrôle des groupes armés. *«J'avais peur tout le temps. Quand ont voit tuer quelqu'un on ne l'oublie jamais»* (Irene).

Certaines sensations évoquent des souvenirs effrayants, les événements qui produisent ces sensations sont rapidement perçus comme effrayants eux aussi. Ainsi des activités festives pour la communauté du pays hôte peuvent être désagréables pour ceux qui ont des souvenirs de guerre attachés à des sons ou des lumières d'explosions :

«Les enfants n'aiment pas les feux d'artifice. Ils ont peur que ces feux leur tombent sur la tête et les tuent. Ils ne veulent pas aller au parc voir ces feux. Ces bruits ressemblent aux bruits des bombes. Ça ne peut pas s'effacer» (Irene).

La rage refoulée est un autre sentiment qui revient dans plusieurs récits :

*«On se sent impuissant comme un vers de terre. (...)
Je sentais une forte rage intérieure et de l'impuissance (...)
J'ai appris à avaler ma rage pour survivre»* (Ariana).

Gilligan (1997) et Weingarten (2004) expliquent que chez les victimes de violence organisée le silence est imposé par des règles implicites ou explicites. Ce silence coexiste avec la honte et l'humiliation. La honte et l'humiliation cultivent chez les jeunes un désir de vengeance. *«Mon fils aîné disait souvent qu'il ne resterait pas sans rien faire après l'assassinat de son père. J'avais peur»* (Ariana).

L'impression d'absurdité s'approprie des expériences de violence : *«Les enfants avaient peur. Ils me demandaient le pourquoi de cette guerre. Je ne savais pas quoi répondre »* (Irene).

Rousseau (2000) explique que cette impression d'absurdité se produit par l'irruption du non-sens. La désorganisation de l'univers symbolique est causée par la même force écrasante nommée par Kane (1995). Les personnes qui ne font pas partie active du conflit

le voient arriver violement dans leur vie. Leurs vies se voient conditionnées par ce conflit comme l'explique cette dame :

«... la guérilla disait que ceux qui ne collaboraient pas avec eux étaient des collaborateurs du gouvernement, alors des ennemis. Ils ont commencé à tuer les personnes qui n'étaient pas d'accord avec eux. (...)Nous ne voulions pas nous mêler de ce conflit » (Irene).

La nostalgie, une douleur spécifique, une douleur de retour, apparaît dans les récits en accompagnant l'idéalisation du passé :

«Pour moi le plus dur a été d'arriver ici dans un appartement en ville après avoir vécu toute ma vie à la campagne... Nous étions habitués à des grands espaces, les enfants criaient, jouaient, couraient et sautaient. Ils touchaient à tout. Les voisins étaient loin. Les enfants ne dérangent personne. Ici, ils ne peuvent pas faire du bruit» (Irene).

Ce sentiment nostalgique protège l'identité et assure la continuité de soi. La nostalgie est focalisée sur un objet, le pays d'avant. Les liens d'avant sont très investis (Pocreau et Martins Borges, 2006).

Ces personnes sont habitées par deux mondes, deux espaces, deux temps et deux langues, ceux du pays d'origine et ceux du pays d'accueil. Elles sont en contact permanent avec ce qu'elles ne sont plus à travers l'attachement à l'objet nostalgique. Le pays d'origine n'ayant pas disparu laisse toujours place au rêve de retour, ce qui fait obstacle au deuil et ouvre la porte à l'ambivalence :

«Mon expérience en Colombie m'a laissé un triste souvenir mais je voudrais y retourner. Je ne comprends pas pourquoi. Des fois, je suis fâchée contre mon origine. C'est la femme politique qui veut y retourner. Ils ont besoin de moi, je pourrais toujours contribuer à un changement(...)» (Ursula).

La peur est un sentiment qui revient dans tous les récits, mais son intensité varie en fonction de l'accès à la protection du gouvernement.

La rage refoulée a été rapportée par six de nos interviewés dont cinq citoyens ordinaires et une personne ayant joué un rôle politique. Ce sentiment se manifeste comme un silence imposé accompagné de honte et d'humiliation.

Finalement la nostalgie est présente dans tous les récits mais l'ambivalence face au passé a été particulièrement décrite dans un récit de vie, celui d'Ursula, une dame fortement impliquée dans la vie politique de son pays d'origine.

5.3. Les pertes

Le contact avec ce qu'on n'est plus et avec ce qu'on n'a plus est présent à chaque jour pour les personnes qui ont dû quitter pour fuir la violence (Pocreau et Martins Borges, 2006). Les pertes, pour les réfugiés, sont importantes autant au niveau de l'être que celui de l'avoir. Nous avons identifié des pertes psychologiques, la perte de liberté, des pertes familiales et des pertes matérielles.

Les pertes au niveau psychologique.

Les réfugiés qui ont quitté en situation d'urgence ont perdu quelque chose d'eux-mêmes. Cette perte se situe sur un plan narcissique, sur leur propre identité. Le temps d'avant est perdu à jamais. Ils estiment ne plus être ce qu'ils ont été.

«Mes décisions étaient encadrées par des mesures de sécurité. Pour moi c'était une perte de liberté et une perte d'identité. (...) Je ne pouvais pas prendre des décisions par moi-même sans tenir compte des mesures de sécurité» (Ursula)

À partir du moment où la personne quitte son milieu où elle était reconnue par ses pairs pour se déplacer ou pour devenir un réfugié, son identité change, elle devient celle du déplacé ou celle du réfugié selon le contexte. L'identité est déterminée par le regard de l'autre (Pocreau et Martins Borges, 2006) mais les autres, en ayant changé de milieu, ne sont pas les mêmes qu'avant. Ces autres ne connaissent pas la personne, ils ne connaissent pas son histoire, ils ne reconnaissent pas sa souffrance. La situation de violence a obligé les déplacés et les réfugiés à laisser de côté leur identité pour s'adapter à un contexte où leur propre sécurité devenait la priorité.

La perte de liberté

Cinq personnes indistinctement de leur groupe de référence nous ont parlé d'une perte de liberté. La perte de liberté est vécue différemment selon la relation de la personne avec le pouvoir. Les citoyens ordinaires perdaient la liberté d'expression et la liberté de déplacements. *«Nous ne pouvions plus sortir, Nous avons peur. Si on sortait, on rentrerait vite. On ne pouvait parler à personne»* (Irene).

Les personnes qui avaient du pouvoir se sont vues obligées à planifier leurs déplacements ainsi que leur vie sociale en tenant compte des mesures de sécurité. Ces personnes étaient surveillées et toujours accompagnées de gardes du corps. Elles ont dû adapter leur vie à cette dynamique. Cette situation les a obligés à perdre la liberté de gérer leur vie de façon autonome.

*«Le risque encouru à cause de mon rôle politique et les menaces contre ma vie de la part des groupes armés a suscité la mise en place de plusieurs mesures de sécurité qui ont modifié ma vie et celle de ma famille. On devait observer une discipline de sécurité...
(...) Je ne pouvais pas développer une vie sociale ni une vie sentimentale comme j'aurais voulu»* (Ursula).

Les jeunes n'ont pas fait mention de la perte de liberté.

Les pertes sur le plan familial.

Dans des contextes de violence organisée, les échanges à l'intérieur des familles sont teintés de la crainte et du stress. La situation de danger occupe une place majeure dans la réalité vécue. La violence est un thème très présent dans la vie quotidienne.

«Le sujet des conversations était constamment relié à la dangerosité de la situation, tout tournait autour de la façon de trouver une manière de s'en sortir » (Ursula).

Les relations de couple et les relations parent-enfant sont influencées par le conflit social. Le besoin de quitter le milieu de vie pour s'en aller vers l'inconnu met les couples face à un défi. Si à l'intérieur du couple il y en a un qui est décidé à quitter et l'autre pas, une

rupture temporaire où définitive pouvait se produire. Celui qui propose le départ ressent la responsabilité de sa proposition : *«La situation de violence sociale affectait aussi notre couple. Moi je ne pouvais plus rester. Il ne voulait pas partir»* (Teresa, jeune femme mère de famille ayant eu un rôle de leadership communautaire).

«C'est dur pour le couple (...) En arrivant, on était tout le temps ensemble... des problèmes sont apparus (...) On se demandait si le couple pouvait passer à travers ça» (Sofia, mère de famille du groupe des citoyens ordinaires).

L'éloignement de la famille et des amis dans les cas de déplacement ou d'émigration forcée est aussi une perte. Ces pertes laissent les personnes dans une situation de deuil de longue durée (Vatz-Laaroussi, 2001) *«Mes parents sont restés en Colombie, je ne les ai pas revus. Ils me manquent»* (Oscar)

«Ma mère est encore là. Des fois je l'appelle. Je me sens très triste. Je me rappelle comment c'est difficile» (Irene).

«Je m'entretiens souvent avec ma mère sur Skype. Ce n'est pas comme la voir personnellement mais ça nous fait du bien» (Sofia)

Les pertes familiales sont ressenties autant au niveau des relations à l'intérieur de la famille, qu'à celui de la famille élargie. Par ailleurs, nous avons identifié un investissement important d'énergie pour entretenir des liens avec la famille élargie à partir de l'exil à travers des moyens comme le téléphone et différentes méthodes informatiques. Ce qui ne remplace pas la fréquentation directe des êtres chers, au dire de nos interviewés.

Les pertes matérielles

Deux des personnes interviewées nous ont parlé des biens qu'elles ont perdus.

«Après avoir eu une ferme et tout, on perd tout en une seconde. Nous nous sentons humiliés» (Irene).

«Nous avons une entreprise qui fonctionnait bien après plusieurs années de travail et d'effort. Nous étions indépendants financièrement. Nous avons une grande clientèle.»

Nous avons tout quitté et tout perdu. Il a fallu tout recommencer à zéro» (Francisco).

Les personnes qui ont quitté leur maison et leur milieu en situation d'urgence ont perdu leurs biens obtenus après des années de travail.

Ces personnes qui étaient autonomes financièrement, se retrouvent en situation de pauvreté et de vulnérabilité pendant la période de déplacement. En tant que réfugiés en terre d'accueil, ils doivent recommencer aussi du point de vue matériel et financier.

5.4. Le départ. La décision de quitter la Colombie

Certaines personnes déplacées provenant de la campagne ont pris la décision de quitter la Colombie, encouragées par des membres de leur famille élargie qui étaient déjà installés au Canada. La famille installée au Canada les a aidées avec les démarches pour la demande du statut de réfugié.

«Des sœurs de Pedro qui avaient été menacées avaient immigré ici. Elles communiquaient parfois avec nous. Elles nous ont envoyé les formulaires à compléter. Nous avons déposé les formulaires à l'Ambassade» (Irene).

«Le frère de mon mari vivait au Canada. La famille de mon mari proposait souvent à mon enfant de quitter la Colombie pour le Canada»(Ariana).

Le bien-être des enfants a poussé plusieurs parents à vaincre la peur de l'inconnu et à prendre la décision d'émigrer.

«Un jour mon fils m'a dit : il faut qu'on quitte, je ne veux pas retourner là où il y a des meurtres à tous les jours. J'ai pensé que je ne me pardonnerais pas si après avoir dit non quelque chose arrivait à mes enfants. Mon fils aîné disait souvent qu'il ne resterait pas sans rien faire après l'assassinat de son père. J'avais peur de quitter la Colombie, mais j'avais aussi peur que quelque chose arrive à mes enfants, alors nous avons quitté» (Ariana).

Nous observons dans ces cas que le moteur et l'encouragement à l'idée de quitter le pays suite aux menaces proviennent, dans les cas des citoyens ordinaires, du réseau familial (Vatz-Laaroussi, 2001).

Les personnes qui occupaient un rôle politique ont été conseillées et aidées par d'autres membres du gouvernement. La possibilité pour le gouvernement d'assurer ou non leur protection a été un élément déterminant dans la prise de décision. Leurs démarches d'immigration ont été facilitées par les contacts du gouvernement avec l'Ambassade du Canada.

«Comme le gouvernement colombien ne continuerait pas à me protéger une fois mon mandat terminé et les menaces étant encore présentes, j'ai été obligée de quitter la Colombie »(Ursula).

«Le général m'a dit que même avec les gardes du corps c'était trop dangereux pour moi et m'a conseillé de quitter pour le Canada».
(Oscar)

«Conseillée par le chef de la police, j'ai demandé l'aide de la Commission des Droits Humains du Sénat de la Colombie. Ils ont établi le contact avec le HCR et avec le gouvernement du Canada. J'ai obtenu la documentation et quitté la Colombie en 4 semaines» (Ursula).

Synthèse: Nous avons recueilli de l'information sur les conséquences de la violence organisée sur ces personnes. Plusieurs ont perdu des êtres chers et des proches ont été assassinés. Leurs habitudes de vie ont changé. Les personnes ont adapté leurs comportements en devenant plus isolés et plus méfiants. Ils ont développé un état d'alerte permanent (Kane, 1995 ; Riano Alcalá, Colorado, Diaz et Osorio, 2008). La rage refoulée est un sentiment qui revient dans plusieurs récits, accompagnée d'un sentiment d'impuissance, de honte et d'humiliation (Weingarten, 2003). La peur de l'inconnu accompagne l'obligation de tout quitter pour se protéger.

Les pertes pour ces personnes se sont accumulées. Elles s'opèrent sur le plan psychologique : perte de pouvoir, perte de liberté, perte d'identité. Sur le plan familial : séparation de la famille et des amis, deuil de longue durée, relations teintées de stress à

cause du conflit social. Sur le plan matériel : les personnes qui ont quitté leur milieu de vie en situation d'urgence ont perdu leurs biens accumulés après plusieurs années de travail.

Le bien-être des enfants a poussé plusieurs parents à vaincre la peur de l'inconnu et à prendre la décision d'émigrer. Le moteur et le soutien à la décision de quitter le pays suite aux menaces est, dans les cas des citoyens ordinaires, le réseau familial (Vatz-Laaroussi, 2001).

Les personnes qui occupaient un rôle politique ont été conseillées et aidées par d'autres membres du gouvernement.

CHAPITRE VI

LES EFFETS DE LA VIOLENCE ORGANISÉE SUR LE PROCESSUS D'INTÉGRATION DES REFUGIÉS COLOMBIENS AU QUÉBEC

Nous présenterons, dans ce chapitre, des effets de la violence organisée sur la vie des réfugiés interviewés, depuis leur arrivée au Québec. Nous aborderons des effets nommés par nos interviewés sur le plan psychologique, sur le plan familial et sur le plan social. Nous présenterons leur point de vue sur l'aspect spirituel de leur expérience.

Les personnes qui ont quitté leur pays en situation d'urgence parce que leur vie était menacée, amènent avec elles un état de stress particulier lié aux conséquences mentionnées dans le chapitre antérieur.

Elles se retrouvent dans un nouveau milieu, inconnu. Elles doivent apprendre une nouvelle langue pour entrer en contact avec les autres. Ces expériences, à l'arrivée, ajoutent du stress. Certains ont dû faire face, en plus, à des situations de stress supplémentaires comme la maladie ou des accidents. *«Peu après notre arrivée, Pedro a eu un accident de voiture»* (Irene).

Pour faciliter l'arrivée, l'installation et le premier contact avec la communauté d'accueil, un organisme communautaire a été créé dans la région de la Haute-Yamaska où nous avons réalisé la recherche. L'organisme est mandaté pour accueillir les réfugiés et les accompagner pendant les premières cinq années. Nous avons rencontré deux intervenants qui nous ont parlé des services de l'organisme. Cet organisme accueille les réfugiés dans un hôtel désigné en région. L'organisme les aide à préparer toute la documentation nécessaire pour leur installation, telle que l'obtention d'un numéro d'assurance sociale, l'obtention de la carte d'assurance maladie, l'ouverture d'un compte bancaire, la location d'un logement, l'inscription des enfants à l'école, etc. Les services de l'organisme incluent aussi la francisation et l'accompagnement pour la recherche d'emploi. L'organisme compte avec l'appui de la communauté de la région et l'implication de près de 200 bénévoles.

Trois employés de l'organisme parlent espagnol, langue maternelle des Colombiens. Parmi les bénévoles, un petit groupe parle aussi espagnol.

Les intervenants de l'organisme deviennent, ainsi, des personnes de référence en créant un pont entre les nouveaux arrivants et la communauté d'accueil.

Cet organisme fait la référence et l'accompagnement vers les services offerts dans le milieu, en cas de besoin.

6.1 Des symptômes physiques et psychologiques

Parmi les personnes interviewées trois, soit une de chaque groupe, nous ont confié avoir eu des symptômes comme des étourdissements, des pertes d'appétit et des difficultés à dormir. Deux, un adulte du groupe des citoyens ordinaires et un adulte du groupe de personnes ayant joué un rôle politique, ont eu des diagnostics de dépression, ont dû recevoir des traitements psychologiques et prendre des antidépresseurs. Dans un cas, cette situation s'est rendue jusqu'à une tentative de suicide :

«Je suis arrivée au Québec en croyant que je retournerais en Colombie dès que le danger diminuerait. Je ne m'adaptais pas à la vie au Québec(...) Je me sentais mal, j'avais perdu du poids. J'étais stressée, triste, nerveuse»(Ursula).

«Ça été difficile à notre arrivée.(...)Après l'accident, Pedro a eu des problèmes de santé. Il était souvent étourdi. Il prenait des médicaments. Un jour il a essayé de se suicider(...). Les médecins m'ont dit qu'il était dans un état dépressif » (Irene).

Les souvenirs effrayants peuvent réapparaître à travers des rêves et des cauchemars. Ces cauchemars à répétition conduisent à l'insomnie. L'insomnie a comme conséquence un état de fatigue constant qui a des effets nuisibles dans la vie quotidienne, comme l'explique ce jeune :

«Tout ça est resté dans ma tête. Je fais des cauchemars. Je rêve que nous sommes là au milieu de tout ça, qu'on veut nous tuer... Je fais de l'insomnie...de fois, je ne peux pas dormir... Je suis fatigué le lendemain. J'ai de la difficulté à me lever pour aller à l'école» (Eduardo).

Au moins un symptôme physique ou psychologique a été repéré à l'intérieur de chaque groupe. Pocreau et Martins Borges, (2006) expliquent la présence de ce type de symptômes comme l'effet d'une expérience de souffrance extrême dont la personne ne trouve pas le sens ni dans son univers symbolique ni dans sa culture. La personne ne parvient pas à nommer cette expérience et cette souffrance. Ne pouvant pas l'expliquer par des mots, elle tend, alors, à ressentir des symptômes physiques, ces symptômes traduisent la souffrance que le corps absorbe.

Les cauchemars à répétition, exemple de symptôme psychologique, réactualisent l'expérience en cherchant à la reproduire celle-ci pour lui trouver un sens, l'élaborer et ainsi diminuer la souffrance.

6.2 Des changements dans la dynamique familiale

Deux des familles qui ont vécu le plus de difficultés d'intégration reliées à leur isolement, ont vécu des ruptures du lien avec le réseau de leur famille élargie. Elles sont des familles associées au groupe des citoyens ordinaires. Cette rupture a été causée dans les deux cas par la culpabilisation de la femme par la belle-famille. Dans un cas pour l'homicide de son mari par un groupe armé, dans l'autre pour la dépression et la tentative de suicide du mari.

«La famille de Pedro m'a culpabilisée moi et les enfants de sa tentative de suicide parce que les enfants ont beaucoup de problèmes à l'école. La travailleuse sociale m'a dit que ce n'était pas de ma faute... je ne l'ai pas obligé à prendre les pilules » (Irene).

«La famille me culpabilise de la mort de mon mari. Ce qui a été très difficile pour moi. Je me suis éloigné d'eux » (Ariana).

Ces deux femmes sont le pilier de leur famille. L'une est seule avec les enfants et souffre d'isolement. L'autre est en charge d'une famille dont le mari souffre de dépression et a eu des ennuis avec la justice.

Le statut de la femme étant différent en contexte colombien et en contexte québécois, les couples font face au défi du changement de dynamique que cette différence amène.

«Le statut de la femme ici est différent. Le gouvernement l'appuie financièrement pour étudier. Une femme peut étudier, avoir un compte bancaire, avoir une voiture. Les femmes ici sont indépendantes. En Colombie, la société est plus machiste et les femmes sont dépendantes. Ça a demandé un effort d'adaptation pour lui» (Teresa).

Trois femmes, dont une du premier groupe et deux du deuxième, nous ont parlé des changements dans la dynamique intra familiale. Ces femmes ont assumé un rôle de leadership à l'intérieur de la famille. Ces changements sont influencés par des facteurs externes d'ordre social, tel que la différence de statut de la femme au Québec et en Colombie ; des facteurs d'ordre relationnel, tels que les conflits avec les familles élargies, ou du fait qu'elles se retrouvent seules suite à la mort ou la maladie de leur conjoint.

6.3 La violence à l'intérieur de la famille

Irene et Ariana ont fait partie d'une dynamique de relation violente qui caractérisait la famille bien avant le départ. Cette dynamique était acceptée socialement. Catani (2008) souligne que dans des contextes de violence organisée on retrouve la reproduction de cette violence à l'intérieur des familles. Ce qui explique le fait que dans leurs propos, ces deux femmes n'intègrent pas une position critique face à cette violence. Une d'entre-elles, par contre, nous fait part d'un changement de perspective sur sa situation passée. Ce changement s'est développé graduellement depuis son arrivée au Québec :

«Mon mari me disait souvent que je ne servais à rien et que j'étais laide. Je n'aimais pas ça mais je ne réagissais pas (...) Mon mari était terrible, il avait un caractère très fort. Il fallait savoir s'arranger pour ne pas avoir des problèmes. Je ne disais rien même si je n'étais pas d'accord avec lui. Je ne pourrais pas tolérer ça aujourd'hui. J'ai changé. Je croyais que j'étais capable de rien. J'ai découvert beaucoup de choses sur moi-même» (Ariana).

Rojas Viger (2000) a réfléchi à la relation entre le contexte de violence organisée et certaines dynamiques familiales violentes. L'auteure soutient que dans la vie quotidienne

des familles, comme c'est le cas entre le politique et les habitants, se reproduit un jeu de pouvoir asymétrique, cette fois entre l'homme et la femme ainsi qu'entre les parents et leurs enfants. Ce que l'auteure nomme «l'intériorisation de la domination», s'installe dans l'espace psychique et fait apparaître la violence comme un comportement normal.

La différence de perception face à ce qu'est la violence familiale dans la société d'origine et dans la société d'accueil amène souvent des conflits. Ces conflits ouvrent la porte aux processus de marginalisation qui se construisent à partir du regard de la société du pays hôte sur les Colombiens. Ce regard préoccupe la communauté colombienne en général, qui voit la réputation générale des Colombiens affectée par les actes d'un sous-groupe. Ce constat a été fait pendant la démarche exploratoire tenue avec les focus groupes des jeunes et un représentant adulte.

Vatz-Laroussi (2003) explique le conflit de différence de perception comme un malentendu causé par la non-connaissance du parcours migratoire de la famille de la part des interlocuteurs de la société d'accueil.

Nous observons que la signification de la transgression par rapport à la violence est différente dans les deux contextes culturels. Au-delà de ce qui pourrait être écrit dans la loi, l'interprétation de sa transgression est différente et les conséquences attendues aussi.

«Pedro s'est fâché (...) à cause du comportement des enfants. Il a frappé Mario (le plus vieux) avec sa ceinture. Mario a crié. Une voisine l'a entendu et a appelé la police. (...) C'étaient deux femmes policières (...) Elles ont vu les marques de la ceinture sur la jambe de Mario (...) Elles ont menotté Pedro. Je leur ai demandé pourquoi elles le menottaient s'il n'était pas dangereux. Il ne ferait pas mal à un moustique. Elles ont dit que c'était pour leur sécurité... Je me suis souvenue, quand la guérilla arrivait chercher quelqu'un et le sortait de la maison...ils attachaient les personnes et partaient comme ça...c'était pour les tuer...J'ai eu peur...Pedro aussi...Pedro est passé encore à la cours. (...) Le juge a dit qu'il avait déjà un dossier criminel. J'ai dit qu'il n'avait tué personne. Le juge a répondu qu'ici frapper quelqu'un avait pour conséquence d'avoir un dossier criminel» (Irene)

Cusson et Proulx (1999) expliquent que la communication non violente pour solutionner des conflits est possible seulement dans un espace social pacifié. Si l'individu se sent protégé des attaques par la force publique il peut se permettre de contrôler sa propre violence. Mais dans des contextes violents, comme celui de la Colombie, il serait acceptable d'avoir une certaine attitude agressive et courageuse pour se défendre, défendre les siens et défendre ses biens. Ce qui explique que des personnes seraient violentes dans un contexte et non dans l'autre : *«J'ai toujours été un homme spirituel, mais à cause de la violence, je me suis aperçu que je commençais à devenir violent moi aussi, je m'armais pour défendre ma famille et mes biens...»* (Luis)

Certains comportements violents ne seraient pas considérés comme des transgressions graves comparées aux massacres quotidiens. Riano (2005) soutient que les positions de pouvoir des groupes armés dans les communautés et le débordement des crimes violents amèneraient les individus à banaliser la violence.

«Il y avait la guérilla. La nuit je voyais les balles rouges passer. Nous étions habitués à tout ça. Nous voyions les hélicoptères qui volaient bas. Ils ne s'inquiétaient pas des gens. Ils lançaient des bombes. La guérilla tuait les gens (...)

Une fois on était à l'école quand la guérilla s'est battue avec l'armée. L'enseignante a sorti un drapeau blanc et un drapeau de la Colombie. Nous sommes sortis tous à la cour. On voulait qu'ils voient qu'il y avait des enfants pour qu'ils ne tirent pas dans l'école (...)

Tout ça ne m'importait pas, j'étais déjà habitué à ça» (Eduardo).

L'écart entre la limite de tolérance à la violence entre une société et l'autre, associé à des conditions de vulnérabilité qui précèdent la migration (extrême violence dans la région d'origine, relations violentes à l'intérieur de la famille avant la migration) fait en sorte que des réfugiés colombiens vulnérables, comme les membres de la famille d'Irene se retrouvent dans des situations de criminalisation au Québec, souvent pendant la période qui suit à leur arrivée et ce, dans des causes reliées à la violence intra familiale ou de violence à l'intérieur de la propre communauté culturelle.

Au début, ils ne considèrent pas que leurs actions soient des transgressions à une loi.

Ça fait moins de cinq ans que la famille d'Irene est arrivée. Les mécanismes de résolution de conflits utilisés en contexte de violence organisée n'ont pas changé sous l'influence du contexte québécois pacifié. Elle et sa famille reçoivent des services psychosociaux.

6.4. Les conflits à l'intérieur des familles et de la communauté colombienne, une source de malentendu avec la communauté d'accueil.

Une des interviewées nous a rapporté une façon particulière de vivre des conflits dans son milieu de vie. Nous avons identifié des éléments de surprise dans son discours par rapport à la réaction de son milieu de vie actuel. Elle a expliqué les différences entre le milieu de vie d'avant et le milieu de vie maintenant. Ces différences contribueraient, selon elle, à l'éclatement du conflit.

Sa famille, avec plusieurs enfants, habitait à la campagne. Elle s'est vue confrontée à un changement d'environnement majeur. En plus d'avoir changé de pays, cette famille a changé d'un milieu de vie rural à un milieu de vie urbain.

Les enfants habitués à des grands espaces sont bruyants et ont des comportements perçus comme inadaptés par les voisins des centres urbains. Ces comportements sont la source de conflits avec le voisinage et génèrent un stress supplémentaire chez les parents. Ce qui était perçu comme normal avant ne l'est plus maintenant. Les enfants sont confus. Ils en sont souvent frustrés. La famille développe un sentiment d'humiliation.

À ces conflits s'ajoutent des commentaires discriminatoires des voisins qui font allusion à l'origine des enfants.

«Pour moi le plus dur a été d'arriver ici dans un appartement en ville après avoir vécu toute la vie à la campagne. Nous étions habitués à des grands espaces, les enfants criaient, jouaient, couraient et sautaient, ils touchaient à tout. Les voisins étaient loin. Les enfants ne dérangent personne. Ici ils ne peuvent pas faire de bruit. Les voisins leur disent : enfants immigrants retournez dans votre pays. Nous sommes humiliés»(Irene).

Certains des enfants ont développé ce qui pour la société d'accueil constituent des problèmes de comportement à l'école. C'est la relation avec les professeurs qui est problématique. Les enfants n'acceptent pas leur autorité. Les parents interprètent cette situation comme provenant d'une confusion dans le discours tenu par l'école concernant

la liberté. Le discours sur la liberté des enfants dans la terre d'accueil prendrait une place démesurée à côté du discours sur les limites à respecter. Ce n'est pas ce à quoi les enfants sont habitués d'entendre en Colombie.

«Mes enfants ont compris cette liberté comme étant qu'ils tiennent les rênes de la situation dans leurs mains et qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent. Je leur parle, je leur dis comment se comporter. Qu'est ce que je peux faire d'autre? Il faut aussi que le personnel de l'école ne se laisse pas manipuler» (Irene).

Cette confusion dans la dynamique liberté-limites place certains parents dans un rôle d'impuissance. Ils ressentent leur perte d'autorité. Les enfants apprendraient certains mécanismes de la société d'accueil comme, par exemple, la possibilité d'appeler la police si leurs parents réagissent violemment. Certains parents ne sont pas habitués à réagir autrement.

La perception de perte d'autorité ainsi que le sentiment d'impuissance de certains parents est en lien avec le fait qu'en Colombie, les châtimements corporels font partie des meurs et coutumes. *«En Colombie si les enfants se comportent mal, les parents peuvent leur donner un coup de fouet. Les enfants savent qu'ils l'ont mérité » (Irene).*

Les malentendus entre les intervenants et les familles se produisent souvent à partir de la représentation différente que les institutions scolaires et que le milieu familial se font des enfants (Vatz-Laroussi, 2003).

Il y a eu des altercations à l'intérieur des familles qui ont amené des interventions d'institutions de la communauté d'accueil. Certains conflits à l'intérieur d'un groupe de colombiens se sont terminés par un acte de violence. Ce qui au Québec serait interprété comme un acte criminel, ne serait pas socialement condamné de la même façon en Colombie puisque le recours à la violence comme moyen de résolution de conflits arrive souvent en contexte de violence organisée (Rubio, 1999). Cette différence laisse les personnes perplexes lorsque les interventions institutionnelles arrivent dans le nouveau contexte pour la première fois. N'oublions pas qu'en Colombie, le taux d'homicides est le

plus élevé de l'Amérique Latine alors qu'au Canada, il en est le plus faible de l'Amérique. La différence de perception par rapport à la violence dans les deux contextes est importante.

«Pedro avait eu une altercation avec le mari de ma belle sœur. L'homme l'a accusé de vouloir le poignarder. La police est venue le chercher et l'a amené menotté. Il a passé à la cour. Il a un dossier criminel » (Irene).

Cette différence de niveau de violence sociale dans les deux sociétés pourrait expliquer ce qui est perçu comme une différence dans l'interprétation de ce qui constitue un acte criminel selon le point de vue des un et des autres.

La méconnaissance du parcours migratoire de la personne réfugiée, des changements que celui-ci génère ainsi que de son histoire personnelle, seraient source de malentendus de la part des représentants de la société d'accueil et de leurs interlocuteurs. Une lecture dissociée des conséquences individuelles et collectives de la violence pourrait avoir un impact négatif sur les possibilités de reconstruction des liens sociaux pour le réfugié liée à l'attribution de l'étiquette de «malade» ou de «violent» à la personne victimisée dans la société d'origine et exilée (Rousseau, 2000).

6.5. Le retrait comme mécanisme d'autoprotection

Toutes les personnes interviewées nous ont parlé de la solitude dans laquelle elles se trouvent depuis leur arrivée au Québec. Ce constat a aussi été fait par Plante et al. (2005). Quatre personnes ont expliqué qu'elles préfèrent ne pas avoir de problèmes. Pour éviter des problèmes, elles n'expriment pas leur pensée et surtout pas leur désaccord.

«Un jour un des enfants a appelé la police parce qu'un monsieur lui avait dit des choses racistes. La police a demandé à me parler. Le monsieur avait bu. Je ne voulais pas avoir de problèmes. La police m'a demandé si je voulais qu'ils viennent. Je leur ai dit que ce n'était pas nécessaire parce que je parlerais au monsieur. Je ne lui ai rien dit. J'ai parlé juste à mes enfants» (Irene).

«Ici si on a des problèmes, on ne le dit pas, on fait comme si tout était parfait » (Ariana).

«Ce que j'ai vécu m'a aidé à apprendre à mes enfants qu'il faut vivre la vie avec intelligence, savoir vivre sans avoir de problème avec personne, avoir une bonne entente avec tout le monde. S'il y a désaccord avec un ami, on peut en parler avec des bonnes paroles. Si l'autre n'est pas un ami, il vaut mieux s'éloigner»(Ariana).

Ce mécanisme de silence et de retrait a été développé comme méthode de survie en Colombie. Il a été transféré au nouveau contexte de la société d'accueil. Il est utilisé pour éviter les confrontations.

«Je souffre de solitude mais je cherche à être seule. Je veux passer inaperçue. Je n'aime pas rester longtemps dans des endroits où il y a beaucoup de gens» (Ariana).

L'évitement et le retrait augmentent l'isolement et produisent un sentiment de profonde solitude.

6.6. Les retards dans la scolarité des enfants

Le contexte d'insécurité rend souvent difficile l'assiduité à l'école en Colombie. Parfois les jeunes arrivent au Québec avec un peu de retard scolaire dû à des périodes d'interruption de la scolarité dans certaines régions à cause de la violence. *«Depuis notre arrivée à Bogota nous avons cessé d'envoyer les enfants à l'école. Ils étaient tout le temps avec nous. Nous avions peur» (Irene).*

L'insomnie, une des conséquences de la peur vécue, peut rendre difficile le rendement scolaire à cause de la fatigue : *« Je fais des cauchemars (...) Je fais de l'insomnie (...) j'ai de la difficulté à me lever pour aller à l'école» (Eduardo).*

Cette expérience de vie fait en sorte que pour ces jeunes réfugiés, l'école représente vraiment un effort supplémentaire.

6.7. L'ambivalence face au sentiment de liberté

Les personnes interviewées nous ont manifesté un sentiment d'ambiguïté par rapport à la signification de la liberté.

Elles vivaient un sentiment de liberté au début, tout de suite après leur arrivée. Ce sentiment serait la conséquence du sentiment de sécurité provoqué par l'éloignement du danger propre au contexte de violence organisée.

Avec les années, les personnes consultées se sont posé des questions concernant la signification de la liberté dans leur nouveau contexte, celui du Québec. La réglementation et le contrôle, qui procurent un sentiment de sécurité, imposent toutefois en même temps des formes de vie qui leur sont étrangères et qui leur donne l'impression d'un manque de liberté.

« En Colombie il n'y a pas de liberté d'expression à cause de la violence. Ici, au Québec la liberté est limitée ...Il ne faut pas faire du bruit. Ici je me sens réprimée parce qu'il faut vivre selon les règlements, on ne peut pas sortir des règles » (Irene, femme du groupe des citoyens ordinaires).

«Au Québec tout est organisé et encadré, la liberté est limitée par ces règles. En Colombie nous sommes le produit de la désorganisation» (Ursula, femme du groupe des personnes ayant eu un rôle politique en Colombie).

«Ici, si on a des problèmes on ne le dit pas, on fait comme si tout était parfait » (Ariana, femme du groupe des citoyens ordinaires).

Nous avons repéré une certaine l'ambivalence face au sentiment de liberté dans les deux groupes de participants adultes. Trois personnes ont comparé la liberté et le manque de liberté auparavant, en Colombie et maintenant au Québec.

En Colombie, il y avait un manque total de liberté à cause de l'impact que la violence organisée avait sur la vie des personnes et des communautés.

Au Québec, à leur arrivée, la sécurité produit un sentiment de liberté. Ensuite, au fur et à mesure que le temps passe, ces mêmes personnes nous ont confié avoir senti que leur liberté était limitée par une réglementation trop restrictive.

Les jeunes n'ont pas fait référence à leur sentiment de liberté.

6.8. L'identité

L'image que les personnes se construisent d'elles-mêmes est influencée par la relation qu'elles ont avec leur contexte. En plus, la perception des personnes du nouveau pays à propos des immigrants a un effet sur le processus d'intégration de ces derniers. Ainsi leur histoire de violence organisée et leur parcours migratoire laissent des traces sur leur propre identité (Mareschal 2004; Bolzman, 2001).

«J'étais une personne de défis...mais pas à cet extrême... quand je suis arrivé ici c'était différent, mon moral était affecté, mon ego était affecté, je n'avais rien, j'avais un accent, on me regardait de mauvaise façon, je me sentais démunie face à la situation (...) Aussi le fait de ne pas parler bien le français te fait perdre confiance en toi. Tu te demandes si les autres vont te comprendre ou non...» (Sofia, femme du groupe des citoyens ordinaires,).

Les personnes qui jouissaient d'un certain statut social ou politique ne l'ont plus une fois qu'ils quittent la Colombie, car ce statut est construit en relation à un contexte social et politique déterminé. En sortant de ce contexte, ce statut n'existe plus. De cette manière, une personne qui était diplômée universitaire et maire d'une ville ou encore une autre qui était député, se retrouvent en dehors de leur pays comme réfugiés qui ne parlent pas les langues officielles, dont le diplôme n'est pas reconnu et dont la trajectoire politique ne leur sert pas à s'insérer dans le milieu politique de la terre d'accueil. Cette perte de statut est aussi une perte de pouvoir. *«Je regrettais ma vie en Colombie, là-bas j'avais une position de pouvoir. Tout me manquait»* (Ursula, femme du groupe des personnes ayant eu un rôle politique en Colombie).

Nous avons constaté que ceux qui participaient activement en politique et avaient une compréhension de la dynamique politique et sociale de la Colombie n'ont pas vécu l'impact de la violence de la même façon que ceux qui étaient et voulaient rester en dehors du conflit mais qui ont vu leur vie basculer par l'irruption de la violence. Même s'ils ont vécu des séquestrations pendant plusieurs mois, ont vu des êtres chers se faire assassiner et ont été menacés de mort, ils ne se construisent pas une identité de victimes.

Ils gardent une perspective analytique de la situation. Ils se sont construit une identité d'acteurs politiques.

L'identité d'acteur politique est, pour eux, difficile à entretenir en dehors du contexte colombien. Ces personnes ont vécu le stress de la perte de statut qui a affecté leur perception d'eux-mêmes. En n'ayant ni pouvoir ni d'influence, ils se retrouvent devant un grand vide.

Devant cette situation, une de nos interviewés, par exemple, conserve l'idée de retourner à sa terre natale et un autre projette de démarrer une carrière politique en terre d'accueil. Dans le premier cas, elle est tournée vers le passé, ce qui amène plus de difficultés d'intégration. Dans le deuxième, il se projette vers l'avenir et développe un sentiment d'appartenance à la société d'accueil.

«Mon expérience en Colombie m'a laissé un triste souvenir mais je voudrais y retourner.

C'est la femme politique qui veut y retourner. La Colombie a toujours besoin de moi. Je pourrais aider à améliorer les choses» (Ursula).

«Je désire créer une association de Latino-américains pour défendre nos droits et diminuer la discrimination. Je voudrais aider ceux qui sont en situation précaire. J'aimerais en plus m'impliquer en politique. Peut-être en politique municipale » (Oscar).

Les personnes qui ont vécu l'irruption de la violence dans leurs vies se sont retrouvées impuissantes et démunies face à la force de cette violence. À partir de cette expérience, elles ont commencé un parcours de personne démunie qui se solde par la consolidation d'une identité de démunie construite de façon interactive avec les acteurs de la communauté d'accueil. Comme Plante, Bassole, Hamboyan, Kérisit et Young (2005) l'expliquent dans leur recherche, l'identité que les réfugiés avaient et désiraient conserver se déconstruit pendant le parcours migratoire. Dans leur recherche auprès des femmes africaines réfugiées au Canada, les auteures rapportent que des femmes actives dans leur terre d'origine se retrouvent souvent en situation de négociation de l'aide du

gouvernement en terre d'accueil Alors que ce que ces femmes souhaiteraient est de reprendre le contrôle de leur vie.

Le dilemme est de s'identifier à celui qui a toujours besoin d'aide ou à celui qui a le potentiel pour se refaire une vie.

«J'étais inquiet, je me demandais comment allait être le futur. Nous étions conscients que le futur c'était nous qui le construirions. Il ne fallait pas s'attendre à que quelqu'un sente pitié de nous et nous offre une vie en cadeau. Nous avons laissé de côté l'orgueil, nous étions des professionnels et ici nous avons commencé en faisant le ménage et en travaillant la terre. (...)

Je me suis aussi impliqué comme bénévole (...) pour redonner, en certaine manière, ce que j'avais reçu (...)

Je voulais démontrer aux personnes qu'on est capable (...)

Il m'a fallu monter une montagne très haute avec beaucoup d'effort mais c'est satisfaisant de regarder en arrière et voir le chemin parcouru» (Francisco, homme du groupe de citoyens ordinaires).

Trois des personnes interviewées nous ont parlé des changements de la perception qu'elles ont d'elles-mêmes depuis leur arrivée au Québec. Ces trois personnes sont au Québec depuis plus de cinq ans.

Parmi les changements répertoriés, on retrouve le développement d'un sentiment de confiance en soi et le développement d'un caractère déterminé en vue de réaliser ses rêves. Des personnes qui se considéraient timides et éprouvaient de l'insécurité personnelle, ont découvert leur détermination.

«À cause de la violence et de l'insécurité je croyais que je n'avais pas de caractère ni de personnalité. Maintenant j'ai découvert que si je veux savoir quelque chose je chercherai la réponse» (Ariana, femme adulte du groupe des citoyens ordinaires).

«Des gens me disaient que je ne pouvais pas le faire, que je n'avais pas la capacité, que je rêvais trop. Ça m'a fait mal. Cela a aussi été un défi(...). Aujourd'hui, j'ai terminé mes études (...)

Aller étudier, après tant d'années, était difficile, mais j'ai réussi toutes mes matières. Comme immigrante, on se donne le tout pour le tout» (Teresa, femme adulte, du groupe de personnes ayant eu un rôle de leadership communautaire en Colombie).

Le moteur de ce changement de perception de soi-même, pour Teresa et pour Ariana est d'une part la possibilité de vivre en sécurité, expérience toute nouvelle depuis des longues années, l'appui des membres de la famille, et d'autre part le développement d'une vie spirituelle, sujet qui sera abordé plus tard dans ce mémoire. *«Mes parents m'ont appuyé, mon mari et mes filles aussi (...) ma famille s'attendait de moi que je réussisse. J'ai terminé et je suis heureuse»* (Teresa, ayant un diplôme tertiaire en Colombie, a terminé un DEC au Québec).

Un de nos interviewés a exposé la situation sous un autre angle en parlant des choix à faire dans la vie face aux défis auxquels on est confronté.

«J'ai eu deux options, rester dans le passé et pleurer pour tout ce que nous avons perdu et continuer à me sentir une victime...Ou convertir ces obstacles en force pour m'en sortir» (Francisco, homme du groupe des citoyens ordinaires, il est diplômé universitaire de la Colombie, il y avait une entreprise).

Il nous a expliqué qu'après avoir vu sa famille en danger et avoir eu peur de la perdre, il ne perçoit plus la vie de la même façon. Il a changé son ordre de priorités. Sa force de caractère a augmenté. Nous identifions en lui la résilience repérée par Novac et Hubert-Shneider (1998) chez les victimes de violence organisée.

«Je ne voudrais jamais re- passer par là encore(...) J'ai laissé l'orgueil de côté(...) Je ne vois pas la vie de la même façon, le reste des choses ne me paraît pas si important. (...) J'ai renforcé ma force de caractère» (Francisco).

Selon lui le moteur d'une bonne intégration est *« la détermination, la volonté et la chance de rencontrer les bonnes personnes»*. Francisco s'est impliqué comme bénévole dans sa communauté en terre d'accueil, une habitude qu'il avait déjà en Colombie.

Nous observons que l'identité souffre des transformations tout au long du processus d'intégration des personnes réfugiées interviewées. Ces changements ont lieu dans l'interaction entre la personne elle-même et son milieu. Des éléments sur lesquels elles se reconnaissaient elles-mêmes, avant la migration, ne sont plus là. Les interlocuteurs ont changé, le contexte aussi. Leur statut socio-économique n'est plus le même. Les diplômes universitaires ne sont pas reconnus. Ceux qui tenaient un rôle politique ne l'ont plus.

Entre les quatre personnes qui ont occupé un rôle politique en Colombie, nous avons repéré la construction d'une identité d'acteurs politiques et non de victimes du conflit. Cependant, il y a deux tendances identifiables dans leurs discours dont une plus nostalgique attachée au passé et avec un rêve de retour (Bibeau, 1992 ; Moro, 1993) et une autre plus axée sur des projets d'avenir. La deuxième étant un facilitateur d'intégration.

Parmi les personnes du groupe de citoyens ordinaires, nous avons repéré plus d'angoisse vécue pendant l'expérience de violence, ce qui les a rendues plus vulnérables pendant la période qui a suivi l'arrivée. Nous identifions deux tendances dans le processus de reconstruction de leur identité : la construction d'une identité de personne démunie ayant besoin d'aide et une autre plus résiliente ayant construit une force qui s'appuie sur l'expérience vécue. Cependant ce processus n'est pas linéaire. Nous avons recueilli plus d'informations sur ce processus chez trois personnes qui sont au Québec depuis plus de cinq ans.

6.9. La demande d'aide

La demande d'aide, en Colombie, était une possibilité pour les personnes d'un de nos groupes d'interviewés, celui des personnes qui tenaient un rôle politique.

Les réfugiés colombiens qui exerçaient un rôle de pouvoir en Colombie ont demandé et ont reçu de l'aide du gouvernement. Cette aide était sous forme de protection assurée par les gardes du corps, de gilets pare-balles ou de voitures blindées.

Les citoyens ordinaires n'ont pas demandé d'aide. D'un côté parce que le gouvernement ne pouvait leur assurer ni aide ni protection, d'un autre parce que parler de leur situation et de ce qu'ils avaient vécu pouvait se retourner contre eux. N'oublions pas que la phrase

on ne sait jamais qui est qui prend tout son sens quand on est témoin de l'assassinat de proches ou de personnes de l'entourage sous prétexte de représailles contre les supposés informateurs.

Les habitudes par rapport à la demande d'aide sont teintées par l'expérience. Les personnes du deuxième groupe n'ont pas tendance à demander de l'aide. « *Je me sens gênée de demander de l'aide. Je ne veux pas déranger*» (Ariana)

Les jeunes demandaient l'aide seulement de leurs parents en Colombie. En arrivant au Québec, ils ont reçu de l'aide des intervenants d'intégration scolaire et de francisation sans l'avoir demandé. «*Ici, j'ai reçu l'aide de l'intervenant de l'organisme. Les professeurs de francisation m'aident quand j'ai de la difficulté avec mes études*» (Eduardo).

En arrivant au Québec, tous ont reçu de l'aide de l'organisme d'accueil sans que les personnes réfugiées en fassent la demande. Les services d'accueil sont organisés avant l'arrivée des personnes réfugiées. L'organisme les a accompagnées dans leurs démarches concernant leur installation et la francisation.

Seule une minorité des personnes ont reçu de l'aide pour gérer les émotions et le stress accumulés à travers leur histoire. Ce sont les jeunes et les familles de deux personnes du groupe de citoyens ordinaires.

Ceux dont les problèmes ont été détectés à l'école ou à travers des ennuis avec la justice, se sont fait offrir de l'aide.

Entre les personnes qui sont arrivées au Québec depuis moins de cinq ans deux, Eduardo (jeune) et Irène, ont vécu des difficultés psychosociales particulières, liées à leur expérience en Colombie. Ils ont reçu des services des institutions locales.

D'autres plus isolés et silencieux, qui ne se désorganisent pas, qui ont tendance à la solitude, souffrent en silence sans que personne ne s'en aperçoive. «*Je vis une profonde*

solitude et une grande tristesse. (...) Je me sens gênée de demander de l'aide. Je ne veux pas déranger» (Ariana).

Les familles qui ont vécu le plus de difficultés ont mobilisé les ressources de la communauté. Leur intégration a été encadrée et accompagnée. Même l'apprentissage de la langue, dans un des cas, a été stimulé par l'utilisation des ressources d'aide. *«Toutes les rencontres avec les professeurs et les travailleurs sociaux à cause des enfants m'ont permis d'améliorer le français» (Irene).*

La demande d'aide ne se fait pas facilement. Les interviewés du groupe des citoyens communs sont habitués à ne pas parler de leurs problèmes.

En Colombie seuls ceux qui avaient accès à la protection du gouvernement demandaient de l'aide. Les autres ne parlaient pas de leurs problèmes par peur des représailles.

En arrivant au Québec, l'aide est déjà offerte sans que personne ne fasse de demande. Elle a d'abord comme objectif de leur faciliter l'installation, la francisation et une certaine intégration. Ceux qui ont vécu des problèmes identifiés par les institutions de la terre d'accueil ont reçu de celles-ci une offre d'aide différente, plus spécifiquement reliée à l'aspect psychosocial.

6.10. La spiritualité

Parmi les personnes interviewées, on retrouve une majorité de catholiques et une minorité de protestants évangéliques. Quatre personnes s'identifient comme catholiques de tradition mais non pratiquants.

Parmi les croyants évangéliques et les catholiques, tous ont nommé Dieu dans leur récit, soit comme celui qui leur a sauvé la vie ou celui qui les a guidés lors de la fuite.

Ils ont dit aussi avoir reçu l'aide de personnes de l'église. *« Ils m'ont aidé, par exemple, avec les enfants lors de l'opération pour ma maladie»(Ariana).*

Ces personnes prient régulièrement. Elles ont confié qu'encore aujourd'hui, au Québec, en sécurité, elles continuent à demander de l'aide à Dieu. Elles le font à cause de

l'angoisse. La majorité des personnes interviewées disent vivre une grande solitude et une profonde tristesse, leurs prières sont souvent accompagnées d'introspection. Certains nous ont rapporté avoir vécu un processus d'auto-connaissance à travers la lecture de la Bible et de la prière. *«Je croyais que je n'étais capable de rien. J'ai découvert beaucoup de choses sur moi-même. Lire la Bible m'a aidée»* (Ariana, femme du groupe des citoyens ordinaires). *«Je pense que Dieu m'a guidé dans la jungle jusqu'à l'homme qui m'a aidé. Je crois que je suis vivant et au Canada grâce à Dieu»* (Oscar, homme du groupe des personnes ayant tenu un rôle politique en Colombie).

«Je demande toujours à Dieu d'aider les enfants pour ne pas avoir de problèmes à l'école » (Irene, femme du groupe des citoyens ordinaires).

La spiritualité est très présente dans la vie de la majorité des personnes interviewées autant avant l'exil qu'après. La majorité est catholique et un groupe est évangélique. La participation à leur église leur a permis de recevoir du soutien à certains moments. La relation avec Dieu à travers la prière et la lecture de la Bible est pour eux une manière de soulager leur souffrance.

6.11. Les relations sociales au Québec : relations entre Colombiens, avec les autres Latino-Américains et avec les Québécois

Huit des Colombiens interviewés, ont manifesté ne pas avoir de liens d'amitié avec d'autres Colombiens. Ils n'ont pas manifesté non plus d'intérêt à développer ces liens. Ils se perçoivent entre eux comme des personnes irrespectueuses et avec une tendance au commérage.

La phrase «on ne sait jamais qui est qui» qui avait été construite à partir de la possible présence d'informateurs dans les communautés qui accusaient les citoyens de collaborer avec les ennemis, prend, au Québec, la forme du commérage, de la critique et du parler sur le dos des personnes.

La méfiance qui était née comme mécanisme pour se tenir éloigné des dangers devient, en terre d'accueil, un mécanisme pour se tenir loin des critiques des autres et des problèmes. *«J'ai peu de relations avec les Colombiens. Je me suis rendu compte qu'ils murmurent, critiquent et aiment le commérage»* (Irene).

«Je n'ai pas beaucoup d'amis colombiens. Je les trouve difficiles. Je pense qu'ils ne connaissent ni l'amitié ni le respect. Ils sont portés à parler mal des personnes dans leurs dos. Ils font du commérage. J'ai choisi de m'éloigner » (Ariana).

Selon les personnes rencontrées, dans la plupart des cas, les citoyens en Colombie connaissent les membres des groupes armés et savent quels sont ceux qui commettent les crimes. Ils ne les dénoncent pas par peur des représailles.

Les personnes rencontrées ont affirmé qu'au Québec il y a certaines personnes qui étaient impliquées dans les groupes armés illégaux de la Colombie. L'effet de se retrouver face à une de ces personnes n'est pas le même ici qu'en Colombie. La différence est que ces personnes n'ont pas de pouvoir au Québec, alors elles ne provoquent pas la même peur qu'en Colombie.

«En Colombie la communauté est témoin des crimes et tous savent qui sont les criminels. (...) Il y a des Colombiens maintenant au Québec qui ont déjà fait partie des groupes paramilitaires ou guérilleros en Colombie. Ici ces personnes n'ont pas la même position. Je n'ai pas peur d'eux ici » (Ursula, femme du groupe ayant eu un rôle politique en Colombie).

Alors, même s'ils n'ont pas peur les uns des autres comme en Colombie, ils ne se font pas confiance non plus.

Les relations avec les autres Latino-américains se tissent à travers les activités économiques ou religieuses. *«Je n'ai pas d'amis latino-américains. J'ai plutôt des relations de travail avec eux» (Ursula).*

«J'ai des amis latino-américains autres que Colombiens, je les ai connus à la francisation ou au CEGEP» (Teresa).

Les personnes interviewées ont dit s'être fait quelques amis latino-américains qu'ils ont connus à travers le travail, les études ou à l'église.

La première réponse à la question portant sur les relations avec les Québécois a été dans tous les cas que les Québécois les ont bien accueillis. Ils leur sont reconnaissants.

Par contre, toutes les personnes consultées nous ont fait part d'une situation de discrimination qui s'est produite à un moment ou à un autre. *«Une fois une madame a dit à mes enfants qu'elle leur couperait la tête...La police est venue lui parler à elle et à son mari...Pourquoi humilient-ils mes enfants comme ça ? »* (Irene).

Cependant, la méfiance n'est pas présente dans les échanges avec les Québécois. Toutes personnes interviewées ont dit avoir au moins un ami québécois. Dans la majorité des cas ces relations ont commencé dans le cadre des activités d'une église et dans quelques cas, à partir de relations de travail.

La majorité des interviewés affirme ne pas avoir beaucoup d'amis à l'intérieur de la communauté colombienne. Ils entrent en relation avec les autres Latino-américains à cause du travail ou des études. Ils ne sont pas méfiants envers les Québécois.

Synthèse : Un état de stress particulier caractérise ces réfugiés à leur arrivée. Cet état se manifeste par des symptômes comme des étourdissements, des pertes d'appétit et des difficultés à dormir. Cette souffrance cause, dans certains cas, des états dépressifs qui peuvent mener à des tentatives de suicide.

Le retrait et le silence, mécanismes développés pour se protéger en contexte de violence, sont reproduits en contexte québécois pour éviter tout ennui, autant avec les autres Colombiens qu'avec la société d'accueil. Ces mécanismes augmentent l'isolement et produisent un sentiment de profonde solitude. Ces sentiments ont aussi été repérés par Plante et al. (2005) et Gilligan (1997).

La façon de régler des conflits apprise par un sous-groupe de personnes ayant vécu pendant plusieurs années en milieu de violence, sans aucune protection institutionnelle, n'est pas acceptable en contexte québécoise. Certains comportements ne seraient pas

considérés comme des transgressions en contexte colombien mais le sont en contexte québécois.

L'écart dans la perception de la limite de tolérance à la violence, entre une société et l'autre, fait en sorte que un sous-groupe de réfugiés colombiens, les plus vulnérables, se retrouvent dans des situations de criminalisation au Québec, souvent pendant la période qui suit leur arrivée.

Les familles voient leurs dynamiques relationnelles changer pendant leur parcours migratoire. Dans certains cas on assiste à l'isolement des familles du reste de la communauté et parfois à des ruptures des réseaux familiaux. Dans d'autres cas, la famille et la famille élargie soutiennent et encouragent l'intégration ce qui a été souligné aussi par Vatz-Laaroussi (2001).

Les femmes voient leur rôle à l'intérieur de la famille changer pour différentes raisons: parce qu'elles se retrouvent seules avec leurs enfants ayant immigré suite à l'assassinat du conjoint; parce que leur conjoint éprouve des difficultés suite à la violence et les pertes vécues; parce qu'elles peuvent commencer à s'épanouir et acquérir une autonomie sociale ou économique dans le contexte québécois où le rôle de la femme est perçu différemment.

La liberté est perçue comme un concept ambigu. Certaines personnes expriment que la réglementation et le contrôle, qui assurent la sécurité sociale, imposent en même temps des formes de vie qui leur font ressentir un manque de liberté.

Nous avons constaté que ceux qui participaient activement en politique et avaient une compréhension de la dynamique politique et sociale de la Colombie gardent une perspective analytique de la situation. Ils se sont construits une identité d'acteurs politiques. Ces personnes manifestent moins d'angoisse face à leurs souvenirs et se sont intégrées mieux en participant, selon leurs intérêts, à la vie collective de la communauté d'accueil. Cependant, nous avons repéré une tendance à la nostalgie et un rêve de retour chez une des interviewées de ce groupe.

Les formes de participation répertoriées sont le bénévolat et l'implication communautaire avec un intérêt pour la politique en terre d'accueil. Ces personnes ont obtenu un diplôme collégial ou universitaire et occupent un emploi.

Parmi ceux qui étaient des citoyens ordinaires, ceux qui étaient les plus démunis du point de vue socioéconomique sont ceux qui ont éprouvé le plus de difficultés d'intégration se manifestant soit par des périodes d'isolement importantes, soit par des comportements violents.

Les personnes qui ont vécu l'irruption de la violence dans leurs vies se sont retrouvées impuissantes et démunies devant elle. À partir de cette expérience, elles ont commencé un parcours de personne démunie qui se solde par la consolidation d'une identité de démunie construite de façon interactive avec les acteurs de la communauté d'accueil. Dans certains cas ils se retrouvent à reproduire des comportements violents tolérés dans leur communauté d'origine mais non dans leur communauté d'accueil. Dans d'autres, ils s'isolent en silence. Finalement, certains ont transformé l'impact de leur expérience en force de caractère ayant développé ce que Novac et Hubert (1998) identifient comme la résilience.

Ces personnes font face au dilemme de s'identifier à celui qui a toujours besoin d'aide ou de s'identifier à celui qui a le potentiel pour se refaire une vie. Le regard des acteurs de la communauté d'accueil participe à ce processus et influence l'identification.

Certains ont vécu deux changements depuis leur arrivée : suite à un certain découragement ils ont développé un caractère déterminé qui s'alimente de défis, ou qui se nourrit de l'appui de la famille, de nouveaux amis ou du développement d'une vie spirituelle.

CHAPITRE VII

LES PROJETS D'AVENIR

Les projets des réfugiés varient. Ils sont teintés de leur parcours et de leur histoire personnelle. Ainsi, ceux qui vivaient à la campagne, qui ont perdu leur propriété et qui ont dû quitter en catastrophe, construisent des projets qui s'alimentent de l'idéalisation d'un passé où ils étaient les vrais maîtres de leur vie. Ils généraient des ressources matérielles suffisantes pour bien vivre, ils étaient des propriétaires, leurs enfants avaient des grands espaces pour bouger. Pour eux, leurs projets ont tendance à vouloir reproduire une forme de vie semblable à celle qu'ils connaissaient en Colombie.

Ceux qui ont des enfants souhaitent qu'ils puissent étudier et se trouver de bons emplois. Les parents rêvent que leurs enfants réalisent des choses plus importantes que ce qu'eux-mêmes ont réalisé. Les enfants sont porteurs d'espoir (Vatz-Laaroussi 2001). Les enfants sont aussi moteurs de survie. C'est pour assurer leur sécurité que les parents ont pris la décision de quitter la Colombie, même si l'idée de vivre au Québec soulevait la peur de l'inconnu. Presque toutes les personnes qui avaient des enfants ont confié que face à l'adversité, ils ont choisi de prioriser les enfants. Ils ont trouvé les forces nécessaires pour faire face à leurs craintes en pensant à eux.

«Quand ma famille a été en danger, j'ai su que je pouvais la perdre.... Je les ai aimés encore plus. Ma force de caractère a augmenté. Si j'étais capable de passer à travers ça, les autres choses n'étaient pas si importantes» (Francisco, homme du groupe des citoyens ordinaires).

«J'avais peur de quitter la Colombie, mais j'avais aussi peur que quelque chose arrive à mes enfants, alors j'ai quitté» (Ariana, femme du groupe des citoyens ordinaires).

«Mes enfants ont trouvé le lieu idéal pour vivre et profiter de leur jeunesse. Ils ont oublié le danger de cette menace qui nous accompagnait tout le temps en ne sachant pas s'ils partaient, s'ils allaient rentrer en vie... Nous sommes arrivés ici et nous avons baisé la terre en action de grâces au Seigneur» (Luis, homme du groupe des personnes ayant joué un rôle politique).

Parmi les personnes qui étaient impliquées dans la vie politique de la Colombie, il y a un qui souhaiterait y retourner et un autre qui voudrait s'impliquer en politique au Québec.

«Je m'intéresse à la politique municipale (...)

J'aimerais aussi organiser une association de Latino-Américains pour développer l'entraide» (Oscar).

Quatre personnes du groupe de citoyens ordinaires qui participent actuellement à la vie communautaire dans leur terre d'accueil projettent de continuer à le faire. Ces implications leur ont ouvert les portes à une meilleure intégration et leur ont permis de contribuer au développement de leur communauté d'accueil. *«Je me suis aussi impliqué comme bénévole pour redonner en certaine manière ce que j'avais reçu» (Francisco).*

Toutes les personnes rencontrées sont retournées sur les bancs d'école au Québec à un moment ou à un autre. D'abord, toutes ont suivi le programme de francisation. La majorité a fait des études supplémentaires pour améliorer leur écriture en français. Trois des adultes rencontrés ont obtenu un diplôme québécois dont un diplôme universitaire et deux diplômes collégiaux, leur souhait étant de mieux s'intégrer au marché de l'emploi.

Les personnes qui ont obtenu les diplômes d'études les plus avancés sont les personnes qui avaient déjà des diplômes en Colombie.

Synthèse : Les projets des réfugiés sont teintés de leur parcours et de leur histoire personnelle. Certains idéalisent le passé perdu et le projettent dans le futur.

Les parents rêvent d'une meilleure vie pour leurs enfants. Les enfants sont porteurs d'espoir.

Certaines personnes qui participaient activement à la vie communautaire dans leur terre d'origine le font aussi dans leur terre d'accueil et projettent de continuer à le faire. Ces implications leur ont ouvert les portes d'une meilleure intégration en leur permettant aussi de contribuer au développement de leur communauté d'accueil.

Tous sont retournés aux études avec l'espoir de mieux s'intégrer et d'améliorer leur qualité de vie.

CONCLUSION

Douze personnes ayant vécu la violence organisée en Colombie ont pris part à cette recherche en partageant leur expérience dans un contexte de violence organisée et ses conséquences sur leur processus d'intégration au Québec. Ces personnes ont été accueillies comme réfugiés par le gouvernement du Québec et habitent la région de la Haute Yamaska.

Rappelons que cette recherche qualitative visait à décrire et comprendre les effets de la violence organisée sur le processus d'intégration des réfugiés colombiens installés au Québec. Plus spécifiquement, nous avons porté notre attention sur l'expérience de ces réfugiés en relation à la violence organisée en Colombie et son lien avec leur vécu depuis leur arrivée dans une région québécoise. Des entretiens semi-directifs favorisant la production de récits de vie ont servi à cueillir les données. Notre stratégie de diversification des répondants qui a consisté à interviewer des jeunes et des adultes de différent genre, originaires de différentes régions de la Colombie et habitant au Québec depuis moins de cinq ans et plus de cinq ans, permet de généraliser les résultats de la recherche avec certaines limites. Ces limites sont marquées par la taille réduite de l'échantillon, la possibilité de généraliser la conclusion seulement dans le contexte régional au Québec et le fait de que les personnes qui ont vécu une grande souffrance psychologique, peuvent perdre des souvenirs partiellement. Cependant, il est possible, au terme de cette recherche, d'établir certains constats concernant l'impact que la violence organisée a eu sur la vie de ces personnes et sur leur processus d'intégration à la société québécoise.

Toutes les personnes interviewées ont été victimes directes ou indirectes de violence organisée. Elles ont vécu des séquestrations, des persécutions ou des menaces de mort. La majorité a été témoin d'assassinats et de massacres.

Nous avons constaté que la plupart identifient les groupes armés tels que la guérilla et les paramilitaires comme des agresseurs et le gouvernement et ses institutions comme des

défenseurs. Cependant, ceux qui n'avaient pas de pouvoir ne dénonçaient ni ne demandaient de l'aide.

Plusieurs ont indiqué ne pas l'avoir fait parce qu'ils craignaient la présence d'informateurs infiltrés dans les différentes institutions. Cette situation laisse comprendre que pour eux, dans ce contexte, parler était mettre sa propre vie ou celle de sa famille en danger.

Les résultats de notre étude confirment que les personnes qui, par leur rôle politique, comptaient sur la protection du gouvernement, osaient dénoncer. Ce rôle les implique comme partie d'un des groupes qui, selon eux, est un des acteurs du conflit, soit le gouvernement qui leur assurait une protection non accessible à l'ensemble des citoyens. Cependant, avoir fait des dénonciations a augmenté le danger en les rendant vulnérables, ce qui les a amenés à quitter.

Des actes de violence dont des assassinats ont été commis par les groupes armés sous prétexte que la victime aurait collaboré avec l'ennemi. Plusieurs personnes en étaient témoins. Nous avons constaté une similitude entre les écrits sur les méthodes de la violence organisée, leurs impacts sur les communautés et ce qui nous a été rapporté par les personnes interviewées. Ces actions et leurs conséquences sur l'entourage de la victime serviraient à répandre la terreur, ce qui renforce le silence et la soumission des communautés (Kane, 1995 ; Morosawa, 1997 ; Lima, 1997 ; Rubio, 1999 ; Chaux, 2003). Suite à ces actes de violence, la majorité des personnes rencontrées ont fui leur milieu de vie. Elles se sont déplacées de région pour se retrouver finalement à Bogota. Ceux qui étaient sans protection du gouvernement vivaient cachés et dans des conditions de vie précaires. Les autres ont adapté leur vie aux mesures de sécurité.

Nous avons recueilli de l'information sur les conséquences que la violence organisée a eues sur ces personnes. Nous avons constaté que leurs habitudes de vie ont changé. Ils ont modifié leur comportement en devenant plus isolés et plus méfiants, la méfiance étant une stratégie de survie identifiée aussi par des auteurs comme Riano Alcalá, Colorado, Díaz et Osorio (2008) et pour Vatz-Laaroussi (2009). Ils ont développé un état d'alerte permanent. La rage refoulée est un sentiment qui revient dans plusieurs récits, elle est

accompagnée d'un sentiment d'impuissance, de honte et d'humiliation. La peur de l'inconnu se rajoute à l'obligation de tout quitter pour se protéger.

En plus, au moins deux interviewés nous ont fait part d'une expérience particulière concernant les sensations. Certaines d'entre elles évoquent des souvenirs effrayants. Quelques événements actuels, qui reproduisent ces sensations, sont rapidement perçus comme effrayants eux aussi, par association. Cette situation peut surprendre des personnes de la société d'accueil qui ne comprennent pas ces réactions.

Les pertes pour ces personnes se sont accumulées. Elles se manifestent sur le plan psychologique : perte de pouvoir, perte de liberté; sur le plan familial : séparation de la famille et des amis et deuil de longue durée, relations teintées de stress à cause du conflit social ; finalement sur le plan matériel : les personnes qui ont quitté leur milieu de vie en situation d'urgence ont perdu leurs biens accumulés après plusieurs années de travail.

Suite à la violence subie et au déplacement, ces personnes ont pris la décision de quitter la Colombie. Nous avons constaté que pour les citoyens ordinaires, le soutien à l'égard de la décision de quitter le pays suite aux menaces, vient du réseau familial. Tandis que les personnes qui tenaient un rôle politique ont été conseillées et aidées par d'autres membres du gouvernement.

Les personnes qui ont quitté leur pays suite à la violence organisée amènent avec elles un état de stress particulier. Au moins une personne de chaque groupe nous a fait part de cet état qui se manifeste par des symptômes comme des étourdissements, des pertes d'appétit, des cauchemars à répétition et des difficultés à dormir. Cette souffrance peut causer aussi des états dépressifs qui peuvent mener, à la limite, à des tentatives de suicide.

Cette expérience de violence en Colombie a eu des conséquences sur leur expérience de vie en terre d'accueil. Nous avons constaté que les interviewés ont développé des mécanismes pour se protéger en contexte de violence qui sont reproduits en contexte québécois pour éviter tout ennui, autant avec les autres Colombiens qu'avec la société

d'accueil: le retrait et le silence. Ces mécanismes augmentent l'isolement et conduisent à un sentiment de profonde solitude.

La façon de régler des conflits apprise pour certaines personnes, qui ont vécu pendant plusieurs années au milieu de la violence et sans recevoir aucune protection institutionnelle, n'est pas acceptable en contexte québécois. Certains comportements ne seraient pas considérés comme étant des transgressions en contexte colombien mais le sont en contexte québécois.

L'écart entre la perception de la limite de tolérance à la violence entre une société et l'autre, associé à des facteurs de vulnérabilité personnelle et sociale, fait en sorte que souvent les réfugiés colombiens les plus vulnérables se retrouvent dans des situations de crise au Québec, pendant la période qui suit leur arrivée.

En plus, dans le cas des deux jeunes interviewés, nous avons constaté qu'ils minimisaient l'impact de la violence dans leur vie, en Colombie, parce qu'ils se sont habitués à vivre dans ce contexte. Ils n'ont pas participé à la décision de partir. Ils ont réalisé le degré de danger auquel ils étaient exposés, rétroactivement, à partir de l'expérience de vie dans une société pacifiée comme la Québécoise. Cependant, le processus d'intégration qui a suivi s'est déroulé différemment dans les deux cas. Les processus d'intégration de leurs familles respectives ayant eu une influence importante.

Nous avons constaté aussi que les familles voient leurs dynamiques relationnelles changer pendant leur parcours migratoire. Les femmes voient leur rôle à l'intérieur de la famille changer pour différentes raisons: parce qu'elles se retrouvent seules avec leurs enfants ayant immigré suite à l'assassinat du conjoint; parce que leur conjoint éprouve des difficultés suite à la violence et les pertes vécues; parce qu'elles peuvent commencer à s'épanouir et acquérir une autonomie sociale ou économique dans le contexte québécois où le rôle de la femme est perçu différemment.

Il est à souligner aussi que la liberté est perçue comme un concept ambigu par la majorité des interviewés. Elle n'existait pas en contexte de violence. La plupart des personnes consultées ont affirmé qu'en contexte québécois, la liberté est ressentie au début par l'éloignement du danger. Cependant, avec les années, elles se sont posées des questions

concernant la signification de la liberté dans le nouveau contexte. Elles expriment que la réglementation et le contrôle permettent de développer un sentiment de sécurité tout en imposant en même temps des formes de vie qui leur font ressentir le manque de liberté.

En ce qui concerne la place occupée par les conséquences de la violence organisée sur l'identité des personnes tout au long du processus d'intégration, nous aimerions attirer l'attention sur le fait que ceux qui participaient activement à la vie politique avaient une compréhension de la dynamique politique et sociale de la Colombie reliée à leur rôle. Ils gardent une perspective analytique de la situation. Ils se sont construits une identité d'acteurs politiques à l'intérieur de leur parcours. Ces personnes manifestent moins d'angoisse face à leurs souvenirs. Tandis que cinq personnes appartenant au groupe de citoyens ordinaires qui ont vécu l'irruption de la violence dans leur vie se sont retrouvées impuissantes et démunies face à la force de cette violence. À partir de cette expérience, elles ont commencé un parcours de personne démunie qui se solde, dans quatre cas, par la consolidation d'une identité de démunie construite de façon interactive avec les acteurs de la communauté d'accueil. Ceux qui, en partant étaient moins scolarisés et menaient un mode de vie plus isolé en Colombie, ont éprouvé plus de difficultés d'intégration au Québec. Dans un des cas, nous identifions une reproduction des comportements violents tolérés dans la communauté d'origine mais pas dans la communauté d'accueil. Dans la majorité des cas, nous retrouvons l'isolement et le silence comme mécanismes d'évitement des conflits et d'autoprotection.

Toutes ces personnes font face au dilemme de s'identifier à celui qui a toujours besoin d'aide ou de s'identifier à celui qui a le potentiel pour se refaire une vie. Le regard des acteurs de la communauté d'accueil participe à ce processus et influence l'identification. Par exemple, trois des personnes interviewées ont vécu deux changements depuis leur arrivée, le deuxième étant le développement d'un caractère déterminé qui s'alimente des défis. Dans d'autres cas, il est nourri de l'appui de la famille ou des nouveaux amis ou du développement d'une vie spirituelle.

Si l'on sait que les réfugiés colombiens ont reçu de l'aide d'un organisme d'accueil à leur arrivée pour s'installer et qu'ils ont reçu de l'aide psychosociale dans les seuls cas où il y a eu une recommandation suite des problèmes à l'école ou des ennuis avec la justice, il faut souligner que dans la majorité des cas, les personnes restent isolées et souffrent en silence. La demande d'aide n'est pas possible en contexte de violence organisée pour les citoyens ordinaires. Ces personnes ne sont pas portées à demander de l'aide dans le nouveau contexte non plus. Elles ne sont pas habituées à en demander ou en recevoir.

Nous aimerions attirer l'attention sur le fait que les Colombiens développent peu de liens entre eux en raison d'une certaine méfiance entretenue par les conflits internes dans leur pays d'origine. Ils ont quelques amis québécois. Ils sont reconnaissants de l'aide reçue des Québécois et ne sont pas méfiants envers eux. Cependant, tous ont rapporté avoir vécu au moins un épisode de discrimination. Les relations avec les autres Latino-américains se construisent à travers le travail ou les études.

Les projets des réfugiés sont teintés de leur parcours et de leur histoire personnelle. Certains ont tendance à reproduire une forme de vie semblable à celle qu'ils avaient en Colombie. Le bien-être des enfants a poussé plusieurs parents à vaincre la peur de l'inconnu et à prendre la décision d'émigrer. Ils rêvent que leurs enfants réalisent des choses plus importantes que ce qu'eux-mêmes ont réalisé. Les enfants sont porteurs d'espoir. Les enfants sont aussi moteurs de survie. Ce qui nous amène à préciser que les enfants portent un potentiel facilitateur de l'intégration de la famille.

Quant à l'implication dans la communauté d'accueil, nous avons constaté une grande diversité de points de vue mais plus de participation active dans le cas des personnes du groupe des citoyens ordinaires. Une des quatre personnes appartenant au groupe ayant exercé un rôle politique en Colombie a comme projet de s'impliquer socialement dans sa communauté en terre d'accueil pour ensuite commencer à participer à la vie politique. Une autre personne du même groupe rêve de retourner poursuivre sa carrière politique en Colombie, demeurant ambivalent face à son passé. Les deux autres n'ont plus d'intérêt politique.

Quatre personnes du groupe de citoyens ordinaires participent actuellement à la vie communautaire en terre d'accueil, comme bénévoles. Elles projettent de continuer à le faire. Ces implications leur ont ouvert les portes à une meilleure intégration et leur ont permis de contribuer au développement de leur communauté d'accueil.

Un des jeunes éprouve des difficultés d'apprentissage scolaires à cause de retards accumulés en Colombie. À ces difficultés s'ajoutent l'isolement, une fatigue causée par les cauchemars ainsi qu'une perte d'estime de soi. L'autre jeune continue ses études au Cégep avec l'encouragement de sa famille, élément facilitateur de sa démarche.

Quatre personnes dont une du premier groupe et trois du deuxième, éprouvent une grande nostalgie. Une douleur spécifique, une douleur de retour, qui protège l'identité en assurant la continuité de soi et qui se focalise sur l'objet nostalgique, le pays d'avant idéalisé. Ces personnes éprouvent des difficultés d'intégration. Elles n'arrivent pas à investir suffisamment dans des projets actuels parce que leurs souvenirs idéalisés sont encore trop investis. Elles songent au retour au pays d'origine idéalisé. Elles n'arrivent pas à élaborer le deuil de ce qui est perdu.

Nous identifions donc quatre expériences de processus d'intégration des Colombiens sur lesquelles il est possible de voir les effets de la violence organisée.

La première se caractérise par l'isolement et le retrait accompagnés de méfiance. Ces mécanismes développés en contexte de violence organisée servaient à se protéger des représailles des groupes armés. Ils sont reproduits en terre d'accueil où ils servent à éviter les problèmes, les conflits et les confrontations, autant avec les autres membres de la communauté colombienne qu'avec les membres de la communauté d'accueil. Nous faisons, ainsi, le lien entre la méfiance, stratégie de survie identifiée par Riano Alcala et al. (2008) et Vatz-Laaroussi (2009) en contexte de violence organisée, et la méfiance comme stratégie reproduite en contexte de la terre d'accueil.

La deuxième est présente dans une minorité des cas mais est plus visible que les autres. C'est la reproduction de comportements violents perçus différemment dans la société d'origine et dans la société d'accueil. Ces comportements sont considérés comme transgressions dans une société pacifiée comme la Québécoise et rendent plus difficile le processus d'intégration. Cette expérience a été rapportée pendant la démarche exploratoire par les focus groups avec les jeunes et les intervenants. Parmi les douze personnes interviewées, une seule, qui appartient au groupe des citoyens ordinaires, nous a fait part de ce type d'expérience. Ces comportements mobilisent plus de ressources et de services de la communauté d'accueil et inquiètent la communauté colombienne qui se préoccupe de sa réputation en terre d'accueil.

Il est à noter que ces comportements étant le fait d'une minorité des personnes risquent de généraliser une perception de la communauté d'accueil sur l'ensemble du groupe seulement parce son extroversion les rend plus visibles.

La troisième est l'expérience influencée par un deuil prolongé tel que décrit par Pocreau et Martins Borges (2006). Un deuil caractérisé par l'attachement à un objet nostalgique, le pays d'origine, la vie d'avant. Le passé est idéalisé. Il est très investi, ce qui rend difficile l'investissement des projets de vie dans la terre d'accueil. Cette expérience de deuil rend le processus d'intégration plus long et souffrant.

Finalement, cinq personnes interviewées ont vécu des changements positifs depuis leur arrivée comme le développement d'un caractère déterminé, la consolidation de l'estime de soi et de nouveaux liens sociaux. Deux personnes ont décrit cette expérience comme un changement d'attitude face aux difficultés. Les difficultés deviennent des défis, ils sentent qu'en ayant été capables de surmonter le danger, de survivre et de mettre leur famille en sécurité, ils sont devenus plus forts. Deux personnes ont nommé l'appui de la famille ou des nouveaux amis comme des facilitateurs du processus d'intégration. Dans quatre cas, la vie spirituelle, qu'ils entretenaient bien avant la migration, ou la participation à une église, les a aidées à mieux s'intégrer.

L'intégration étant un processus interactif et dynamique, les expériences des processus nommés ne s'excluent pas nécessairement les unes les autres. Elles peuvent faire partie d'une étape dans la vie d'une personne. Elles ne sont pas les seules expériences possibles.

La violence organisée a de conséquences à court, moyen et long terme sur la vie des victimes. Ces séquelles perdurent autant pour les hommes, les femmes, les jeunes que les moins jeunes. Par contre, tous ne gèrent pas ces séquelles de la même façon. La manière dont la violence a été vécue varie selon la personnalité de la victime, son rôle social et politique et ses relations interpersonnelles. En revanche, les séquelles sur le processus d'intégration des réfugiés en terre d'accueil sont perceptibles dans tous les cas.

Cette étude permettrait aux professionnels qui travaillent auprès de ces victimes, de mieux les comprendre, mieux les soutenir et mieux les accompagner dans le processus d'intégration dans la société québécoise.

BIBLIOGRAPHIE

ALTAMIRANO, C. (1997) *L'intervention jeunesse et la diversification ethnoculturelle : comment adapter ses compétences?* Montréal. Centre de Psychoéducation du Québec et Association des Centres de jeunesse du Québec.

ADAM, J.M. (1991) *Le récit*, 3e éd. PUF, Paris.

AGENCE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIÉS (2009) <http://www.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/excom/openssldoc.htm?tbl=EXCOM&id=3ae68cd38>. Consulté le 15 mars 2010.

AMNESTY INTERNATIONAL (2008) La situation des droits humains dans le monde. Colombie. *Rapport 2008*. <http://thereport.amnesty.org/fra/regions/americas/colombia>. Consulté le 10 septembre 2008.

BARUDY, J. (1992) La violence comme organisatrice de la subjectivité individuelle, familiale et sociale, Paris, *Neuropsychiatrie de l'enfance*, 40-7, p.363-377.

BARUDY, J. (1992) Migration politique, migration économique : une lecture systémique du processus d'intégration des familles migrantes. *Santé mentale au Québec*. Vol.17, No. 2, p. 47-70 <http://www.erudit.org/revue/smq/1992/v17/n2/502070ar.pdf>.

BANDURA, A. (1973) *Aggression: A Social Learning analysis*. Englewood Cliffs, N.J. : Prentice Hall.

BERTAUX, D. (2005) *L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie*. Paris. Armand Colin.

BETANCOURT, D.; GARCIA, M. (1991) *Matones y cuadrilleros*. Bogotá, Tercer Mundo Editores-Instituto de estudios políticos y relaciones internacionales.

BIBEAU, G. et al (1992) *La santé mentale et ses visages. Un Québec pluriethnique au quotidien*. Boucherville. Gaëtan Morin.

BOLZMAN, C. (2001) Politiques d'asile et trajectoires sociales de réfugiés : une exclusion programmée. *Sociologie et sociétés*. Vol. 33, No. 2, p.133-158.

BUSS, A. H. (1961) *The Psychology of Aggression*. New York : Wiley.

CARTER, A. (1980) *Autoridad y democracia*. Buenos Aires: Eudeba.

CATANI, C. (2008) Family violence, War and Natural Disasters: A study of the effect of extreme stress on children's mental health in Sri Lanka. *BMC Psychiatry*. BioMed Central. p.1-10 <http://www.biomedcentral.com/1471-244X/8/33>.

CELS, S. (1982) *El secuestro como método de detención*. Buenos Aires: Cuadernillo.

CHAUX, E. (2003) Agresión reactiva, agresión instrumental y el ciclo de la violencia. *Revista de estudios sociales, Vol. 15*, p. 47-58. Bogotá, Universidad de los Andes.

CINEP (2002) <http://www.c-r.org/our-work/accord/colombia/images/mapa1997-2002.jpg>
Consulté en septembre 2010.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA (2008)
<http://www.cic.gc.ca/francais/refugies/index.asp>. Mise à jour le 19-06-2009.

COHEN-EMERIQUE, M. (2000). L'approche interculturelle auprès des migrants. *L'intervention interculturelle*. p.161-184. Montréal, Paris. Gaëtan Morin éditeurs.

COMMISSION COLOMBIENNE DES JURISTES (2008) Communiqué de presse. *Universal periodic Review* http://www.upr-info.org/IMG/pdf/Comunicado_EPU_final.pdf

CUSSON, M.; PROULX, J. (1999) Les connaissances et les tendances. Que savons-nous sur la violence criminelle? *Les violences criminelles*. p. 9-41. Québec. Les Presses de l'Université Laval.

DANIELI, Y. (1998) *International handbook of multigenerational legacies of trauma*. New York. Plenum Press.

DESLAURIERS, J-P. et KÉRISIT M. (1997) «Devis de recherche et échantillonnage :Le devis de recherche qualitative» dans Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives (Ed.)*La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologique*.pp85-109. Montréal : Gaëtan Morin éditeur.

DUHALDE, E. (1983) *El estado terrorista argentino*. Buenos Aires: El Caballito.

DUHALDE, E. (1987) El Estado terrorista: elementos para su caracterizacion. Crisis democratica y métodos terroristas. *Terrorismo de estado: Efectos psicologicos en los ninos*. Buenos Aires : Paidós.

ENCYCLOPÉDIE CANADIENNE (2009)
<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=f1ARTf0008378>
Consulté le 15 mars 2010.

FREUD, S. (1920) Beyond the pleasure principle. *The Complete Psychological Works of Sigmund Freud, Vol. 18* London: Hogarth Press.

GILLIGAN, J. (1997) *Violence: Reflections on a national epidemic*. New York. Vintage Books.

GENTRY, W.D. (1970) Effects of frustration, attack and prior aggressive training on overt aggression and vascular processes. *Journal of Personality and social Psychologie*. No. 16 p. 718-725

GOVERNEMENT COLOMBIEN : www.presidencia.gov.co Consulté en février 2009.

HONNETH, A. (1995a) *The Fragmented World of the Social*. Albany, Suny Press.

HONNETH, A. (1995b) *The Struggle for Recognition*. Albany. Polity Press.

HOULE, F. (1999) Citoyenneté, espace public et multiculturalisme: la politique canadienne de multiculturalisme *Sociologie et sociétés* Vol. 31, No. 2, p.101-123.

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE AGUSTIN CODAZZI, 2005. Carte politique de la Colombie. http://pijinodelcarmen-magdalena.gov.co/apc-aa-files/66656664336537633033316437326161/politico_administrativo.jpg
Consulté en septembre 2010.

KANE, S. (1995) Working with victims of organized violence from different cultures. *Cross and Red Crescent Guide*. Genève. p.5-8.

KORDON, D.; EDELMAN, L. ; LAGOS, D. ; NICOLETTI, E. ; KERSNER, D. ; GROSHAUS, M. (1992) Torture in Argentine. *Torture and its consequences: Currents treatment approaches* .p. 95-107 (dir. Basoglu) Cambridge, Cambridge University Press.

LACROIX, M. et SABBAN C. (2007) La violence sexuelle contre les femmes dans les pays en guerre et vivant des conflits ethniques : défis pour la pratique. *Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire* Vol. 13, No. 1, 2007, p. 18-40.

LAFORTUNE, L. et GAUDET, E. (2000) Lexique. *Une pédagogie interculturelle*. St-Laurent. ERPI.

LAPERRIÈRE, A. (1997) «La théorisation ancrée (grounded theory): démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées» dans Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives (Ed) *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*.p.309-333. Montréal : Gaëtan Morin.

LANPHIER, E. (1981) Canada's reponse to refugees. *International migration revue*. No.1, p. 113-140.

LAZZERI, P. ; DU BOIS, P. (2005) *Le conflit armé en Colombie et la communauté internationale*. Paris. L'Harmattan.

LIMA, M. de la L. (1997) Abuse of Power and Human Rights Abuses: Victimology and abuse of power. *Caring for crime victims: selected proceedings of the Ninth International*

Symposium on Victimology, p. 247-270 Amsterdam. Jan J.M. van Dijk, Ron G.H. van Kaam, Jo-Anne Wemmers.

MARESCHAL, J.(2004) Orienter et réinventer ses pratiques citoyennes : le cas des immigrants et réfugiés kabyles à Montréal. *Les Cahiers du Gres, Vol. 4, No. 1*, p. 89-104.

MAROTTE, C. (1999) Faut-il être une victime pour devenir citoyen ? *Prisme* 28. p.8-16.

MARTURANA, H et VARELA, F (1984) *El arbor del conocimiento : las bases biológicas del entendimiento humano*. Santiago. Editorial Universitaria.

MATURANA, H. et VARELA, F. (1988) Êtres humains individuels et phénomènes sociaux humains et La biologie du changement. Auto-référence et thérapie familiale. *Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux. No 9*. Paris. Privat.

MEDINA, C. (1990) *Autodefensas, paramilitares y narcotráfico en Colombia*. Bogotá, Editorial documentos periodísticos.

MICHELAT, G. (1975). Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie. *Revue française de sociologie*, XVI, p. 229-247.

MOREAU, S. ; ROUSSEAU C.; MEKKI BARRADA, A. (1999) Politiques d'immigration et santé mentale des réfugiés : profil et impact des séparations familiales. *Nouvelles pratiques sociales, Vol. 12, No.1*, p.177-196.

MORO, R.M. (1992) Principes théoriques et méthodologiques de l'ethnopsychiatrie: un exemple du travail avec des enfants de migrants et leurs familles. *Santé mentale au Québec. No. 2*, p.71-98.

MOROSAWA, H. (1997) Abuse of Power and Human Rights Abuses: Report of the General Rapporteurs (day IV) *Caring for crime victims: Selected proceedings of the Ninth International Symposium on Victimology*, Amsterdam. Jan J.M. van Dijk, Ron G.H. van Kaam, Jo-Anne M. Wemmers.

MOSQUERA ROSERO-LABBÉ, C. (2005) Souffrir le déplacement forcé pour connaître ses droits. *Ethnologies. Vol. 27, No.1*, p. 77-102.

NOVAC, A. et HUBERT-SHNEIDER, S. (1998) Acquired vulnerability: Comorbidity in a patient population of adults offspring of Holocaust survivors. *American Journal of Forensic Psychiatry, No. 19*, p. 45-58.

ORTIZ, C. M. (1990) *La Violence en Colombie. Racines historiques et sociales*. Paris, L'Harmattan.

PAILLÉ, P. (1994). L'analyse par théorisation ancrée. *Cahiers de recherche sociologique* No. 23, p. 147-181.

PLANTE, N.; BASSSOLE, A.; HAMBOYAN, H.; KÉRISIT, M.; YOUNG, M. (2005) L'impact du conflit armé sur l'intégration des femmes immigrantes et réfugiées francophones en Ontario. *Reflets : revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire*. Vol. 11, No. 1, p. 178-186.

PIRES, A. (1997). «Échantillonnage et recherche, essai théorique et méthodologique» dans Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives (Ed.) *La Recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. p.113-116 Montréal: Gaëtan Morin.

POCREAU, J-B. ; MARTINS BORGES, L. (2006). Reconnaître la différence : Le défi de l'ethnopsychiatrie. *Santé mentale au Québec*. Vol. 31, No. 2, p. 43-56.

POUPART, J. (1993) Discours et débats autour de la scientificité des entretiens de recherche. *Sociologie et sociétés*, Vol. 25, No 2, p. 93-110.

POUPART, J. (1997) L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques. *La Recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. p.173-206 Montréal. Gaëtan Morin.

PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO, PNUD (2003). *El conflicto: Callejón con salida. Informe nacional de desarrollo humano*. Bogota : El malpensante.

RIANO, E. (2005) *Socialización y carreras morales de jóvenes desvinculados/as del conflicto armado en Colombia*. Bogotá: Universidad de los Andes. Tesis de maestría en psicología.

RIANO ALCALA, P.; COLORADO, M.; DIAZ, P.; OSORIO, A. (2008) *Migration forcée des Colombiens. Colombie, Ecuateur, Canada*. Medellín: Corporacion region.

ROCHER, F.; LABELLE, M.; FIELD, A-M. ; ICART J-C. (2007) Le concept d'interculturalisme en contexte québécois : généalogie d'un néologisme. *Rapport présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles*. Centre de recherche sur l'immigration l'ethnicité et la citoyenneté. <http://www.accommodements.qc.ca/documentation/rapports/rapport-3-rocher-francois.pdf> Consulté en juin 2011

ROJAS VIGER, C. (2000) Les lieux insoupçonnés de la violence au Pérou. *Les Cahiers du Grés*. Vol. 1, No.1, p. 35-45.

ROUSSEAU, C. (2000) Les réfugiés à notre porte: violence organisée et souffrance sociale. *Criminologie*. Vol. 33, No.1, p.185-201.

ROUSSEAU, C.; CORIN, E. et RENAUD, C. (1989) Conflit armé et trauma ; Une étude clinique chez des enfants réfugiés latino-américains *Revue canadienne de psychiatrie*. Vol 34, p.376-385.

ROUSSEAU, C. (1998) À propos de la violence organisée. Analyses et comptes rendus. *Cahiers d'études africaines* 38, p. 674-67.6

RUBIO, M. (1999). *Crimen e impunidad: precisiones sobre la violencia*. Bogotá : Tercer mundo editores CEDE.

SANCHEZ, G.; MEERTEENS, D. (1983) *Bandoleros, gamonales y campesinos. El caso de la Violencia en Colombia*. Bogotá : El áncora editores.

STATISTIQUE CANADA <http://www12.statcan.ca/censusrecensement/2006/dp-pd/prof/92591/details/Page.cfm?Lang=F&Geo1=CD&Code1=2447&Geo2=PR&Code2=24&Data=Count&SearchText=La%20HauteYamaska&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&Custom=Mise> Dernière mise à jour le 5 février 2010.

STATISTIQUE CANADA, taux d'homicides <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101026/dq101026a-fra.htm> Consulté en mars 2011.

TAUSSIG, M. (1992) Violence and resistance in the Americas. The legacy of conquest. *The nervous system*. Grand Bretagne. Routledge, Chapman and Hall. p. 37-53.

TEDESCHI J.T.; FELSON, R.B. (1994) *Violence, Aggression and Coercive Action*. Washington D.C: American Psychological Association.

ULLOA, F. (1983) Efectos psicologicos de la represion. *Territorios* 2.Buenos Aires MSSM.

VATZ -LARROUSSI, M. (2001) *Le familial au cœur de l'immigration. Les stratégies de citoyenneté des familles immigrantes au Québec et en France*. Paris. L'Harmattan.

VATZ-LAAROUSSI, M. (2003) Des familles citoyennes ? Le cas des familles immigrantes au Québec. *Nouvelles pratiques sociales* Vol 16, No.1, p. 148-164.

VATZ-LAAROUSSI, M. (2007a) Actes du colloque. Approches qualitatives et recherche interculturelle. Bien comprendre pour mieux intervenir. *Recherches qualitatives*. Hors série, No. 4, p.2-13.

VATZ-LAAROUSSI, M. (2007b) Les usages sociaux et politiques de la mémoire familiale : de la réparation de soi à la réparation du chaos de l'histoire. *Revue internationale électronique Enfance Familles Générations*, No. 7 <http://www.erudit.org/revue/efg/2007/v/n6/index.html> (RAC).

VATZ-LAAROUSSI, M. (2009) Les réseaux transnationaux vecteurs d'histoire et de mémoire. L'histoire taboue. p.122-123. *Mobilité, réseaux et résilience*. Québec. Presses de l'Université du Québec.

VATZ-LAAROUSSI, M. ; CHARBONEAU, J. (2001) Entre bénévolat, aide et intervention : les jumelages entre familles immigrantes et familles québécoises. *Comprendre la famille* p. 333-349.

VINAR, M. (1989) *Exile et torture*. Paris. Editions Denoël.

WEINGARTEN, K. (2003) *Common shock: Witnessing violence every day: How we are harmed, how we can heal*. New York. Dutton .

WEINGARTEN, K. (2004) Witnessing the effects of political violence in families: Mechanisms of intergenerational transmission of trauma and clinical interventions. *Journal of Marital and Family Therapy, Vol. 30, No. 1*, p. 45-59.

WOLFGANG, M.E.; FERRACUTTI, F. (1967) *The Subculture of Violence. Toward an Integrated Theory of Criminality*. London; Social Science Paperbacks and Tavistock.

ANNEXE 1

Guide pour la réalisation des entrevues

Dans cette section nous présentons le guide pour la réalisation des entrevues semi dirigées.

La consigne de départ a été la suivante :

J'aimerais ça que vous me parliez de votre expérience par rapport à la violence en Colombie.

Le schéma suivant a servi d'orientation lors de l'entrevue :

Expérience de la situation de la Colombie :

Comment ça s'est passé pour vous en Colombie par rapport à la violence ?

Le Départ :

Comment avez –vous décidé de quitter la Colombie ?

Leur expérience dans le nouveau pays :

Vous venez de me parler de votre expérience dans un pays où la violence est très présente. J'aimerais savoir quel serait le lien entre votre expérience de violence en Colombie et votre vie aujourd'hui au Québec.

Nous avons laissé la personne s'exprimer. Nous avons gardé la non directivité pour favoriser l'auto exploration chez les interviewés. Cependant nos relances ont cherché à explorer les dimensions suivantes :

Comment l'expérience passée influence-t- elle l'expérience de vie aujourd'hui ?

Qu'est-ce que la personne a fui ?

Quelles sont ses attentes par rapport à sa vie ici ?

Comment vit-elle son expérience d'insertion au Québec ?

Comment s'est-elle sentie accueillie au Québec ? Est-ce que la manière de s'insérer dans la vie de la société québécoise est influencée par la violence vécue en Colombie ? De quelle façon ? Nous avons exploré la présence ou non de stéréotypes, l'impact des

traumatismes, la reproduction ou non de la violence, les comportements problématiques, la relation avec les institutions, la participation à la vie collective.

ANNEXE 2

Consentement des participants à la recherche

Le consentement des participants à la recherche a été demandé oralement. Le formulaire, ici détaillé, a été expliqué oralement et en espagnol aux personnes interviewées. Nous n'avons pas demandé la signature du formulaire pour éviter de produire de l'anxiété aux participants.

Nous avons donné aux participants les coordonnées pour contacter la chercheuse et l'ombudsman de l'université au besoin.

Nous avons préparé deux formulaires : un pour les participants adultes et un autre pour les parents des jeunes et les jeunes.

Formulaire de consentement 1 : pour les adultes

Titre de la recherche : Les effets de la violence organisée sur le processus d'intégration des réfugiés : le cas des Colombiens au Québec

Chercheur : Roxana Cledon, étudiante, maîtrise en criminologie, Université de Montréal

Directrice de recherche : Mylène Jaccoud, professeure titulaire, École de criminologie, Université de Montréal

Co-directrice : Michèle Vatz-Laaroussi, professeure titulaire, École de travail social de l'Université de Sherbrooke

Renseignements aux participants

- 1) **Objectifs de la recherche** : Notre projet de recherche cible les effets de la violence organisée sur le processus d'intégration des réfugiés colombiens installés au Québec. Plus spécifiquement, nous portons notre attention sur leurs expériences en Colombie en relation à la violence et leur vécu depuis leur arrivée au Québec.
- 2) **Participation à la recherche** : Votre participation au projet consistera à un entretien avec la chercheuse. Vous pouvez accorder avec la chercheuse la place et le moment de la journée pour réaliser l'entretien. Vous êtes libre de ne pas répondre à une question ou à une autre si vous ne vous sentez pas à l'aise de le faire. La durée de l'entretien est, approximativement, d'une heure et demie. L'entretien sera enregistré.
- 3) **Confidentialité** : les renseignements que vous nous donnerez demeureront confidentiels. Ils constitueront les données de recherche qui seront analysées. Chaque participant à la recherche se verra attribuer un numéro et seul le chercheur et son directeur de recherche auront accès à la liste des participants et des numéros qui les seront attribués. De plus, les données seront conservées dans un classeur situé dans un bureau fermé. Aucune information ne permettant de vous identifier d'une façon ou d'une autre ne sera publiée. Ces données personnelles seront

détruites 7 ans après la fin du projet. Les enregistrements font partie des données personnelles qui seront détruites. Seules les données ne permettant pas de vous identifier pourront être conservées après cette date.

- 4) **Avantages et inconvénients** : En participant à cette recherche, vous ne courez pas de risques ou d'inconvénients particuliers et vous pourrez contribuer à l'avancement des connaissances concernant les effets de la violence organisée sur le processus d'intégration des réfugiés colombiens.
- 5) **Droit de retrait** : Votre participation est entièrement volontaire. Vous êtes libre de vous retirer en tout temps, sur simple avis verbal, sans préjudice et sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec la chercheuse, au numéro de téléphone indiqué à la dernière page de ce document. Si vous vous retirez de cette recherche, les données qui auront été recueillies avant votre retraite seront détruites.
- 6) **Indemnité** : aucune compensation financière ne sera versée pour votre participation à la présente recherche.
- 7) Si l'entrevue vous fait ressentir le besoin de soutien psychosocial vous pouvez demander une référence à une ressource de votre milieu, soit un intervenant du CSSS ou d'un organisme communautaire selon votre préférence.

Consentement verbal

Participant :

Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur ma participation à la recherche et comprendre le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de cette recherche : Oui ou non

Après réflexion et un délai raisonnable, je consens librement à prendre part à cette recherche. Je sais que je peux me retirer en tout temps sur simple avis verbal sans préjudice et sans devoir justifier ma décision : Oui ou non

Chercheuse :

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages les risques et les inconvénients de l'étude et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Pour toute question relative à l'étude ou pour vous retirer du projet, vous pouvez communiquer avec Roxana Cledon, étudiante à la maîtrise en criminologie de l'Université de Montréal par courriel ou en laissant un message à sa directrice de recherche.

Formulaire de consentement 2 : pour les jeunes et leurs parents

Titre de la recherche : Les effets de la violence organisée sur le processus d'intégration des immigrants réfugiés : le cas des Colombiens au Québec

Chercheur : Roxana Cledon, étudiante, maîtrise en criminologie, Université de Montréal

Directrice de recherche : Mylène Jaccoud, professeure titulaire, École de criminologie, Université de Montréal

Co- directrice : Michèle Vatz-Laaroussi, professeure titulaire, École de travail social de l'Université de Sherbrooke

Renseignements aux participants

- 1) **Objectifs de la recherche** : Notre projet de recherche cible les effets de la violence organisée sur le processus d'intégration des réfugiés colombiens installés au Québec. Plus spécifiquement, nous portons notre attention sur leurs expériences en Colombie en relation à la violence et leur vécu depuis leur arrivée au Québec.
- 2) **Participation des jeunes à la recherche** : La participation de votre adolescent au projet consistera à un entretien avec la chercheuse. Votre adolescent est libre de ne pas répondre à une question ou à une autre s'il ne se sent pas à l'aise de le faire. Vous pouvez accorder avec la chercheuse la place et le moment de la journée pour réaliser l'entretien. La durée de l'entretien est, approximativement, d'une heure et demie. L'entretien sera enregistré.
- 3) **Confidentialité** : les renseignements que votre adolescent nous donnera demeureront confidentiels même auprès de leurs parents. Ils constitueront les données de recherche qui seront analysées. Chaque participant à la recherche se verra attribuer un numéro et seul le chercheur et son directeur de recherche auront accès à la liste des participants et des numéros qui les seront attribués. De plus, les données seront conservées dans un classeur sous clé situé dans un bureau fermé. Aucune information ne permettant de vous identifier ni d'identifier votre adolescent d'une façon ou d'une autre ne sera publiée. Ces données personnelles seront détruites 7 ans après la fin du projet y compris les enregistrements. Seules les données ne permettant pas de vous identifier pourront être conservées après cette date.
- 4) **Avantages et inconvénients** : En participant à cette recherche, votre adolescent n'a pas de risques ou d'inconvénients particuliers, il pourra contribuer à l'avancement des connaissances concernant les effets de la violence organisée sur le processus d'intégration des réfugiés colombiens.

- 5) **Droit de retrait** : La participation de votre adolescent est entièrement volontaire. Il est libre de se retirer en tout temps, sur simple avis verbal, sans préjudice et sans devoir justifier sa décision. S'il décide de se retirer de la recherche, il ou vous, à sa place, pouvez communiquer avec la chercheuse, au numéro de téléphone indiqué à la dernière page de ce document. S'il se retire de cette recherche, les données qui auront été recueillies avant sa retraite seront détruites.
- 6) **Indemnité** : aucune compensation financière ne vous sera versée pour la participation de votre adolescent à la présente recherche.
- 7) Si l'entrevue lui fait ressentir le besoin de soutien psychosocial, il pourra demander à la chercheuse une référence à une ressource de votre milieu soit un intervenant du CSSS ou d'un organisme communautaire selon votre préférence.

Consentement verbal

Parent :

Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur la participation de mon adolescent à la recherche et comprendre le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de cette recherche : Oui ou non

Après réflexion et un délai raisonnable, je consens librement à ce que mon adolescent prenne part à cette recherche. Je sais qu'il peut se retirer en tout temps sur simple avis verbal sans préjudice et sans devoir justifier sa décision : Oui ou non

Adolescent :

Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur ma participation à la recherche et comprendre le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de cette recherche.
Je consens librement à prendre part à cette recherche : Oui ou non

Chercheuse :

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages les risques et les inconvénients de l'étude et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Pour toute question relative à l'étude ou pour vous retirer du projet, vous pouvez communiquer avec Roxana Cledon, étudiante à la maîtrise en criminologie de l'Université de Montréal par courriel ou en laissant un message à sa directrice de recherche.

